



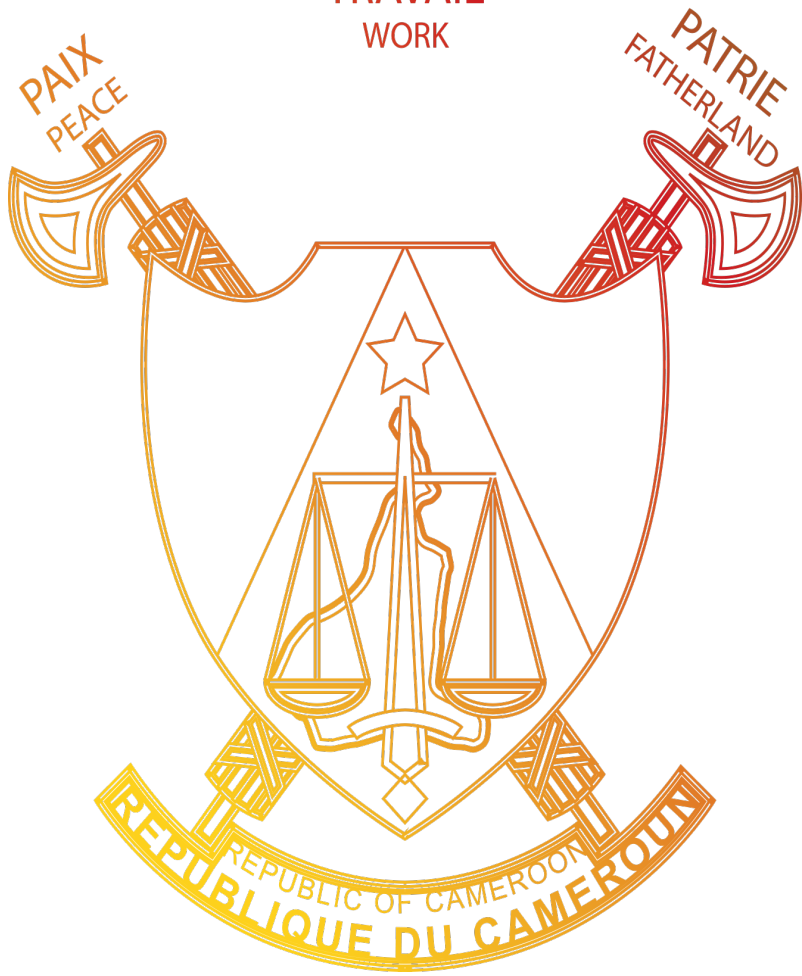
REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



Projet de loi de finances pour l'exercice *2025*

Document Budgétaire Sensible au Genre

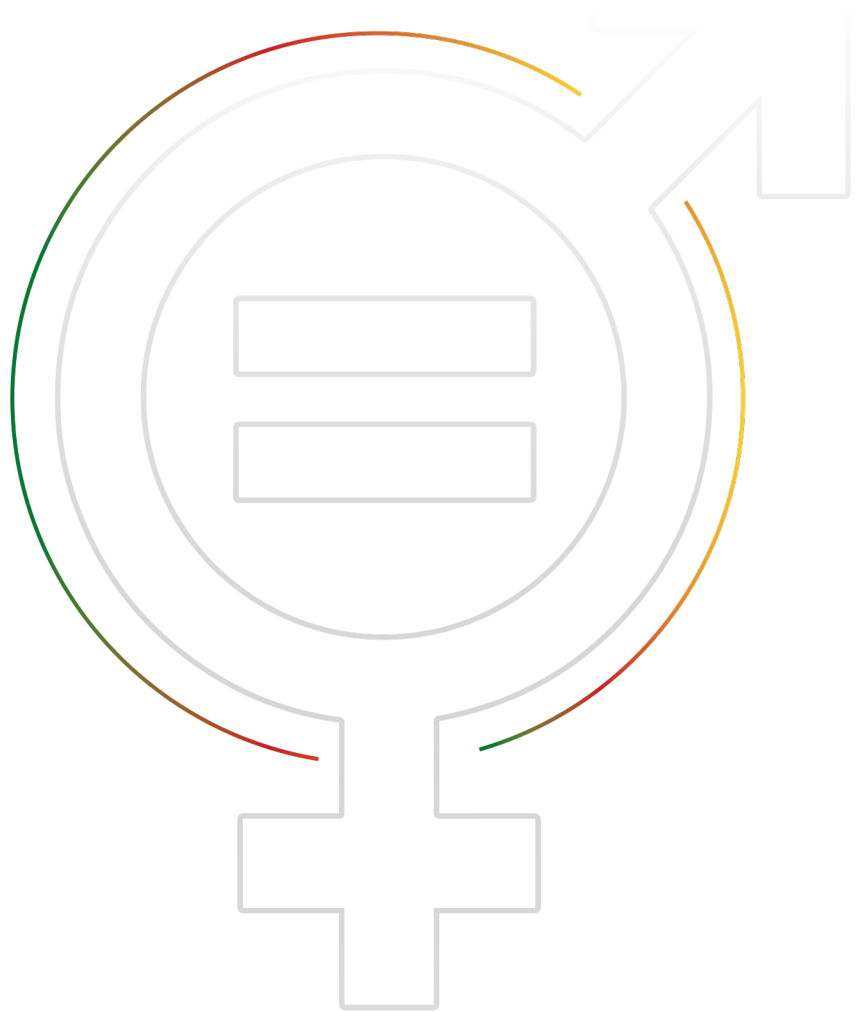
TRAVAIL
WORK



PAIX
PEACE

PATRIE
FATHERLAND

REPUBLIC OF CAMEROON
REPUBLIQUE DU CAMEROUN



	SOMMAIRE.....	v
	SIGLES ET ABREVIATION.....	vi
	LISTE DES TABLEAUX	xiii
	LISTES DES FIGURES ET DES GRAPHIQUES.....	XV
	INTRODUCTION.....	1
1	CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN	4
	CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN	5
	I.1.Cadre normatif.....	5
	I.2.Cadre stratégique.....	6
	I.3. Cadre institutionnel.....	9
2	RINCIPAUX ENJEUX ET AVANCEES EN MATIERE DE PROMOTION DU GENRE.....	12
	II.3. point sur l'analyse situationnelle.....	31
	II.4. Quelques avancées enregistrées par administration pilote.....	45
	II.6. cartographie des acteurs dans les administrations pilotes.....	95
3	ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2025 DES ADMINISTRATIONS PILOTES	101
	III. 1.analyse de la contribution budgétaire des dépenses supports des administrations pilotes à la réalisation des objectifs de réduction des inégalités entre les sexes.	119
	III.2. Application de l'outil marqueur genre.....	124
4	ECART ENTRE LES BUDGETS PROGRAMMÉS 2022-2024	128
	IV.1 Ecart entre les budgets programmés 2022-2024	129
	IV.2 profils des ratios genre programmés sur le triennat 2022 à 2025 suivant les programmes budgétaires.....	131
5	Conclusion et Perspectives	134

ACEFA	Amélioration de la Compétitivité des Exploitation Familiale Agropastorales
AD	A Déterminer
AEP	Alimentation en Eau Potable
AFD	Agence Française de Développement
AFECNO	Association des Femmes des Collectivités Territoriales Décentralisées de la Région du Nord
AFEMEPIA Centre	Association des femmes du Ministère de l'Élevage des Pêches et de l'Industrie animal pour le centre
AFEMEPIAH	Association des femmes du Ministère de l'Élevage des Pêches et de l'Industrie Animal et Halieutique
AFOP - PCP	Programme d'Appui à la Rénovation et au Développement de la Formation Professionnelle dans les Secteurs de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche, de la Phase de Consolidation et de Pérennisation
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
AFRITAC CENTRE	Centre Régional d'Assistance Technique du Fonds Monétaire International pour l'Afrique Centrale
AGR	Activité Génératrice de Revenus
AIMS	Institut Africain des Sciences Mathématiques
AN	Assemblée Nationale
APC	Approche Par Compétence
APEE	Association des Parents d'Élèves et des Enseignants
ARV	Anti Retroviral
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté
AWLN	Official Launch of the African Women Leaders Network in Cameroon
BIP	Projets d'Investissement Public
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
BSGE	Budgétisation Sensible au Genre et à l'Enfant
BUCREP	Bureau Central des Recensements et Etudes de Population
CADHP	Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
CAED	Centres d'Accueils des enfants en Détresses
CAMB	Centre d'Accueil pour Mineurs de Bertoua
CAO	Conception Assisté par Ordinateur
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CCC	Communication pour le Changement de Comportement
CCOUSP	Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Publique

CDMT	Cadres de Dépenses à Moyen Terme
CDNO	Caisse de Développement de l'Élevage du Nord –Ouest
CEAC	Centre d'Éducation et d'Actions Communautaire
CEBNF	Centre de l'Éducation de Base Non Formel
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
CEP	Certificat d'Étude Primaire
CESO	Comité de Reflexion pour la Science Ouverte
CFPR-MI	Centres de Formation Professionnelle Rapides et Métiers Industriels
CHR	Centre hospitalier Régional
CHUR	Centre Hospitalier Universitaire Régional
CHUY	Centre Hospitalier et Universitaire de Yaoundé
CNDDR	Comité National de Désarmement de Démobilisation et de Réintégration
CNERSH	Comité National d'Éthique pour la Recherche en Santé Humaine
CNIv	Cartes Nationales d'Invalidité
CNPBM	Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme
CNRPH	Centre National de Réhabilitation des personnes handicapés
CNU	Charte des Nations Unies
COVID19	Corona Virus 2019
CPFF	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CPN	Consultation Prénatale
CRV	Cartographies de Risques et de vulnérabilité
CSP	Cadre Stratégique de Performance
CSU	Couverture Santé Universelle
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CU	Communauté Urbaine
DBSG	Document Budgétaire Sensible au Genre
DDEB	Dominant Dystrophic Epidermolysis Bullosa
DFA	Droits des Femmes en Afrique
DGSN	Délégation Générale à la Sécurité Nationale
DHIS	District Health Information Software
DMP	Dossier Médical Partagé
DOB	Débat d'Orientations Budgétaire
DOVAS	Division de l'Orientation de la Vie et de l'Assistance Scolaire

DPE	Développement de la Petite Enfance
DPEF	Déclaration de Performance Extra-Financière
DREB	Délégation Régionale de l'Éducation de Base
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
ECAM	Enquêtes Camerounaises auprès des Ménages
ECS	Éducation Complète à la Sexualité
EDR	Enfant de la Rue
EDS	Enquête Démographique de la Santé
EDSC-V	Enquête Démographique et de Santé du Cameroun -V
EDS-MICS	Enquête Démographique et de Santé – Multiple Indicators Clustery Survey
EESI	Enquête sur l'Emploi et le secteur Informel
EFA	Exploitations Familiales Agricoles
ELECAM	Election Cameroon
ENIEG	École Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général
ENS	École Normale Supérieure
EP	Établissements Préscolaires
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIA	Élevage, Pêche et Industries Animales
EPIAH	Élevage, Pêche, Industries Animales et Halieutiques
FAIRMED	
FAO	Food and Agriculture Organisation
FCFA	Franc de la Coopération Française d'Afrique
FCP	Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire
FEICOM	Fonds d'Équipement et d'Intervention Intercommunale
FENASCO	Fédération Nationale des Scolaires
FFMO	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
FOSA	Formation Sanitaire
FSLC	First School Living Certificate
FSMS	Food Security Monitoring Systems

GCCASP	African Gender Climate Change and Agriculture Support Programme
GIC	Groupement d'Initiative Commune
GIZ	Société allemande pour la coopération internationale
GTSA	Groupe de Travail sur la Sécurité Alimentaire
HACCP	Hazard Analysis Critical Control Point
HTA	Hypertension Artérielle
HVC	Haute Valeur de Conservation
INS	Institut National de la Statistique
IPN	Inspecteur Pédagogique Nationale
IPR	Inspecteur Pédagogique Régionale
IST	Infection Sexuellement Transmissible
JIF	Journée Internationale de la Femme
JIPH	Journée Internationale des Personnes Handicapés
JPO/ESTP	Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel
LMMI	Lutte contre la Mortalité Maternelle et Infantile
LNSP	Laboratoire National de Santé Publique
MCNT	Maladies Chroniques Non Transmissibles
MGF	Mutilations Génitales Féminines
MGPB	Marqueur Genre sur les Programmes Budgétaires
MILDA	Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINAT	Ministère de l'Administration Territoriale
MINCOM	Ministère de la Communication
MINDCAF	Ministère du Domaine des Cadastres et des Affaires Foncières
MINDDEVEL	Ministère de la Décentralisation et du Développement Local
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Éducation de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales

MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieure
MINFI	Ministère des Finances
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique
MINJUSTICE	Ministère de la Justice
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises de l'Économie Sociales et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère de poste et Télécommunication
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINSanté	Ministère de la Santé
MINT	Ministère du Transport
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
NA	Not Applicable
NASLA	National School of Local Administration
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONSP	Observatoire Nationale de la Santé Publique
ONU Femme	Organisation des Nations Unies pour la Femme
ONVC	Ordre National des Vétérinaires du Cameroun
OP	Organisations Paysannes
OPA- DOPA	Organisation de Producteurs Agricoles – Direction des Organisations Professionnelles Agricoles et de l'Appui aux exploitations Agricoles
OSC	Organisation de la Société Civile
PADFA	Projet d'appui au Développement des Filières Agricoles
PADFC	Projet d'Appui au Développement de la Filière Champignon Comestible
PADRT	Projet d'appui au développement des racines et tubercules
PAIRPPEV	Programme d'appui à l'insertion et à la réinsertion socio professionnelle des personnes vulnérables
PAMFIP	Programme d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques
PAPMAV-Q	Projet d'Appui à la Production du Matériel Végétal de Qualité.
PARPAC	Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun.
PASMNI	Projet d'appui à la Santé Maternelle Néonatale et Infantile
PCP - ACEFA	Programme de Consolidation et de Pérennisation – Programme d'Appui à la Compétitivité des Exploitations Familiales Agropastorales

PD-CVEP	Projet de Développement des Chaines de Valeurs d'Élevage et de la Pisciculture au Cameroun
PDEA	Projet de Développement de l'Entrepreneuriat Aquacole
PEA –JEUNE	Programme d'Entrepreneuriat jeune
PESVISIDANE	Projet d'Élimination de la Transmission du VIH et du Sida de la Mère a l'Enfant
PFE	Pratiques Familiales Essentielles
PIB	Produit Intérieur Brut
PIDMA	Projet d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles
PND CF	Projet National de Développement de Cultures Fruitières
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNG	Politique Nationale du Genre
PNUD	Programme de Développement de Nations Unies
PPA	Projet de Performance Annuel
PPBS	Planification Programmation Budgétisation et Suivi/Évaluation
PRC	Présidence de la République du Cameroun
PRESYNAT	Projet de Renforcement du Système National de Transfusion
PROBMIS	Program Budget Management Information System
PSV	Personne Socialement Vulnérable
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PTME	Prévention de Transmission VIH Mère-Enfant
PVVIH	Personnes Vivantes avec le VIH
RAP	Rapports Annuel de Performance
REFELACAM	Réseau des Femmes Élues d'Afrique Section Cameroun
RESUC	Registre Social Unifié du Cameroun
RGAE	Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage
RGPH	Recensement Général de la Population et l'Habitat
SAVI	Salon Avicole International de Yaoundé ()
SDSR	Stratégie de Développement du Secteur Rural
SND	Stratégie Nationale de Développement
SPISA	Système Permanent et Intégré des Statistiques Agropastorales ;
SPM	Service du Premier Ministre
SRME	Santé de Reproduction Mère et Enfant
STEM	Science, Technology, Engineering and Mathematics

SWEDD	Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend Project
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TCP	Technical Cooperation Project
UPI	Unité Pédagogique d'Intégration
UTS	Unités Techniques Spécialisées
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine
ZEP	Zone Éducation Prioritaire

Tableau 1 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 1 de la PNG.....	18
Tableau 2 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 2 de la PNG	24
Tableau 3 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 3 de la PNG	26
Tableau 4 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 4 de la PNG	29
Tableau 5 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 5 de la PNG	29
Tableau 6 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 6 de la PNG	31
Tableau 7 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique No 7 de la PNG	32
Tableau 8 : extrait du tableau des disparités sur la représentation effective des femmes et des hommes dans le domaine politique	36
Tableau 9 : Exécution des activités sensibles au genre dans le budget 2023 du MINESEC..	46
Tableau 10 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEDUB	51
Tableau 11 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINADER	52
Tableau 12 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEPIA	54
Tableau 13 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINSANTE	58
Tableau 14 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINPROFF	61
Tableau 15 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINAS	64
Tableau 16 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINDDEVEL	66
Tableau 17 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEPAT...67	67
Tableau 18 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINESEC	68
Tableau 19 : Exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEDUB	72
Tableau 20 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEPIA	73
Tableau 21 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINAS	77
Tableau 22 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEPAT	81
Tableau 23 : Exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINPROFF	84

Tableau 24 : Exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINSANTE.....	87
Tableau 26 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINFI.....	95
Tableau 27 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEPIA en 2024.....	96
Tableau 28 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINADER en 2024.....	97
Tableau 29 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINAS en 2024.....	97
Tableau 30 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINDDEVEL en 2024.....	98
Tableau 31 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINSANTE.....	99
Tableau 32 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINESEC en 2024.....	100
Tableau 33 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEDUB en 2024.....	100
Tableau 34 :Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINFI en 2024.....	101
Tableau 35 : Poids budgétaire des axes de la PNG en 2025.....	104
Tableau 36 : Contribution financière des ministères à l'atteinte des objectifs de chaque axe de la PNG.....	105
Tableau 37 : Budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINESEC, au MINAS, au MINPROFF et au MINEDUB dans le budget 2025.....	106
Tableau 38 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINSANTE, au MINEPAT, au MINPROFF, du MINEDUB et du MINESEC dans le budget 2025.....	110
Tableau 39 : Budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINADER, au MINEPIA, au MINEPAT, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2025.....	113
Tableau 40 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF, au MINEDUB et au MINAS dans le budget 2025.....	115
Tableau 41 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2025.....	116
Tableau 42 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2025.....	117
Tableau 43 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINEPAT, MINPROFF, du MINDDEVEL et au MINFI dans le budget 2025.....	118
Tableau 44 : Le détail des dépenses supports par administration pilote est donné en annexe.....	120
Tableau 45 : Budget genre 2025 par administration.....	120
Tableau 46 : Budget genre 2025 selon les administrations et par nature de dépense.....	122
Tableau 47 : Ratio budgétaire genre par programme budgétaire des ministères pilotes en 2025.....	123
Tableau 48 : Grille et critères de notation des programmes.....	125
Tableau 49 : Résultats marqueur genre.....	126
Tableau 50 : Détail des écarts entre le budget genre programme en 2024 et celui de 2025.....	131
Tableau 51 : évolution des ratios genre programmés de 2022 à 2025.....	132
Tableau 52 : évolution des ratios genre suivant les programmes budgétaires des	

Listes des Figures

Figure 1 : Cadre stratégique de planification pour le développement du Cameroun.....	7
Figure 2 : Résultat attendus au terme de l'analyse situationnelle genre	33
Figure 3 : Etapes pour mener l'analyse situationnelle genre.....	33

LISTES DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Poids budgétaires par axe de la PNG en 2025.....	104
Graphique 2 : Contribution des ministères au budget genre en 2025.....	121
Graphique 3 : Budget genre 2025 par nature de dépense.....	121
Graphique 4 : Ratio budgétaire genre par administration	122
Graphique 5 : Evolution du budget genre de 2024 à 2025.....	130
Graphique 6 : Evolution du budget global des fonctions supports de 2024 à 2025.....	130
Graphique 7 : Evolution du budget des axes stratégiques de la PNG de 2024 à 2025.....	131
Graphique 8 : évolution des ratios genre programmés de 2024 à 2025.....	132

La volonté affirmée de l'Etat du Cameroun à promouvoir l'édification d'une société juste et démocratique dans laquelle l'égalité entre les femmes et les hommes constitue une valeur fondamentale qui est inscrite dans le préambule de la Constitution du 18 Janvier **1996**. Elle est matérialisée dans les différents cadres de développement nationaux où les questions de genre sont intégrées de manière transversale. Ainsi, la « **Vision 2035** » dans sa première phase, traduite dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) **2010-2020** prenait déjà en compte ces considérations. La deuxième phase, adossée sur la Stratégie Nationale de Développement **2020-2030 (SND 30)** s'inscrit dans le même prolongement et aborde de manière plus précise les questions du genre et de l'équité dans le pilier « Développement du capital humain et du bien-être ».

Bien que l'environnement politique, économique et social du Cameroun soit favorable à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, il est tout de même constaté l'accentuation des inégalités de genre, lesquelles s'érigent d'une part en « des questions systémiques » touchant tous les secteurs de la vie nationale, et d'autre part, en obstacles vers une croissance inclusive et durable. Selon le rapport sur le développement humain la valeur de l'Indice d'Inégalité du Genre du Cameroun était de **0,576** en **2016**, classant le pays 138ème sur **162**. En **2020**, sa valeur est de l'ordre de 0,560 et classe le pays au rang mondial de **141** sur 162. Le Cameroun a encore chuté dans ce classement en **2021**, se positionnant au **145ème** rang avec un indice de **0,561**. Cette situation est due notamment au fait que, les plans, programmes, stratégies et budgets nationaux qui énoncent les priorités du développement ne prennent toujours pas en compte de manière pertinente les engagements en faveur de l'égalité des sexes. S'agissant particulièrement du budget, les circulaires présidentielles marquent un point d'honneur sur la BSG depuis **2010**. Par ailleurs, des efforts sont faits dans ce sens de manière progressive bien que l'impact soit encore timidement observé. Cependant, il est important de noter que des améliorations restent encore à faire dans tous les secteurs en faveur de la réduction des inégalités, surtout celles existantes entre les hommes et les femmes qui pourraient être un catalyseur sur l'accélération de la croissance et la réduction de la pauvreté, et partant la réalisation des ODD. Afin de renforcer l'opérationnalité du dispositif stratégique ci-dessus évoqué, la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) s'avère être aujourd'hui, un outil particulièrement efficace pour garantir une planification équitable et pertinente des ressources en s'assurant de leur allocation suffisante et optimisée aux politiques et stratégies visant la réduction des inégalités femmes-hommes. En effet, la logique de Budget de programme axé sur le résultat, ancre la transition d'une logique de moyens vers une logique de performance structurée autour des programmes, traduisant des politiques publiques, ce qui crée des conditions nécessaires à la prise en compte du genre au niveau de la chaîne de Planification, Programmation, Budgétisation et de Suivi (PPBS). Aussi, cette structuration devrait permettre de rendre visible et de faire le suivi des dépenses réalisées par les ministères sectoriels sous le prisme du genre, à travers l'analyse du possible impact des programmes/actions sur l'égalité entre les sexes. Le Gouvernement envisage de faire la systématisation de la prise en compte du genre dans le budget public, un crédo, en cohérence avec la logique du tryptique « Planification-Programmation-Budgétisation ». Cette démarche, entrée en vigueur au Cameroun depuis le 1er janvier **2013** avec en toile de fond la logique de performance structurée autour des programmes traduisant des politiques publiques, crée les conditions nécessaires à la prise en compte du genre au niveau de la chaîne de Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi-évaluation (PPBS).

La Circulaire présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat pour le compte de l'exercice **2024**, prévoit comme en **2023**, l'élaboration du troisième Document Budgétaire Sensible au Genre comme annexe à la loi de finances. Une fois de plus, ce positionnement marque la volonté du Gouvernement de traduire dans les faits l'égalité de genre, d'impulser une dynamique d'ensemble et d'informer sur les initiatives sectorielles destinées à garantir la prise en compte équitable des besoins et des intérêts différenciés des hommes et des femmes dans les processus de développement.

Objectif du Document Budgétaire Sensible au Genre

Le présent Document Budgétaire Sensible au Genre met la lumière sur l'action publique visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, les filles et les garçons, en établissant les liens essentiels entre les politiques mises en route et les allocations budgétaires conséquentes. Son objectif principal est de présenter les efforts déployés par le gouvernement et les administrations publiques pour promouvoir l'égalité des sexes en analysant sous le prisme du genre les programmes et projets en lien avec les budgets ministériels et leur impact sur la population.

Le Document Budgétaire Sensible au Genre est un rapport « d'autopsie ». Les remarques du Gouvernement, des élus du peuple et de la société civile sur son contenu peuvent entraîner des changements dans la définition des priorités au cours des prochains exercices budgétaires. En effet, ce document est un résumé d'ensemble qui n'envisage pas de couvrir toutes les activités relevant de la compétence des administrations.

Enfin le Document Budgétaire Sensible au Genre permet non seulement d'analyser les causes et les conséquences des disparités de genre identifiées en se basant sur les données sexo-désagrégées, mais aussi ce document est l'occasion d'informer de façon lisible et accessible les acteurs nationaux et internationaux: Parlement, citoyens, organisations de la société civile... sur l'action gouvernementale en matière de promotion de l'égalité ainsi que l'ensemble des initiatives mises en oeuvre au niveau ministériel.

S'agissant particulièrement de l'élaboration du Document Budgétaire Sensible au Genre 2024, le processus a connu une avancée du fait de l'actualisation du cadre stratégique de la promotion de l'égalité, le renforcement du cadre normatif. De plus, plusieurs travaux préalables ont été menés et ont conduit à l'actualisation de la matrice de triangulation entre la Politique Nationale du Genre (PNG), aux Cadres Stratégiques de Performance (CSP) des administrations afin de garantir une meilleure connaissance des problématiques genre et leur déclinaison, ainsi que l'harmonisation d'un canevas rédactionnel du document, suivi d'une répartition des contributions entre les administrations pilotes et enfin la consolidation desdites contributions par le secrétariat technique placé sous l'égide de la Direction Générale du Budget au MINFI.

une mission d'appui à l'amélioration de la qualité du DBSG a été effectuée par AFRITAC CENTRE courant mois de juillet 2023, les travaux se sont déroulés avec agilité et itération constante, une adhésion et mobilisation des administrations pilotes, une parfaite collaboration entre le MINPROFF, le MINEPAT, l'INS et le MINFI, l'accompagnement constant des administrations sectorielles et de l'équipe technique par les Partenaires Techniques et Financiers au rang desquels AFRITAC-CENTRE, ONUFEMME et la GIZ, la progressivité dans la démarche et l'évaluation continue.

Au final, le présent document est construit le long du cycle budgétaire et alimenté par différents outils budgétaires notamment, les Cadres Stratégiques de Performance des Administrations, les Cadres de Dépenses à Moyen Terme, les Rapports Annuels de Performance, les Projets de Performance des Administrations.

Périmètre et champ d'application

La troisième édition du Document Budgétaire Sensible au Genre s'est maintenue sur dix (10) administrations pilotes, notamment celles en charge de l'agriculture, de l'élevage, de la décentralisation, de l'éducation de base, des enseignements secondaires, de la santé, des affaires sociales, de la promotion de la femme, de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire, et des finances.

Le présent document est structuré autour de quatre parties à savoir i) le cadre normatif stratégique et institutionnel de la BSG au Cameroun, ii) les principaux enjeux et avancées en matière de promotion du genre, iii) l'analyse de la prise en compte du genre dans les budgets 2024 des administrations pilotes, iv) l'évolution de la prise en compte du genre dans le budget de l'Etat de 2023 à 2024.

Il est important de relever que le document budgétaire sensible au genre est un outil dynamique qui

sera amélioré de manière progressive, tout en élargissant son périmètre d'action et son champ de couverture au fur et à mesure des exercices.

CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN



CADRE NORMATIF, STRATEGIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA BSG AU CAMEROUN

La budgétisation sensible au genre au Cameroun trouve son ancrage dans un dispositif normatif, stratégique et institutionnel favorable à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

I.1. Cadre normatif

Au Cameroun, le respect des droits de l'Homme et particulièrement ceux de la femme est un engagement fort comme en témoigne la ratification de la plupart des instruments internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits humains (traités, conventions et pactes qui prônent les principes d'égalité et de non-discrimination entre les femmes et les hommes dans tous les domaines).

Au niveau international, il y a lieu de citer entre autres :

- la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF);
- la Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants ;
- la Résolution 1325 et les résolutions connexes des Nations Unies sur « femmes, paix et sécurité ».

Au niveau régional, plusieurs instruments ont également été ratifiés, notamment :

- la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) ;
- la Déclaration d'Addis-Abeba sur l'Egalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique ;
- la Convention contre la traite des femmes et des enfants.

Au-delà du cadre international et régional, le paysage juridique national est favorable à la promotion de l'égalité des sexes. Dans sa loi fondamentale n° 96/06 du 18 janvier 1996, le Cameroun réaffirme l'attachement de son peuple aux principes inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Charte des Nations Unies et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. A cet égard, il est énoncé dans le Préambule de la Constitution que « l'être humain, sans distinction de race, de religion, de sexe, de croyance possède des droits inaliénables et sacrés », et que tous les « Hommes sont égaux en droits et en devoirs ». Ce rappel de l'universalité des Droits de l'Homme n'occulte pas la protection catégorielle des droits. Ainsi, le préambule de la constitution du 18 janvier 1996 dispose que « la Nation protège la femme, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées ». 2

Ainsi, ce positionnement en faveur de l'égalité des sexes, de la non-discrimination et de la protection des femmes constitue un des principes fondateurs des politiques publiques et est décliné dans l'arsenal juridique interne à travers plusieurs dispositions législatives et réglementaires. Ainsi, on peut citer sans être exhaustif :

- la loi n°2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code Pénal, dont de nombreuses dispositions répriment les atteintes à l'intégrité physique ou morale des femmes ;
- la loi n°2005/007 du 27 juillet 2005 portant Code de Procédure Pénale énonce le principe d'égalité entre les hommes et les femmes en matière de prise en compte de leurs droits dans le cadre d'une procédure engagée contre eux en cas de commission d'une infraction ;
- la loi n°2012/001 du 19 avril 2012 portant Code Electoral et les différentes lois sur les partis politiques traitent de la capacité électorale et des conditions d'éligibilité qui sont les mêmes pour les hommes et les femmes ;
- la loi n° 2009/04 du 14 avril 2009 portant organisation de l'assistance judiciaire qui accorde à la femme sans emploi et sans ressources et abandonnée par son conjoint, l'assistance judiciaire en vue d'obtenir des instances juridictionnelles une pension alimentaire pour elle-même et pour les enfants mineurs laissés à sa charge ;
- le décret n°94/036 du 1er mars 1994 portant régime des pensions civiles qui reconnaît à la veuve le droit à la pension de réversion.

Pour ce qui est spécifiquement de la BSG, les deux circulaires ci-dessous font un focus sur la prise en compte du genre dans le budget :

- La circulaire n°001 du 23 octobre 2024 relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2025 a réaffirmé l'intégration de la démarche de la budgétisation sensible au genre comme priorité dans tous les secteurs de développement national et les modalités de prise en compte dans le budget ;
- La circulaire n°00000023/C/ MINFI du 02 août 2022 relative à l'intégration et à l'évaluation de la Budgétisation Sensible au Genre dans le budget de l'Etat qui précise les modalités de prise en compte du genre dans le cycle budgétaire.

I.2. Cadre stratégique

Pour son développement économique et social, le Cameroun a adopté en 2009 la Vision développement à l'horizon 2035 qui ambitionne de faire du Cameroun « Un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». Cette Vision 2035 se décline en trois principales phases.

La première phase de mise en oeuvre de cette vision de développement à long terme a été opérationnalisée par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui a constitué le cadre global de référence des actions du Gouvernement et des partenaires au développement pour la période 2010-2019.

La deuxième phase, qui s'appuie sur le bilan de la mise en oeuvre du DSCE et des objectifs globaux de la Vision pour la période 2020-2030, est cadrée par la Stratégie Nationale de Développement (SND 30).

Les objectifs poursuivis par phase sont résumés dans la figure ci-dessous.


Figure 1 : Cadre stratégique de planification pour le développement du Cameroun



Les engagements en faveur de l'égalité de genre sont bien définis et présentés dans ces documents de stratégie nationale à moyen et long terme ancrée aux objectifs de développement durable.

Partant de la Vision du Cameroun à l'horizon 2035, elle aborde les préoccupations de genre, à travers ses aspirations à savoir : une Nation favorisant l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives autant que leur égalité professionnelle ; une femme au rôle social renforcé et économiquement autonome.

Quant au Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi, ces questions sont précisées sur les points 269 et 270 du dudit document.



Encadré 1 : Cadre de référence de l'action gouvernementale en matière de genre pour la période 2010-2020

« 269/- Pour la promotion du genre, le Gouvernement va poursuivre la sensibilisation des parents et de la communauté notamment dans les zones rurales à fortes pesanteurs des coutumes traditionnelles pour permettre à la jeune fille de bénéficier des mêmes conditions d'accès à l'éducation. Dans le même souci, l'État et la communauté internationale veilleront à une représentativité équitable des filles, tous secteurs confondus pour ce qui est de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur ou de l'accès à l'emploi.

270/- Un accent particulier sera mis sur les conditions favorables à l'épanouissement de la femme et sa meilleure contribution au développement socio-économique, ainsi que sur l'encadrement des enfants, des jeunes et des femmes par la création et la réhabilitation des structures d'encadrement. L'État favorisera l'initiation et la formation des femmes aux techniques culturelles appropriées capables de réduire la pénibilité de leurs tâches et d'améliorer leur rendement et leur aptitude à commercialiser leur production. Par ailleurs, un soutien social sera apporté aux femmes et aux enfants en situation difficile »

Source : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

gouvernementales pour la période indiquée, fait également de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes une priorité. Cette problématique constitue un facteur de développement qui mérite d'être traité pour parvenir à l'émergence. Les problématiques en matière de genre sont ainsi mis en exergue à travers les quatre (04) piliers de la SND30 soit de manière explicite, soit de manière tacite.



Encadré 2 : Orientations en matière de promotion du genre et de l'équité de la SND30

Pour la période 2020-2030, le Gouvernement compte :

- (i) Poursuivre sa politique d'accès équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information ;
- (ii) Renforcer les programmes conçus pour encourager l'entrepreneuriat féminin et des jeunes ;
- (iii) Intensifier les concertations avec le système bancaire pour ouvrir les crédits à cette frange de la population ;
- (iv) Intensifier les mesures de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- (v) Edicter des principes visant à assurer une meilleure représentativité des femmes et des jeunes dans la vie publique et politique ;
- (vi) Poursuivre le renforcement du cadre institutionnel de promotion et de protection des droits de la femme.

Source : Stratégie Nationale de Développement 2020-2030

La Politique Nationale Genre (PNG), afin de répondre aux défis en matière de genre et notamment, l'atteinte des ODD y relatifs, le Gouvernement s'est doté depuis 2014 d'un document de politique nationale sur le genre pour servir de cadre d'orientation des interventions dans le domaine de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes. L'objectif général de la Politique Nationale Genre est de contribuer à l'élimination systématique des inégalités entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de la vie sociale. Afin de prendre en compte les avancées enregistrées selon les objectifs du DSCE et les orientations de la deuxième phase de la vision, la PNG a été révisée afin de mieux s'accorder aux attentes en matière de réduction des inégalités de genre.



Encadré 3 : Axes stratégiques de la PNG

La PNG se décline en sept axes stratégiques, à savoir :

Axe stratégique N° 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information ;

Axe stratégique N° 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies ;

Axe stratégique N° 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production ;

Axe stratégique N° 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination de toutes les formes de Violences Basées sur le Genre (VBG)

Axe stratégique N° 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions ;

Axe stratégique N° 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble ;

Axe stratégique N° 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Source : Politique Nationale du Genre 2021-2030

La déclinaison des cadres logiques des axes de la PNG est donnée en annexe¹

Des stratégies sectorielles et thématiques intégrant le genre ont également été élaborées afin de résoudre les problèmes liés au genre. Il s'agit des Stratégies Sectorielles de la Santé, de Développement du Secteur rural, de l'Education et de Développement des Services Sociaux, de la stratégie de lutte contre les Violences basées sur le Genre, du Plan d'Action National de la résolution 1325 et des résolutions connexes sur Femmes, Paix et Sécurité, du Plan d'Action National de lutte contre les Mutilations Génitales Féminines, du Plan Sectoriel Femmes, Familles de lutte contre les IST et VIH/SIDA

I.3. Cadre institutionnel

Au plan global, trois (03) catégories d'acteurs occupent une place déterminante dans la prise en compte du genre dans les politiques, programmes, stratégies et budgets. Ces acteurs se situent au niveau gouvernemental, des organes constitutionnels et consultatifs.

3.1 Au niveau gouvernemental

La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes s'effectue à trois (03) niveaux : stratégique, coordination et opérationnel.

Au plan stratégique

Le Président de la République, définit chaque année à travers la circulaire présidentielle relative à la préparation du budget les directives précises en matière de Budgétisation Sensible au Genre. Pour le compte de l'exercice 2025, il a :

- Réaffirmé l'intégration de la démarche de BSG comme priorité dans tous les secteurs du développement national ;
- Prescrit les administrations de mettre en oeuvre les engagements contenus dans la matrice de suivi de la Politique Nationale sur le Genre à travers les cadres stratégiques de performance ;
- Précisé que l'ancrage du genre doit se faire tout le long de la démarche programmatique, les actions et mesures programmées en faveur de l'égalité du genre doivent être présentées dans les documents ministériels servant de base aux conférences budgétaires, et la confirmation de l'intégration du prisme genre dans la programmation constitue un élément de plaidoyer pour les allocations des ressources ;
- Consacré le Document Budgétaire Sensible au Genre et maintien de son périmètre à dix départements ministériels pilotes.
- Invité les administrations à conduire, sous la supervision de l'équipe d'accompagnement (INS, MINFI, MINPROFF, MINEPAT), une analyse situationnelle genre sectorielle, identifiant les enjeux genre dans le secteur, assortis de recommandations identifiants les leviers budgétaires pour répondre efficacement aux besoins spécifiques et différenciés entre les femmes/filles, les hommes/garçons.

Au niveau de la coordination technique

- Le Ministère des Finances
- L'Arrêté N°00000602/MINFI du 05 décembre 2023, porte création, organisation et fonctionnement du Comité Interministériel chargé du suivi de la mise en oeuvre de la Budgétisation Sensible au Genre au Cameroun. Ledit comité est l'organe d'orientation et de supervision, chargé d'assurer l'implémentation de la BSG au Cameroun pour une prise en compte optimale des besoins différenciés des

- hommes et des femmes, des filles et des garçons dans les politiques publiques.
- A ce titre, il est notamment chargé :D'assurer la coordination et le suivi des activités de mise en oeuvre de la BSG ;
 - De définir chaque année la feuille de route des actions concrètes et concertées à mener dans le cadre de l'opérationnalisation de la BSG ;
 - De veiller à la production des statistiques de genre dans les programmes budgétaires des administrations ;
 - De veiller à la prise en compte du genre dans toutes les phases du processus budgétaire ;
 - De veiller à la présentation sous le prisme genre de tous les outils nécessaires à l'implémentation de la BSG notamment les CDMT, PPA et RAP des administrations ;
 - De veiller au renforcement des capacités des acteurs en matière de BSG au sein des administrations ainsi qu'à des accompagnements techniques ;
 - D'encourager une allocation des ressources pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes ;
 - De procéder le cas échéant à l'initiation des autres entités publiques à la BSG.
 - Ce comité est présidé par le Secrétaire Général du MINFI et secondé par le Secrétaire Général du MINPROFF et du MINEPAT.
 - Le détail du contenu de l'Arrêté sus cité est donné en annexe.
 - encore formalisé, malgré la volonté gouvernementale pour son déploiement, à la lumière des bonnes pratiques internationales, l'ancrage de la BSG se fait au sein de la Direction Générale du Budget , notamment la Division de la Réforme Budgétaire en collaboration avec la Division de la Préparation du Budget pour intégrer la perspective genre au niveau du processus budgétaire en animant le dispositif, en élaborant les référentiels nécessaires, en dispensant des sessions de renforcement des capacités et en produisant les documents budgétaires et de performance sensibles au Genre.
 - Le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire accompagne l'administration en charge de la politique du genre dans l'élaboration du document de politique sur le genre, s'assure de son alignement à la stratégie nationale de développement et son intégration dans les cadres stratégiques des administrations, accompagne ces dernières dans l'élaboration de leurs Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) sous le prisme du genre et s'assure de la budgétisation des dépenses d'investissement y relatives.
 - Le Ministère de la Promotion de la femme et de la famille est en charge de l'élaboration, de la mise en oeuvre et du suivi des politiques publiques en matière de genre. Dans ses missions de coordination, de contrôle et de surveillance en matière d'égalité de sexes, le MINPROFF se positionne comme partenaire dans l'accompagnement des ministères dans la mise en oeuvre des plans et programmes au niveau national. Ce positionnement pourrait être capitalisé dans une collaboration fluide qui existe présentement entre ledit ministère le MINFI et le MINEPAT, en l'occurrence en ce qui concerne la révision des programmes budgétaires à l'aune de la SND30, et au niveau des Conférences Budgétaires et de Performance avec les ministères sectoriels tenues en amont de la procédure budgétaire.
 - Le comité sur les statistiques genres bras séculier du MINPROFF placé sous son égide, est chargé d'orienter et de superviser la mise en oeuvre du programme d'amélioration de la production et de l'utilisation des statistiques de genre pour assurer le suivi des Objectifs du Développement Durable (ODD).L'institut National de la Statistique (INS) accompagne les administrations sectorielles dans la production des données statistiques pour le renseignement des indicateurs

- de performance et réalise les enquêtes d'envergure qui peuvent faciliter.
- les analyses dans le domaine du genre

Au niveau opérationnel

- Les administrations sectorielles, qui mettent en oeuvre à travers les programmes budgétaires les orientations et mesures prises en matière de genre et ce à travers :
- Les points focaux genre désignés sous l'impulsion du MINPROFF pour oeuvrer au «mainstreaming» des questions de genre. Ayant pour rôle majeur d'assurer les interfaces opérationnelles entre les administrations et le MINPROFF ;
- Les points focaux BSG désignés au sein de la Direction en charge du Budget dans administrations. Ils s'assurent de la prise en compte du genre tout au long de la procédure budgétaire. Par ailleurs, ils sont chargés d'animer le processus d'intégration des outils relatifs à la BSG et de consolider le DBSG au sein de leur administration.
- Le contrôleur de gestion veille à la prise en compte du genre dans le cadre stratégique de performance et établit le suivi et le reporting sensible au genre.

3.2. Au niveau des organes constitutionnels

- Le parlement légifère par rapport à tout texte qui se rapporte aux questions de genre. De plus sur le plan budgétaire, il s'assure que les budgets des administrations publiques sont établis et financés dans les conditions qui garantissent la soutenabilité de l'ensemble des finances publiques, contrôle l'action du gouvernement à travers le Débat d'Orientations Budgétaire (DOB), il exerce le contrôle parlementaire à l'occasion de l'examen et adoption du projet de loi de finances et de règlement ainsi que leurs annexes.
- La chambre des comptes assure le contrôle juridictionnel des opérations budgétaires et comptables des administrations publiques et émet un avis sur les Rapports Annuel de Performance (RAP) des administrations.

3.3. Au niveau des organes consultatif et Partenaires au développement

- La société civile et les acteurs économiques dont leurs rôles respectifs présentent, au cours du processus budgétaire, une opportunité pour promouvoir le débat sur l'égalité. Ils offrent une occasion de de la BSG.
- Les Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) qui apportent l'appui et l'assistance technique et financier, à travers des programmes ou des projets, pour favoriser le développement économique, social et environnemental.

PRINCIPAUX ENJEUX, AVANCEES EN MATIERE DE PROMOTION DU GENRE



PRINCIPAUX ENJEUX ET AVANCEES EN MATIERE DE PROMOTION DU GENRE

II.1 Enjeux genre suivant les piliers de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND-30)

Depuis 2020, le Cameroun a entamé la mise en oeuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30), qui encadre l'action des différents acteurs du développement durant la deuxième phase de la Vision 2035. La SND 30 s'articule autour de quatre grands piliers :

i) le premier pilier, relatif à la transformation structurelle de l'économie nationale, traite de la planification économique qui doit conduire à la résolution des problèmes bien identifiés notamment le faible niveau d'industrialisation et la faiblesse des liens intersectoriels en amont et en aval ; la faible structuration et productivité des Exploitations Familiales Agricoles (EFA) dans le milieu rural (en traitant très précisément des déterminants et des facteurs de production) ; les infrastructures productives sur lesquelles les priorités doivent être clairement définies ;

ii) Le deuxième pilier traite du Développement du Capital Humain. Il aborde les stratégies sectorielles à vocation sociale (Education et formation, santé, protection sociale, emploi, etc.) dans la perspective de constituer une main d'oeuvre plus productive ;

iii) Le troisième pilier traite de la promotion de l'emploi et de l'insertion des jeunes dans le circuit économique. Plus précisément, il s'agit de la problématique du sous-emploi, de l'adéquation formation emploi notamment l'adéquation de l'offre de formation à la demande du secteur productif en main-d'oeuvre ;

iiii) Le quatrième pilier concerne la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'Etat. Outre les aspects classiques, ce dernier pilier inclut les questions liées au développement local, au multiculturalisme et au bilinguisme qui sont au centre de la troisième dimension de la Vision 2035, à savoir « l'unité dans la diversité »

Dans la SND 30, la problématique liée au genre est clairement évoquée dans le pilier 2, plus précisément la partie dédiée à la protection sociale. Toutefois, celle-ci transparaît au travers de tous les quatre piliers.

(i) Enjeux genre dans la Transformation structurelle de l'économie

La transformation structurelle économique du Cameroun vise principalement l'accroissement de la part de l'industrie manufacturière et des services à haute valeur ajoutée dans le PIB. Afin d'y arriver, la SND 30 prévoit de : développer les industries manufacturières et services ; (ii) développer la production et la productivité agricoles ; (iii) poursuivre la modernisation des infrastructures productives ; (iv) renforcer l'intégration régionale et la facilitation des échanges ; (v) dynamiser davantage le secteur privé et faire émerger les champignons nationaux ; (vi) intégrer davantage les préoccupations liées à l'environnement et la protection de la nature ; et (vii) renforcer le système financier national.

Ce processus nécessite un accès facile aux ressources productives telles que le financement et la terre d'une part, et à une main-d'oeuvre qualifiée, d'autre part. Il faudra en outre que les acteurs, potentiels investisseurs ou employés puissent saisir les opportunités d'affaire qu'offrira l'environnement qui sera alors propice. Ceci étant, les enjeux genre dans la réalisation des objectifs en faveur de la transformation

structurelle au Cameroun seront de garantir l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes au niveau de l'accès aux ressources productives, aux opportunités et partant aux bénéfices induits par cette politique.

Des avancées considérables sont visibles au regard des des statistiques disponibles. D'après les résultats de la 5ème enquête Camerounaise auprès des ménages (ECAM 5), en 2021 les ménages avec à leur tête un homme (39%) sont plus pauvres que ceux dont le chef est une femme (33,5%). Cette tendance est nettement contraire à celle observée dans les années antérieures et peut être conséquente à l'ensemble des politiques et actions sociales en faveur des femmes. Néanmoins, beaucoup d'efforts restent à faire si l'on veut accroître la participation des femmes à la transformation structurelle.

En effet, d'après le rapport de 2022 sur l'écart entre les sexes publiés par le Forum économique mondial, 31 % des entreprises sont détenues majoritairement par des femmes. En outre, d'après les données de l'Enquête sur l'Emploi et sur le Secteur Informel, réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS) en 2021, la proportion de femmes chefs d'entreprises est estimée à 37,2%. Cependant, dans le secteur informel elles représentent la grande majorité de travailleurs (90,1 %). Dans l'ensemble, l'on retrouve majoritairement des entreprises individuelles (95,7%). L'on note également que la quasi-totalité (99%) des entreprises promues par les femmes sont des entreprises individuelles. Mais, bien qu'elles soient entrepreneuriales, elles sont beaucoup plus concentrées dans des secteurs nécessitant peu de compétence eu égard aux écarts constatés à ce niveau entre elles et les hommes. Aussi, ces lacunes en matière de compétence limiteront la réalisation d'une croissance inclusive et d'une plus grande participation des femmes à la main-d'oeuvre. A titre d'illustration, parmi les diplômés des filières STEM, seulement 32,28 % sont de sexe féminin.

En zone rurale, l'une des contraintes majeures au développement de l'activité économique agricole des femmes se situe au niveau de la communication due au taux élevé d'analphabétisme. Par ailleurs, la hiérarchisation des relations sociales et la position de la femme dans la société ne permet pas une fluidité de la communication entre les acteurs. Les femmes ont plus de contraintes de temps, sont en moyenne plus illettrées que les hommes et surtout possèdent moins de « réseaux sociaux ».

(ii) Enjeux genre dans le Développement du capital humain et du bien-être

Le développement d'un pays consiste, d'une part, à répondre aux besoins de sa population et à lui fournir toutes les commodités de la vie moderne telles que l'emploi, la santé, le bien-être social et économique. En revanche, ce développement n'est possible que sur la base d'un bon capital humain ce qui sous-entend une population présentant des caractéristiques appropriées, telles que : une bonne formation, une bonne santé et un bien-être social et économique.

Dans ce sens, la SND 30 propose une double approche consistant à considérer la population comme bénéficiaire des résultats du développement d'un point de vue quantitatif et comme facteur de développement d'un point de vue qualitatif. Sa politique de développement du capital et du bien-être humains est structurée autour de cinq (05) axes à savoir : (i) l'éducation, la formation et l'employabilité ; (ii) la santé et la nutrition ; (iii) l'accès aux facilités sociales de base ; (iv) la protection sociale ; et (v) la recherche pour le développement. Les principaux défis liés au genre dans ce pilier de la SND 30 sont de garantir de façon équitable entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes une éducation, une formation et une santé de bonne qualité, un accès amélioré aux facilités sociales de base et un bien-être, ceci même pour même pour les couches des personnes socialement vulnérables. Sur la base des informations

disponibles, l'on note que les écarts se réduisent peu à peu en matière d'éducation et de santé bien qu'il existe encore quelques disparités importantes.

Dans le secteur de l'éducation, les actions mises en oeuvre par les administrations pilotes pour la réalisation du budget genre sensible et les PTFs ont permis d'enregistrer des résultats encourageants relativement à la scolarisation de la

jeune fille notamment dans les Zones d'Education Prioritaires (ZEP) et l'alphabétisation des femmes. Toutefois, il est relevé des insuffisances au niveau des initiatives prises pour favoriser l'achèvement du cycle secondaire par les jeunes filles. En effet, le taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire (Global) a augmenté de 2020 à 2022 chez les jeunes filles. Il est passé de 11,46% en 2020 à 12,89% en 2022.

En matière de santé, on peut noter les efforts considérables du Gouvernement. Néanmoins beaucoup de défis restent à relever au niveau de la santé de reproduction. Dans sa politique de lutte contre la mortalité maternelle, le Gouvernement camerounais souhaite atteindre un ratio de 70 décès sur 100.000 naissances d'ici 2030 tel que recommandé par les Objectifs du développement durable (ODD3). Pour y parvenir d'ici 7 ans, le pays a de gros efforts à fournir sur l'approvisionnement des centres de santé et les communautés en produits essentiels dans la contraception et la maternité des femmes et filles. D'ailleurs, les données obtenues dans l'EDSC V de 2018 montre que le pays enregistre un ratio de mortalité de 406 décès sur 100.000 naissances vivantes.

Les résultats obtenus à partir des données des trois dernières éditions de l'Enquête Démographique et de Santé (EDSC-III 2004, EDS-MICS 2011 et EDSCV 2018) réalisées auprès d'échantillons représentatifs des ménages aux niveaux national et régional, montrent que les différentes formes de violences, qu'elles soient sexuelle, physique, émotionnelle ou psychologique, y compris le mariage forcé, le déni de ressources, d'opportunités ou de services, persistent au Cameroun malgré la baisse des taux de prévalence observée depuis 2004. D'après l'EDSC-V 2018, 13% de femmes ont été victimes de violences sexuelles à un moment quelconque de leur vie et 5% au cours des 12 derniers mois. D'après la même enquête, 39% de femmes et 42% d'hommes âgés de 15-49 ans ont déclaré avoir subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. Les femmes seraient de moins en moins victimes de violences physiques. En 2018, leur pourcentage a sensiblement baissé à 39% comparé à 53% en 2004 et 55% en 2011. Le pourcentage de filles qui se marient précocement a diminué de 20% par rapport à 2004 : il est de 12% en 2018.

(iii) Enjeux genre dans la Promotion de l'emploi et insertion économique

Les objectifs de transformation structurelle fixés par le Cameroun dans la SND 30 devraient être atteints sur la base de l'utilisation optimale potentiel de son capital humain. Cela garantira non seulement des gains de productivité, mais également une croissance équitablement partagée. Les objectifs dans ce pilier sont les suivants : (i) parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, en mettant notamment l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'oeuvre ; (ii) promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent les activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises tout en facilitant leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers ; et (iii) parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale. Ce dernier objectif, constitue un enjeu important en termes de réduction des inégalités basées sur le genre.

Malgré certaines avancées, les inégalités fondées sur le genre sont encore importantes. D'après les données de la troisième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI 3) réalisée en 2021, la part de la main-d'oeuvre chez les personnes de plus de 14 ans, représentant le rapport de la population ayant un emploi ou ayant effectivement posé un acte de recherche d'emploi et disponible sur la population en âge de travailler, est relativement plus élevée chez les hommes (61,4 %) que chez les femmes (47,3 %). De plus, le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) bien que faible est légèrement plus élevé chez les femmes (7,5%) que chez les hommes (5,1%). Ce faible niveau de chômage masque la qualité de l'emploi. En effet, le niveau du taux de sous-emploi global reste élevé en 2021 bien qu'en recul par rapport à 2010 ; chez les femmes, le taux de sous-emploi global est passé de 86,6 % en 2010 à 68,5 % en 2021, soit un recul de 9,5 points de pourcentage. Par rapport aux hommes (55,5%) en 2021, ce taux a connu une baisse de 8,2 points de pourcentage par rapport à sa valeur (68,3%) de 2010. En outre, les hommes, aussi bien que les femmes exercent en majorité dans le secteur informel (agricole et non agricole), avec une prédominance relative des femmes (9 emplois sur 10 chez les femmes contre 8 emplois sur 10 chez les hommes). A contrario, les hommes sont relativement plus présents dans le public et le privé formel que les femmes. En effet, 9,9% et 6,8% d'hommes exercent leur emploi respectivement dans le public et le privé formel contre 6,1% et 3,0% respectivement chez les femmes.

(iv) Enjeux genre dans la décentralisation, la Gouvernance et la gestion stratégique de l'Etat

Pour ce qui est de la situation des femmes et hommes dans la décentralisation et gouvernance locale, les élections municipales du 09 février 2020 ont révélé l'intérêt aussi bien des femmes, des jeunes que des hommes dans la gestion des affaires locales depuis 2004. Le Cameroun a amorcé son processus de décentralisation qui a abouti en 2019, à l'adoption de la Loi 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général de la décentralisation. Parmi les 10 626 Conseillers Municipaux que compte le Cameroun, 2 541 sont des femmes, soit un taux de représentativité de 24%. Ce nombre quoiqu'en deçà des standards nationaux et internationaux qui sont respectivement de 30% et 50%, paraît important et témoigne de la vitalité de la démocratie locale et de la vision politique. Parmi les 958 adjoints au Maire des Communes et Communautés Urbaines, on dénombre 327 femmes, soit un taux de représentativité de 34,1%. En d'autres termes, un adjoint au Maire sur trois est une femme. Si l'on compare avec les mandatures précédentes, on peut constater de réels progrès. En effet, ce taux en 2007 était de 19,7%. Par ailleurs, au 31 décembre 2020, 39 des 360 Maires sont des femmes, soit un taux de représentativité de 10,83%. Ce chiffre est en nette augmentation par rapport à 2013, où il se situait à 6,9%. Il convient également de relever qu'aucune femme n'a été élue Maire de Ville dans les 14 Communautés Urbaines encore moins Présidente de Conseil Régional.

En ce qui concerne la représentativité des femmes à des postes non électifs, il faut relever quelques avancées significatives en matière de promotion des femmes aux postes de responsabilité. C'est le cas des nominations des femmes à la tête des Sociétés d'Etat et dans plusieurs départements ministériels et institutions publiques et privées ces dernières années. En effet le palmarès genre des administrations publiques, élargi aux organismes publics et parapublics, conduit par le Ministère de la Promotion de la femme depuis 2016 montre qu'en 2019, sur 8405 postes clés, l'on a 5832 pour les hommes (69,38%), contre 2435 pour les femmes (29,01).

II.2 Analyse situationnelle du Genre au Cameroun suivant les axes de la Politique Nationale Genre (PNG)

Cette section du document permet de mettre en exergue les avancées enregistrées pour quelques-uns des indicateurs retenus dans le Cadre de Mesure de Rendement de la PNG. Les indicateurs affichés étant ceux qui interpellent les administrations pilotes. Les avancées enregistrées sont le résultat de la mise en oeuvre des activités sensibles au genre au cours du triennat 2021-2023. Dans l'ensemble, des avancées notoires ont été observées de 2021 à 2023. Toutes fois, elles ont été enregistrées de manière inégale en fonction des axes stratégiques de la PNG. Si elles ont été assez encourageantes pour les axes 1,2 3 et 7, les résultats observés au niveau des axes 4, 5 et 6 restent faibles. Le détail des avancées enregistrées suivant les champs couverts par la PNG, est donné par les sections ci-dessus.

AXE 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information

Dans l'ensemble, les actions mises en oeuvre par le gouvernement notamment le MINAS, le MINPROFF, le MINEDUB, le MINESEC et les PTFs ont permis d'enregistrer des résultats encourageants relativement à la scolarisation de la jeune fille notamment dans les ZEP et l'alphabétisation des femmes. Le tableau ci-dessous présente les évolutions observées des valeurs des indicateurs retenus dans le CMR-PNG en lien avec les questions d'éducation et de formation.

Tableau 1: Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N°1 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
axe 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	Promouvoir l'accès équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information	Indice de parité garçons/ filles dans l'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'indice de parité garçons/filles dans l'enseignement supérieur est passé de 0,79 à 0,86 en 2021. ➤ L'indice de parité garçons/filles dans l'enseignement secondaire est passé de 0,90 à 0,93 de 2021 à 2022 <p>L'Indice de parité Fille-Garçon du Taux d'achèvement (du premier cycle de l'enseignement général) est également en constante évolution passant de 0,89 pour l'année scolaire 2020-2021 à 0,90 pour l'année 2021-2022 et 0,93 pour 2022-2023 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'Indice de parité Filles-Garçon dans les Séries scientifiques connaît une évolution positive. Sa valeur est passée de 0,82 en 2019-2020 à 0,83 à 2020-2021 et 0,85 en 2021-2022 ; ➤ L'Indice de Parité Fille-Garçon du TBS (16-18 ans) quant à lui est passé de 0,85 à 0,87 et 0,89 pour les mêmes années scolaires ➤ L'indice de parité genre du Taux Brut de Scolarisation au Secondaire 1er cycle est de 0,92L'indice de parité genre du Taux Brut de Scolarisation au Secondaire 2nd cycle de l'Enseignement Secondaire Général est de 0,85 en 2022. ➤ L'indice de parité garçons/filles dans le primaire est passé de 0,81 en 2020 à 0,84 en 2021 et 0,9 en 2022 ➤ L'indice de parité genre du Taux Brut de Scolarisation au Primaire est de 0,9 en 2022 ➤ L'Indice de Parité Filles-Garçons dans les Centres de Formation Professionnelle connaît une nouvelle amélioration après la baisse observée en 2021. Il affiche les valeurs 1 en 2020, puis 0,88 en 2021 et 0,99 en 2022. Cette progression est calquée sur celle de la Proportion des filles admises dans Centres de Formation

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ Professionnelle qui affiche 50% en 2020, puis 46,9% en 2021 et 50,2% en 2022. ➤ Pour l'extrascolaire, notamment dans les structures d'encadrement du MINJEC en 2022, il y avait 8 429 garçons pour 8 290 filles formées. Soit 0,98 fille pour un garçon. Les filles représentent environ 49,58% des apprenants en 2022
		Taux d'achèvement fille/ garçon dans les différents ordres d'enseignement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le taux d'achèvement dans le primaire qui était de 71,1% en 2020 est passé à 75,1% en 2022, soit une augmentation de 4 points ceci notamment grâce à de nombreuses actions mises en œuvre. Mais cette valeur cache des disparités car les garçons achèvent plus leur cycle primaire que les filles malgré les efforts du gouvernement. ➤ Le taux d'achèvement des filles en dernière année du cycle primaire est passé de 68,66% en 2021 à 71,3% en 2022 et 72,10% en 2023. Ces avancées significatives sont en partie dues au retour progressif à la normale dans les zones en crise (Nord-Ouest et Sud-Ouest) et l'intensification des politiques en faveur de la jeune fille par les pouvoirs publics. Il s'agit notamment des campagnes de sensibilisation et l'octroi des bourses d'excellence aux meilleures élèves filles au CEP/ FSLC depuis 2020. Il faut également noter le soutien et les contributions de certains partenaires techniques et financiers, notamment l'UNICEF qui opère avec efficacité dans les Zones d'Education Prioritaire, à travers les sensibilisations des communautés sur l'envoi des enfants et, surtout les jeunes filles à l'école
		Taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP	<ul style="list-style-type: none"> ➤ le taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP pour le secondaire est passé de 20,1% en 2020 à 22,8% en 2021 et 23,7% en 2022. ➤ le taux brut de scolarisation des filles dans les ZEP pour le primaire est passé de 119,8% en 2021 à 125% en 2022 et 127% en 2023
		Taux net de scolarisation des filles dans les ZEP	<ul style="list-style-type: none"> ➤ le taux net de scolarisation ajusté au niveau du primaire a baissé de 84,9% à 78,7% pour les filles tandis qu'il a augmenté de 86,1% à 90,4% chez les garçons de 2014 à 2021. ➤ Le taux net de scolarisation pour le secondaire connaît une baisse de 2014 à 2022. Il est passé de 41,6% à 35,5% pour les filles et 48,71% à 37,27% pour les garçons ➤ le taux net de scolarisation des filles dans les ZEP pour le secondaire est passé de 17,6% en 2020 à 18,0% en 2021 et 18,8% en 2022
		Taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire (Global)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ le taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle secondaire est en augmentation constante. Il passe de 4,4% en 2022 à 6,45% en 2023. Ceci est notamment le fait de l'émergence de nouveaux fléaux sociaux tels que la consommation du cannabis et autres stupéfiants en milieu scolaire. Il faut tout de même relever que selon les données affichées dans le RAP 2023 du MINESEC, les filles abandonnent moins l'école que les garçons. En effet, les valeurs du même indicateur, appliqué aux garçons, affichent 8,14% en 2022 et 8,68% en 2023.

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
Taux d'alphabétisation des jeunes femmes de 15-24 ans			<ul style="list-style-type: none"> ➤ l'on suppose que les enquêtées qui ont fréquenté un niveau supérieur au niveau secondaire sont alphabétisées. Toutes les autres enquêtées, qui ont lu à haute voix une phrase préparée qui leur a été montrée sont considérées comme alphabétisées si elles ont pu lire toute la phrase ou une partie de la phrase. ➤ Selon l'EDS-2018, la population analphabète Femme/Homme représente globalement environ 30% de la population nationale. Ce chiffre cache des disparités suivant le sexe. En effet, environ 2 hommes sur 10 contre 3 femmes sur 10 sont analphabètes. ➤ Une baisse de l'alphabétisation des femmes est enregistrée si l'on compare ces chiffres de EDS 2018 avec ceux produits en 2022 à partir de l'Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC), réalisée en 2022 par l'Institut National de la Statistique (INS). Les résultats de cette enquête précisent qu'environ 67 % de femmes sont alphabétisées au Cameroun. Il est nettement plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural (81 % contre 48 %). Les trois régions septentrionales et celle de l'Est ont les plus faibles pourcentages de femmes alphabétisées (29 % dans le Nord et 34 % dans l'Extrême-Nord). À l'opposé, les villes de Yaoundé et de Douala affichent les pourcentages les plus élevés (respectivement 92 % et 94 %). ➤ Selon le Rapport Mondial de suivi sur l'éducation de 2021, la proportion des femmes parmi les analphabètes jeunes au Cameroun est de 84% contre 73% chez les adultes. ➤ Selon l'Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC), réalisée du 22 août au 1er décembre 2022 par l'Institut National de la Statistique (INS), parmi les femmes de 15-49 ans, une sur cinq n'a aucun niveau d'instruction (20 %). En outre, 25 % des femmes ont un niveau d'instruction primaire. De plus, 44 % des femmes ont le niveau secondaire ; 44 % des femmes ont le niveau supérieur. Des générations les plus anciennes aux plus récentes, le pourcentage de femmes sans niveau d'instruction tend à diminuer, passant de 27 % parmi les femmes âgées de 45-49 ans à 13 % parmi celles de 15-19 ans. La proportion des femmes sans aucun niveau d'instruction est plus élevée en milieu rural (31 %) qu'en milieu urbain (11 %). Les résultats selon les régions montrent que c'est dans l'Extrême-Nord (48 %), le Nord (42 %), l'Adamaoua (38 %) et l'Est (31 %) que l'on enregistre les pourcentages les plus élevés de femmes sans aucun niveau d'instruction. À l'opposé, c'est dans les villes de Yaoundé et de Douala, les régions du Centre, et du Sud que ces pourcentages sont les plus faibles (3 %).

Au cours de l'année scolaire 2021-2022, la population scolarisée au préscolaire est majoritairement composée de filles soit 50,2 % du total. Au primaire, la tendance est inversée. En effet, le nombre d'élèves garçons dans le primaire est supérieur avec un peu plus de 5 points à celui des filles qui est estimé à 47,3%. La Proportion de femmes enseignantes du primaire est en constante augmentation passant de 55,5% en 2020 à 56,9% en 2021 et 58,3% en 2022.

Pour le premier cycle de l'enseignement général, la construction des toilettes séparées destinées aux apprenants connaît un recul au cours de l'année 2021-2022. En effet, la proportion des établissements disposant de toilettes séparées Filles-garçons (Apprenant) fonctionnelles est de 81,02% au cours de l'année scolaire 2021-2022 contre 83,68% en 2020-2021 et 78,88% en 2019-2020. Des résultats plus encourageants sont enregistrés pour la proportion des établissements disposant de toilettes séparées Hommes-Femmes (Encadreur) fonctionnelles. Les valeurs pour cet indicateur sont passées de 8,75% pour l'année scolaire 2019-2020 à 10,01% en 2020-2021 et 10,05% en 2021-2022.

Au cours de l'année scolaire 2021-2022, la population scolarisée au préscolaire est majoritairement composée de filles soit 50,2 % du total. Au primaire, la tendance est inversée. En effet, le nombre d'élèves garçons dans le primaire est supérieur avec un peu plus de 5 points à celui des filles qui est estimé à 47,3%. La Proportion de femmes enseignantes du primaire est en constante augmentation passant de 55,5% en 2020 à 56,9% en 2021 et 58,3% en 2022.

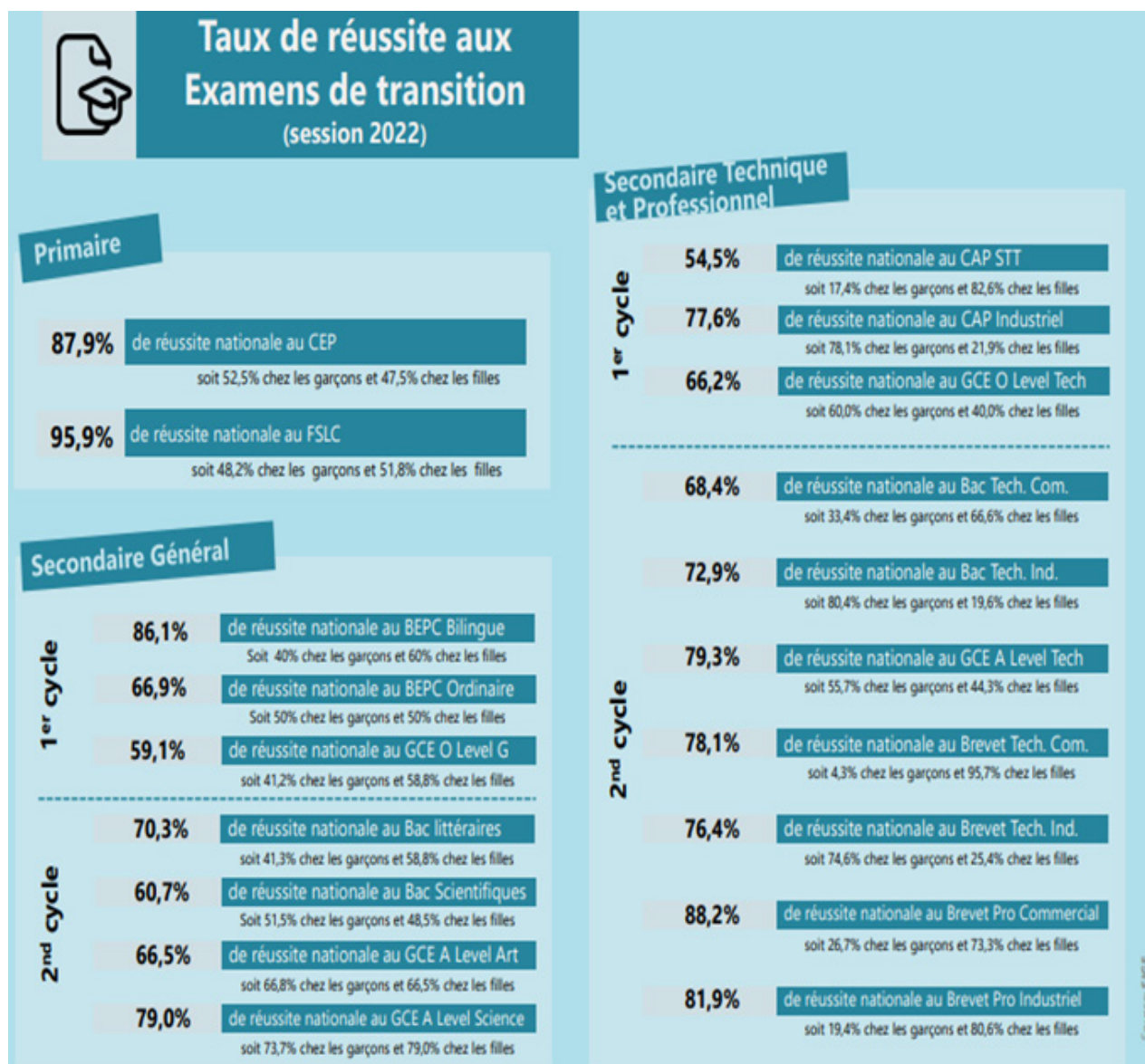
Pour le premier cycle de l'enseignement général, la construction des toilettes séparées destinées aux apprenants connaît un recul au cours de l'année 2021-2022. En effet, la proportion des établissements disposant de toilettes séparées Filles-garçons (Apprenant) fonctionnelles est de 81,02% au cours de l'année scolaire 2021-2022 contre 83,68% en 2020-2021 et 78,88% en 2019-2020. Des résultats plus encourageants sont enregistrés pour la proportion des établissements disposant de toilettes séparées Hommes-Femmes (Encadreur) fonctionnelles. Les valeurs pour cet indicateur sont passées de 8,75% pour l'année scolaire 2019-2020 à 10,01% en 2020-2021 et 10,05% en 2021-2022.

Relativement à l'Enseignement Secondaire Général 2nd cycle, Le taux de réussite des filles au Baccalauréat dans les séries scientifiques connaît une nouvelle amélioration après la baisse observée au cours de l'année scolaire 2020-2021. Il affiche les valeurs 58,9% en 2019-2020, 57,5% en 2020-2021 et 64,1% en 2021-2022. Ces résultats restent supérieurs à ceux affichés pour l'ensemble des élèves au niveau national. Ils affichent, pour les mêmes années, les valeurs 57,9%, 55,4% et 60,7%.

Pour l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel, la proportion des Etablissements disposant de toilettes séparées Filles-garçons (Apprenant) fonctionnelles est passée de 71,79% en 2019-2020 à 76,79% en 2020-2021 et 77,03% en 2021-2022.

La proportion d'étudiantes dans les filières STEM 16,80% en 2022. La proportion des filles dans la formation professionnelle est de 49,8% et de 52,4% dans l'extra-scolaire.

Encadrée 4 : taux de réussite aux examens de transition



Source : Chiffres et indicateurs clés de l'éducation et de la formation au Cameroun 2021 - 2022

- Relativement à l'accès à l'information, l'Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC), réalisée du 22 août au 1er décembre 2022 par l'Institut National de la Statistique (INS), montre que parmi les femmes de 15–49 ans :
 - Relativement à l'exposition aux médias
 - 6,4% lisent un journal, au moins, une fois par semaine
 - 47,4% regardent la télévision, au moins, une fois par semaine
 - 14,5% écoutent la radio, au moins, une fois par semaine
 - 2,7% sont exposées aux trois médias (journal, télévision, radio), au moins, une fois par semaine
 - 48,3% Exposées à aucun des trois médias (journal, télévision, radio), au moins, une fois par semaine
 - L'exposition aux médias varie de manière importante en fonction du milieu de résidence. En effet, près des trois quarts de femmes (73 %) vivant en milieu rural ne sont régulièrement exposées à aucun média, contre 29 % de celles qui vivent en milieu urbain.

- L'exposition aux médias augmente avec le niveau d'instruction. La proportion de femmes non exposées aux médias varie de 88 % chez celles n'ayant aucun niveau d'instruction à 39 % chez celles ayant atteint le niveau secondaire premier cycle et à 12 % chez celles ayant le niveau supérieur.
- Sur le plan régional, on observe aussi des disparités importantes. Comparativement aux autres régions, les régions de l'Extrême-Nord (85 % de femmes), du Nord (73 % de femmes), de l'Est (68 % de femmes) et de l'Adamaoua (67 % de femmes) enregistrent les pourcentages les plus élevés de femmes non exposées aux médias. Ce pourcentage est nettement plus faible dans les villes de Douala et de Yaoundé (15 % dans les deux cas). Relativement à la possession d'un téléphone portable et utilisation de l'internet
- 70 % possèdent un téléphone portable et 38 % possèdent un smartphone. L'utilisation de l'internet n'est pas encore très répandue au Cameroun. Seulement 43 % des femmes avaient utilisé l'internet dans les 12 mois ayant précédé l'enquête. Parmi ces femmes, 61 % l'ont utilisé presque chaque jour.
- La possession que ce soit d'un téléphone portable ou d'un smartphone est plus répandue en milieu urbain qu'en milieu rural : en milieu urbain, 83 % des femmes ont un téléphone portable, et 55 % possèdent un smartphone, contre respectivement 53 % et 16 % en milieu rural.
- Selon la région, on constate que c'est dans l'Extrême-Nord (respectivement 46 % et 10 %) et dans le Nord (49 % et 12 %) que les pourcentages de femmes possédant un téléphone portable ou un smartphone sont les plus faibles. À Yaoundé, ces pourcentages sont de respectivement 90 % et 68 % et à Douala de respectivement 89 % et 71 %.
- L'exposition à l'internet varie également selon la région. C'est dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord que les pourcentages de femmes ayant utilisé l'Internet au cours des douze derniers mois sont les plus faibles (respectivement 9 % et 13 %). Par contre, des pourcentages plus élevés sont observés dans les villes de Douala (80 %) et de Yaoundé (81 %).
- L'utilisation de l'internet augmente avec le niveau d'instruction passant, pour le niveau d'instruction, de 4 % parmi celles sans niveau d'instruction à 98 % parmi celles ayant le niveau supérieur

AXE 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies

Le tableau ci-dessous présente les avancées enregistrées suivant les indicateurs retenus dans la PNG en lien avec l'amélioration de l'accès des femmes et filles aux services de santé de qualité.

Tableau 2 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N°2 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
<p>axe 2: Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies</p>	<p>Assurer aux femmes et aux hommes, ainsi qu'aux filles et aux garçons, des services de santé de qualité, notamment en matière de santé de la reproduction aptes à réduire de façon significative les risques de mortalité et morbidité liée à la maternité, aux maladies non transmissibles, à l'infection au VIH/sida, ainsi que d'autres pandémies.</p>	<p>Taux de mortalité maternelle</p>	<p>Selon les résultats d'EDS-V, 2018, le Cameroun enregistre un taux de mortalité maternelle de 406 décès maternels pour 100 000 naissances vivantes. Les femmes âgées de 15 à 49 ans, vivant au Cameroun, restent donc exposées de manière importante à la mortalité liée à la grossesse ou à l'accouchement. Pour réduire les risques de mortalité maternelle, plusieurs actions ont été entreprises à l'endroit des femmes enceintes et des nouvelles mères. Elles avaient notamment traité à faciliter l'accès aux Consultations prénatales, la lutte contre le SIDA et du paludisme chez les Femmes Enceintes (FEC).</p> <p>Relativement aux CPN, les résultats de l'Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC), réalisée en 2022 par l'Institut National de la Statistique (INS), montrent que</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Même si des avancées ont été enregistrées pour ce qui est de la qualité des soins, l'on note une baisse globale du nombre de femmes enceintes reçues en Consultations prénatale. Il est passé de 869 313 en 2021 à 853 399 en 2022 et 826 115 en 2023 faisant passer le taux de fréquentation des CPN de 86,7% en 2021 à 83,2% en 2022 et 78,7% en 2023. ➤ Au Cameroun, 89 % des femmes de 15–49 ans ont reçu des soins prénatals dispensés par du personnel de santé qualifié. Les infirmières/sage-femmes (52 %) sont les prestataires de santé qui dispensent, dans la plupart des cas, les soins prénatals ; il faut aussi souligner que dans 36 % des cas, ce sont des médecins qui ont dispensé ces soins. À l'opposé, 9 % des femmes n'ont reçu aucun soin prénatal ➤ le pourcentage de femmes ayant reçu des soins prénatals dispensés par du personnel qualifié est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural (96 % contre 83 %) ➤ selon les régions, la couverture en soins prénatals par du personnel qualifié varie de 74 % dans le Nord à 99 % à l'Ouest et au Sud-Ouest. ➤ L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande au moins 4 visites prénatales durant la grossesse, la première visite devant avoir lieu avant le troisième mois de la grossesse. Au Cameroun, le pourcentage de femmes qui ont eu, au moins, 4 visites prénatales s'élève à 65 %. Ce pourcentage est plus élevé en milieu urbain (75 %) qu'en milieu rural (56 %). ➤ 41 % de femmes ont effectué leur première visite prénatale au cours du premier trimestre de la grossesse. Ce pourcentage varie de 31 % en milieu rural à 53 % en milieu urbain. La région du Nord (19 %) présente le plus faible pourcentage de femmes ayant effectué leur première visite prénatale au cours du premier trimestre de la grossesse, suivie de l'Extrême-Nord (24 %) contre 72 % à Yaoundé et à Douala. ➤ Parmi les femmes qui n'avaient pas reçu de soins prénatals pendant la grossesse de la naissance vivante la plus récente, le manque d'argent (63 %) constitue la principale raison expliquant l'absence de suivi prénatal.

Axe stratégique de la PNG	Objectif	Indicateur	Avancées
			<p>Relativement à la lutte contre le VIH, selon le rapport mensuel d'activités des FOSA en 2023 et rapport annuel du CNLS 2022 l'on note</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant est de 3,7% en 2022 ➤ Le Pourcentage de FEC testées au VIH qui connaissent leur statut est en constante augmentation. Il passe de 89,6% en 2020 à 94,8% en 2021, puis 99,7% en 2022 et 99,8% en 2023. ➤ Le taux de séroprévalence du VIH chez les femmes enceintes est de 2,4%. ➤ Le taux de séropositivité au VIH des FEC connaît une baisse constante, passant de 2,9% en 2020 à 2,3% en 2021 puis 2,1% en 2022 et 1,9% en 2023 ➤ Le pourcentage de FEC VIH+ ayant initié un TARV est presque constant. Il passe de 90,7% en 2022 à 90,1% en 2023 <p>Relativement à la lutte contre le paludisme, selon l'Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Cameroun (EIPC), réalisée du 22 août au 1er décembre 2022 par l'Institut National de la Statistique (INS),</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Parmi les femmes ayant eu une naissance vivante au cours des deux années précédant l'enquête, plus de huit femmes sur dix (83 %) ont reçu une dose ou plus de SP/Fansidar pour prévenir le paludisme. Dans 67 % des cas, les femmes ont reçu deux doses ou plus de SP/Fansidar et dans 46 % des cas, elles en ont reçu au moins trois doses ➤ Depuis 2004, les résultats montrent une augmentation de l'utilisation des moustiquaires chez les femmes enceintes de 15-49 ans. En effet, de 2 % en 2004, le pourcentage d'utilisation chez les femmes enceintes de 15-49 ans est passé à 20 % en 2011 et a continué sa progression pour atteindre 61 % en 2018 puis 63 % en 2022 ➤ L'utilisation des moustiquaires, chez les femmes enceintes de 15-49 ans, est légèrement plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain, variant de 65 % à 60 % parmi les femmes enceintes de 15-49 ans ➤ Le pourcentage de femmes ayant reçu de la Sulfadoxine pyriméthamine pour prévenir le paludisme pendant la grossesse a nettement augmenté entre 2011 et 2022, cela quel que soit le nombre de doses ; en particulier, le pourcentage de femmes ayant reçu au moins trois doses est passé de 12 % en 2011 à 32 % en 2018, puis à 46 % en 2022 ➤ Au Cameroun, le nombre de PVIH estimés en 2023 était de 490 484 (Rapport des estimations et projections VIH 2024), parmi lesquels 331 163 (67%) femmes. Une augmentation par rapport à 2022 (319 583 femmes) et 2021 (321 509 femmes) ➤ Les récentes estimations laissent observer une baisse de nouvelles infections dans la population camerounaise en générale et chez les femmes en particulier. Avec respectivement les valeurs 8 949 en 2020, 7 799 en 2021, 6 256 en 2022 et 5 921 en 2023. Malgré ces résultats encourageants, les femmes représentaient toujours en 2023, près de 2/3 (65%) des nouvelles infections ➤ Selon les données du rapport des estimations et projections VIH 2023, Parmi les décès de 2023, plus de 50% (5 348 femmes sur 9 724 décès enregistrés) sont survenus chez les femmes. Une baisse par rapport au nombre de décès féminins enregistrés les années d'avant qui affichent 5 484 décès de femmes en 2022 ; 6 154 en 2021 et 7 012 en 2020

AXE 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production

Ces dernières années, la hausse des prix des produits de première nécessité et des vivres frais sur les marchés ont occasionné une baisse du volume du panier de la ménagère, conséquence de la une diminution du pouvoir d'achat des ménages . Bien que les activités économiques des femmes aient été plus résilientes pendant la période COVID du fait de leur diversification, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) dirigées par les femmes (salon de coiffure, bar/restaurant, etc.) connaissent tout de même un ralentissement ; le capital financier soutenant ces activités étant entamé pour subvenir aux besoins des ménages. Pour y remédier, le gouvernement Camerounais, avec l'appui de ses PTs met sur pied des initiatives et projets visant à faciliter l'accès des femmes aux facteurs de production et à améliorer la rentabilité de leur travail.

Les valeurs des indicateurs, retenus dans le Cadre de Mesure de Rendement de la PNG pour mesurer l'impact de ces initiatives, ne pouvant être collectées uniquement lors des grandes enquêtes et recensements organisés au plus une fois en 5 ans (ECAM, EESI, RGAE, RGPH...), il ne nous a pas été possible d'afficher leur progression jusqu'en 2024. Toutefois, d'importantes actions ont été menées par le MINADER, le MINEPIA, le MINEPAT, le MINAS et le MINPROFF en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques, à l'entrepreneuriat et à l'emploi. La synthèse de ces actions est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 3 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
Axe 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement socioéconomique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	Renforcer les mesures en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques, à l'entrepreneuriat et à l'emploi	Taux de pauvreté des femmes,	<p>Selon le rapport de suivi de la mise en œuvre de la SND-30 édition 2023, quelques résultats positifs ont été enregistrés. Il s'agit entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ dans le cadre de la coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), plusieurs actions ont été menées en 2023 en vue du développement des infrastructures du monde rural, notamment : la construction de quatre (4) forages à énergie solaire et deux (2) parcs de vaccination à Maroua pour garantir l'approvisionnement et le renforcement du contrôle sanitaire de près 400 000 animaux (Bovins, caprins, ovins, asins et équins) dans les zones de grande pratique de la transhumance. Cet apport a bénéficié à 1005 personnes, principalement victimes des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles (dont 51 % des femmes et des jeunes) et leur permet de produire 07 tonnes de viande de petits ruminants et 05 tonnes de cultures maraichères ➤ Il a été également question en 2023 du renforcement des capacités de 500 femmes entrepreneures spécialisées dans la filière manioc ainsi que du soutien et l'accompagnement de 50 femmes autour des Aires Protégées dans la production de savons/détergents ou dans une production associée ➤ Les actions du MINEPIA s'appuyant sur les projets et programmes PCP ACEFA, PEA-Jeunes et PD-CVEP, PCP AFOP. L'ONVC et FAO en vue d'améliorer les capacités entrepreneuriales des femmes (l'accompagnement par le programme ACEFA en 2022 de 255 247 producteurs dont 88 175 femmes soit 33,7 % ; la formation et le renforcement des capacités en techniques de production avicole de 104 personnes dont 62 sont les femmes soit 59,6% par la Caisse

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest (CDNO) ; la distribution en 2022 par le Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des jeunes (PEA-JEUNE) des kits d'installation pour un montant de 387 213 FCFA à 165 bénéficiaires dont 95 hommes et 70 femmes (42,2%) ; la distribution par le FAO de 2500 poules Goliath à 180 femmes et 06 incubateurs de capacités de 1000 œufs distribués à 06 organisations de producteurs femmes. ➤ En ce qui concerne l'irradiation du marché national, sous régional et régional par les produits estampillés « made in Cameroon », on note entre autres : (i) le renforcement des capacités des promoteurs des produits locaux à la mise en ligne de leurs produits sur la plateforme publique électronique de promotion du « made in Cameroon », dont l'URL est https://www.ecommerce-gov.cm avec, à la clé, la prise en compte de trente (30) femmes entrepreneures, grâce aux appuis multiformes du Secrétariat du Commonwealth ; ➤ Appui à l'amélioration des activités de production des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans les filières riz et ignons ➤ Formation, dans diverses filières agricoles de 213 femmes en 2023;
		proportion des femmes ayant un emploi salarié	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Selon les résultats d'EESI 3 (2023), ➤ Le taux d'emploi est de 50,8% au Cameroun. Il est nettement plus élevé chez les hommes (58,3%) que chez les femmes (43,7%). Cette disparité d'accès à l'emploi selon le sexe est encore plus importante lorsqu'on tient compte du milieu de résidence. En effet, la population ayant un emploi en milieu rural est composée de plus d'hommes (52,9%) que de femmes (47,1%). ➤ Le taux d'emploi des jeunes de 15-34 ans est de 39,3%. Il est de 47,2% chez les jeunes hommes contre 31,3% chez les femmes. ➤ Parmi les travailleurs du secteur privé télédéclarés avec numéros assurés connus, 32,36% sont des femmes selon l'annuaire statistique 2022 de la CNPS ➤ 25,7 % des femmes (de plus de 14 ans) sont exploitantes agricoles
		proportion des femmes chef d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En 2021, 37,8% des promoteurs de de PME sont des femmes contre 62,2% d'hommes. Une valeur stable depuis 2016 si l'on s'en tient aux chiffres affichés dans l'annuaire 2021 du MINPMEESA ➤ Les femmes sont de plus en plus enclines à créer les PME dans les CFCE. L'évolution de la proportion des PME créées dans les CFCE et ayant des femmes comme promoteur affiche les valeurs 23,72% en 2018 ; 25,10% en 2019 ; 25,04% en 2020 et 28,78% en 2021 si l'on s'en tient aux chiffres affichés dans l'annuaire 2021 du MINPMEESA ➤ Les femmes œuvrant dans l'artisanat sont de plus en plus encline à enregistrer leurs UPA. 48,8% des UPA enregistrées dans les Bureaux Communaux d'enregistrement avaient à leur tête des femmes en 2021. Les valeurs de cet indicateurs sont respectivement de 41,3% en 2020 et 34,3% en 2019. ➤ Grâce à l'appui du MINADER en 2023, 1 844 femmes ont bénéficiées d'un crédit pour un montant de 542 486 700 FCF , nous avons également enregistré le financement des projets agricoles de 06 femmes et une subvention de 8 985 500 FCFA pour les EA des femmes

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
		taux d'activité des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Selon EESI 3 (2021), un peu plus de la moitié de la population de 14 ans ou plus (54,2%) au Cameroun constitue la main d'œuvre. La part de la main d'œuvre est plus importante chez les hommes (61,4%) que chez les femmes (47,3%). ➤ Les femmes jouent un rôle prépondérant dans le secteur agricole car elles représentent environ 60% de la main d'œuvre selon le MINPROFF en 2020. Les données de ECAM 2021 révèlent que seulement 0,6% d'entre elles disposent du droit de propriété foncière contre 1,5% chez les hommes. Malgré leur contribution à la production majeure à la production alimentaire des exploitations familiales (80%) et à la production nationale (90%), les femmes se heurtent à des difficultés structurelles significatives ➤ 71,6% des travailleurs de l'informel agricole au Cameroun sont des femmes (KOUETE, 2020) ➤ Selon l'annuaire statistique 2022 du MINJEC, le taux d'insertion économique des jeunes formés dans ses structures d'encadrement est de 33,84%. 25,24% des jeunes filles de l'extrascolaire formées dans ces structures d'encadrement ont réussi à s'insérer dans le marché de l'emploi contre 42,29% des garçons. ➤ Parmi les 5 070 jeunes ayant bénéficié du financement de leur projet, nous comptons uniquement 1 809 filles contre 3 261 garçons. Les filles ne représentent donc uniquement 35,68% des bénéficiaires en 2022. ➤ Intensification de l'approche transformative du genre dans le PADFA II, ses dispositifs et chez ses partenaires et ses bénéficiaires ; ➤ Formation des OP des femmes sur le e-commerce et l'agriculture, la création et l'hébergement d'un site de e-commerce, le recyclage du papier et des bouteilles plastiques ➤ Promotion de la femme rurale (plus de 7.517 leaders femmes formées sur différentes thématiques) ➤ Promotion des activités génératrices des revenus chez les femmes rurales (2143 leaders femmes formées sur différentes thématiques)

AXE 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)

Plusieurs initiatives visant à réduire la prévalence des VBG ont été mises sur pied par le Gouvernement et ses PTFs. Il s'agit notamment du renforcement des mécanismes de prévention, de réduction et de réponse aux VBG ainsi que la validation par le MINPROFF et UNFPA, de la stratégie nationale VBG et du plan national de lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF). Toutefois, on relève la montée des VBG dans les zones de crises sécuritaire. Le RAP 2022 de UNFPA révèle que 32% des camerounaises en union survivent avec au moins une des formes des VBG (physique, émotionnelle, sexuelle ou économique) perpétrée par leurs conjoints. La synthèse des avancées enregistrées à partir des actions mises en œuvre par le MINAS et le MINPROFF, est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 4 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
Axe 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)	Promouvoir un environnement juridique et socioculturel favorable au respect des droits humains et à la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)	Pourcentage de femmes victimes de violences depuis l'âge de 15 ans causées par une personne quelconque	<p>La prévalence des violences VBG est en baisse depuis 2004, mais reste encore préoccupante. D'après l'EDSC-V 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La Violence sexuelles : Environ, 13% de femmes ont été victimes de violences sexuelles à un moment quelconque de leur vie et 5% au cours des 12 derniers mois. ➤ La Violence physique : Environ 39% de femmes et 42% d'hommes âgés de 15-49 ans ont déclaré avoir subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans. ➤ Les femmes seraient de moins en moins victimes de violences physiques. En 2018, leur pourcentage a sensiblement baissé à 39% comparé à 53% en 2004 et 55% en 2011. ➤ Mariage précoce : Le pourcentage de filles qui se marient précocement a diminué de 20% par rapport à 2004 : il est de 12% en 2018. ➤ Violence émotionnelle : En 2018, une baisse de 14 points chez les victimes femmes comparativement à 2011 dont 42% avaient déclaré être victimes à n'importe quel moment de leur vie et 22% au cours des 12 derniers mois. ➤ Recours à l'aide : En 2018, seulement 2% de femmes en couple victimes de violences physiques ou sexuelles ont fait recours aux services sociaux.
		Nombre de textes de lois/mesures spécifiques sur la protection des droits de la femme et de la jeune fille appliqués	

AXE 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions

Au niveau politique, l'accès des femmes à la prise de décision (Parlement, Gouvernement) et dans les postes non électifs (Sociétés d'État, Administration publiques, Diplomatie, Commandement territorial, Justice...) s'est amélioré. Concernant les indicateurs retenus dans la PNG dans ce domaine, les avancées à date ne peuvent être relevées, les élections et nominations au niveau régional et Municipal ayant lieu tous les 5 ans. Des actions visant une meilleure implication des femmes dans la vie politique et sociale sont mises en œuvre par le MINAS, le MINPROFF et le MINDDEVEL.

Tableau 5 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 5 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
axe 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décisions	Promouvoir une participation accrue et une meilleure représentation	Taux de représentativité des femmes aux postes électifs,	➤ Le code électoral prône un quota minimal de représentativité féminine de 30%. L'organisation des sessions de plaidoyer auprès des parlementaires, des décideurs et des élus locaux en vue de la revalorisation des quotas reste de mise

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
	des hommes et des femmes dans la gouvernance publique et la prise des décisions à tous les niveaux		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suite aux élections de 2020, la représentativité féminine selon les postes se décline ainsi qu'il suit : ➤ Adjointes aux Maire : 31,8 ➤ Mairies : 10,83% ➤ Conseillers municipaux : 24% ➤ Exécutifs Régionaux : 0% ➤ Conseillers régionaux : 22,88% ➤ Assemblée Nationale : 42,72% (palmarès genre 2022) ➤ Sénat : 48,22% (palmarès genre 2022) ➤ parmi les 4 538 jeunes conseillers municipaux en 2022, seulement 1 555 sont des femmes. Soit un taux de représentativité féminine de 34,26% ➤ selon le rapport de suivi de la mise en œuvre de la SND-30 édition de 2023, ➤ dans le cadre des opérations de révision du fichier électoral conduites entre le 05 janvier et le 31 août 2022, « Elections Cameroun » (ELECAM) a annoncé l'inscription de 338.376 nouveaux électeurs, dont 211.457 hommes (62%), 126.846 femmes (38%). ➤ En ce qui concerne l'année 2023, c'est un total de 368.119 citoyens qui se sont fait enrôlés sur les listes électorales en 2023, soit 229.896 hommes et 138.223 femmes.
		Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Gouvernement : ➤ -Représentations Diplomatiques : ➤ -Forces de Défense et de Sécurité : ➤ Premier Ministre : 0% ➤ Ministre d'Etat : 0% ➤ Ministres rattachés à la Présidence : 0% ➤ Ministre Chargé de Mission : 0% ➤ Ministre : 22,58% ➤ Ministre délégué : 14,28% ➤ Secrétaire d'Etat : 33,33% ➤ Secrétaire Général : 19,35% ➤ Gouverneur de Région : 0% ➤ Préfet : 1,78% ➤ Sous-préfet : 6,55% ➤ Ambassadeur : 08,57% en 2021 contre 06,06% en 2019 ➤ Consul Général : 25% de 2019 à 2021 ➤ Consul : 20% en 2021 contre 40% en 2019 ➤ -Administration judiciaire : AD ➤ l'administration Pénitentiaire : ➤ -Postes stratégiques dans l'Administration : 26,34% ➤ AD -Sociétés d'Etat : AD ➤ SG de région : 10 ➤ Public independant Conciliator : 50

AXE 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble

Le contexte national du Cameroun est marqué, depuis quelques années par la crise sécuritaire et des tensions sociopolitiques dans certaines localités du pays. La crise sécuritaire qui, jusque-là, était ressentie dans certaines localités de la région de l'Extrême-Nord entretenue par la secte terroriste Boko-Haram et dans la région de l'Est par la crise sociopolitique en République Centrafricaine (RCA), a aussi touché la région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; crise sociopolitique entretenue cette fois-ci par des bandes armées remettant en cause l'unité nationale. Face à ces crises sécuritaires et sociopolitiques, le Gouvernement a déployé les forces de défense légale pour mettre hors d'état de nuire les criminels de tous bords tout en cherchant le chemin d'un retour à la paix. Plusieurs initiatives sont mises en oeuvre par le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires de bonne volonté pour réduire les souffrances des populations exposées dont certaines ont dû se déplacer vers d'autres localités où règnent la paix et la sécurité, ou se déplacer hors du territoire national où elles vivent dans la précarité. Le tableau ci-dessous donne la synthèse des actions ayant été mises en oeuvre par le MINAS et qui visent à Renforcer la protection et la participation équitable des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et dans la construction de la paix, de la cohésion sociale et le vivre ensemble

Tableau 6 : Synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 6 de la PNG

Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
axe 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble	Renforcer la protection et la participation équitable des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et dans la construction de la paix, de la cohésion sociale et le vivre ensemble	Proportion de femmes et filles bénéficiaires de la réponse humanitaire,	
		Nombre de femmes participant dans les initiatives de paix et sécurité au niveau international, national, régional et local.	Dans le cadre de la promotion de l'intégration nationale et de la participation citoyenne des jeunes, ➤ 1 148 813 jeunes ont été sensibilisés aux valeurs du vivre ensemble harmonieux en 2022. Parmi eux ➤ nous avons dénombré 498 820 jeunes femmes soit 43,42% des jeunes sensibilisés. ➤ 521 409 jeunes sensibilisés à la prévention de l'extrémisme violent dont 262 884 femmes ➤ Parmi les 12 344 jeunes ambassadeurs de la paix formés en 2022 par les soins du MINJEC, nous dénombrons 6 469 jeunes illes soit plus de 50%.

AXE 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Les Lettres circulaires présidentielles relatives à la préparation du budget prévoient depuis 2010 à date, une section sur le genre notamment dans sa prise en compte dans les différents documents examinés lors des Conférences Budgétaires. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette orientation, le format du CDMT a été amélioré pour permettre un meilleur affichage des efforts consentis par les administrations pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. D'autres initiatives ont été prises par le MINFI, le MINEPAT et le MINPROFF et sont condensées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : synthèse des principales avancées enregistrées pour l'axe stratégique N° 7 de la PNG

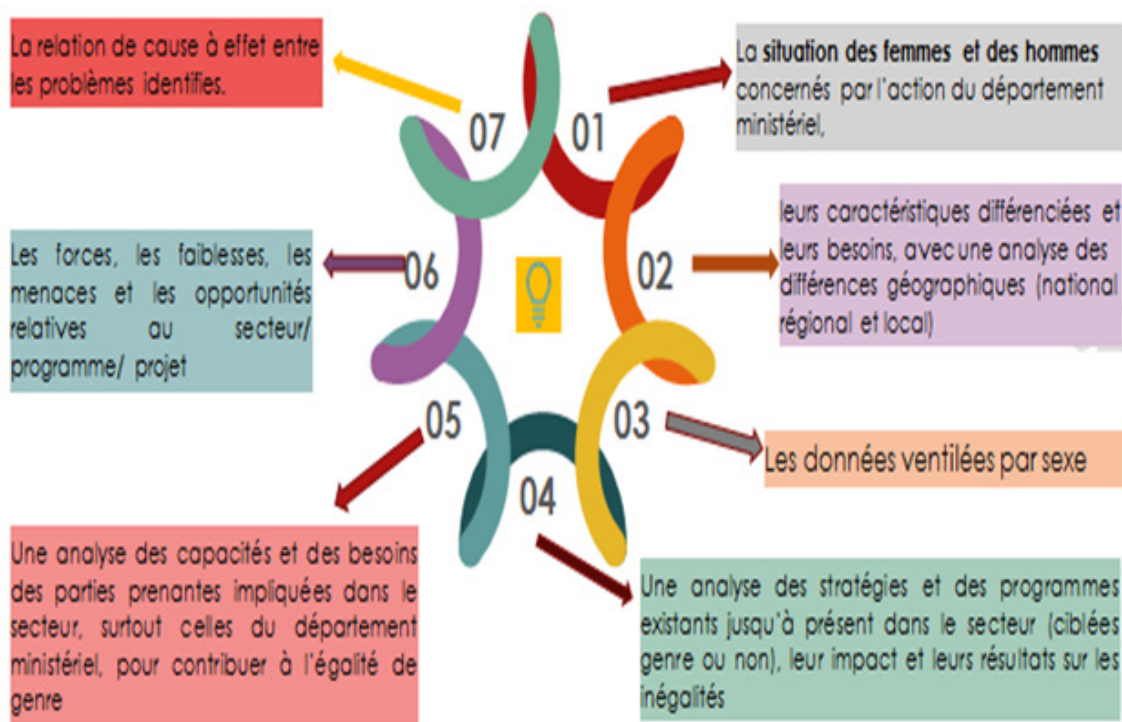
Axe stratégique de la PNG	Objectif	indicateur	avancées
axe 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.	Renforcer le cadre institutionnel national et local en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et assurer l'institutionnalisation du genre dans tous les secteurs de la vie nationale	Proportion de mécanismes de promotion du genre fonctionnels	
		Proportion de CTD et ministères sectoriels disposant de plans et budgets genre sensibles,	
		Nombre de rapports genre élaborés et présentés au parlement	Le quatrième DBSG a été élaboré et est annexé au projet de Loi de Finance 2025

II.3. point sur l'analyse situationnelle

En **2021**, une Mission d'assistance technique du Centre régional d'Assistance technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre) du Fonds Monétaire International (FMI) a accompagné les autorités camerounaises dans l'expérimentation de la budgétisation sensible au genre (BSG) et l'opérationnalisation de ses outils. En plus, le MINFI, le MINEPAT, le MINPROFF ainsi que les PTFs (ONUFEMMES, GIZ, PNUD...) ont accompagné certains ministères dans le but d'améliorer la prise en compte du genre dans leurs secteurs respectifs. Malgré ces accompagnements, il demeure un défi de consolidation du processus de BSG, dû à l'absence d'une analyse/diagnostic genre sectorielle. Pour y remédier, la circulaire n°001 du 30 août **2023** du Président de la République relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice **2024** invite les administrations à conduire, sous la supervision de l'équipe d'accompagnement (MINEPAT, MINFI, MINPROFF et INS), une analyse situationnelle genre sectorielle, analysant les enjeux genre dans le secteur, assortis de recommandations identifiant les leviers budgétaires pour répondre efficacement aux besoins spécifiques et différenciés entre les femmes/filles, les hommes/garçons.

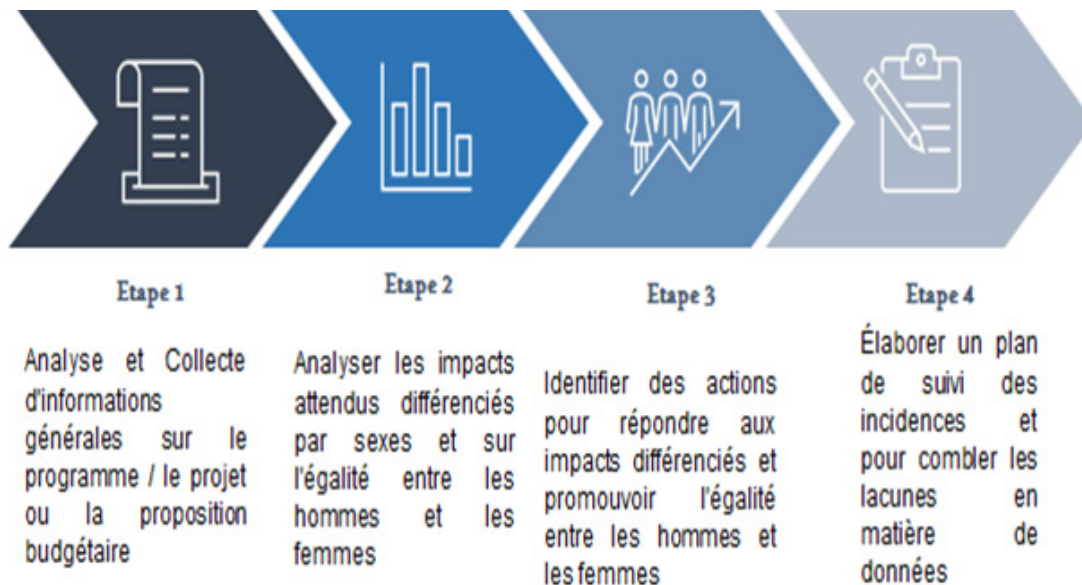
En effet, l'analyse situationnelle est un outil qui permet de faire un état des lieux d'un ministère/d'un programme/d'un projet, en rassemblant une série d'informations sur :

Figure 2 : Résultat attendu au terme de l'analyse situationnelle genre



Cette analyse, qui est le point de départ de la BSG, est menée en quatre étapes suivant le schéma ci-dessous.

Figure 3 : Etapes pour mener l'analyse situationnelle genre



3.1 Point sur les administrations ayant mené une analyse en 2023

Cas du MINDDEVEL

Dans le cadre de la consolidation de l'approche BSG au MINDDEVEL, un état des lieux genre dans la décentralisation et développement local a été mené en **2023** avec l'appui technique et financier de la GIZ à travers le Programme d'Appui à la Modernisation des Finances Publiques (PAMFIP). Il était question, sur la base des acquis de :

- ↘ approfondir l'analyse genre des différents programmes du MINDDEVEL et identifier les opportunités qui peuvent aider à réduire davantage les inégalités genre notamment les programmes 099 et 100 du MINDDEVEL ;
- ↘ dresser un état de lieux de la présence des données désagrégées par sexes dans le domaine de la décentralisation et du développement local au niveau du MINDDEVEL et son niveau d'utilisation dans la planification des activités et la définition des indicateurs ;

Le MINDDEVEL, en tant qu'institution d'accompagnement du processus de décentralisation et de promotion du développement, va contribuer à la mise en œuvre de tous les axes du document de Politique Nationale Genre, étant donné que les communes, les communautés urbaines et les régions sont chargées d'assurer la mise en œuvre à la base des différentes politiques publiques sectorielles. A cet effet, le MINDDEVEL est interpellé dans la mise en œuvre des axes stratégiques ci-après :

- ↘ **Axe stratégique N° 5** : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions ;
- ↘ **Axe stratégique N° 7** : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.
- ↘ Les résultats de l'analyse ont été structurés en deux groupes.
- ↘ Les résultats à l'issue de la revue des documents et textes

Examen de la Loi portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées

L'examen de la loi portant Code Général des CTD a permis de découvrir des opportunités légales pour l'introduction du genre au niveau du sous-secteur DDEVEL. En effet, l'examen de différents articles et dispositions du Code Général des CTD montre naturellement une neutralité genre du texte, mais des opportunités à saisir se présentent pour pouvoir justifier la nécessité d'introduire l'approche genre dans la mise en application desdites dispositions. L'alinéa 3 de l'article 166 stipule clairement que « Le Conseil municipal doit refléter les différentes composantes sociologiques de la Commune. Il doit notamment, assurer la représentation des populations autochtones de la Commune, des minorités et du genre ». Par ailleurs, La « house of divisional representatives » doit refléter les composantes sociologiques de la Région ainsi que le genre. On note par exemple, au cours des consultations citoyennes mentionnées à l'article 416, il faudrait s'assurer que l'ensemble des populations hommes et femmes participent auxdites consultations. Toutefois, aucune précision ou disposition n'est donnée sur le taux de représentativité souhaité ou recherché des hommes et des femmes aux postes de conseillers municipaux et au niveau de l'exécutif communal et régional.

Malgré quelques orientations favorables de loi portant Code Général des CTD et la loi électorale (qui souligne l'intérêt d'avoir 30% minimum des femmes aux instances décisives), on note une faible représentativité des femmes au sein des exécutifs communaux et régionaux, des conseils communaux et régionaux.

La définition des compétences transférées dans la loi portant Code Général des CTD reste globalement neutre et l'ambition de corriger certaines disparités en matière d'accès et de contrôle des services de bases n'est pas clairement explicite.

Le Titre IV **-416** Stipule que le maire prépare le budget de sa commune en se référant aux orientations de la circulaire conjointe MINDDEVEL-MINFI, des consultations citoyennes menées à l'endroit de la population de la municipalité dont il a la charge à travers la participation citoyenne, et au CBMT. Afin de concrétiser cet aspect, le circulaire conjoint **007992/AC/MIINFI/MINDDEVEL** de

06 Octobre **2022** relatifs à la préparation du budget des CTD pour l'exercice **2023** instruit les CTD à intégrer les questions genre dans leur cycle budgétaire. Cependant il n'existe quasiment pas une véritable stratégie d'encadrement des CTD concrétiser ces orientations dans la chaine PPBS.

Examen des documents budgétaires

Il était question ici de découvrir dans quelle mesure ces documents budgétaires présentaient une perspective genre et si des activités genre sensibles pouvaient y être contenues. Il en est ressorti un certain nombre d'observations assorties de propositions.

Programme 098 :

- ↘ Pour ce qui est de la gestion de ressources humaines, les besoins spécifiques de formations ne sont pas pris en compte car de façon globale, la formation cible la fonction et non les besoins différenciés en formation des femmes et des hommes de l'institution.
- ↘ Une base de données est tenue sur le nombre des hommes et des femmes en service au MINDDEVEL ;
- ↘ Les activités du MINDDEVEL en lien avec la BSG ne sont pas visibles/ventilées dans les différents documents de programmation et dans le RAP. Il est énoncé l'intérêt d'assurer des activités pour la BSG dans le déploiement de la chaine PPBS sans un accent sur l'intégration des questions genre dans cette chaine ;
- ↘ Il y a une nécessité de disposer d'un dispositif pérenne d'accroître la disponibilité des données genre sensibles;
- ↘ Les indicateurs sont pour la plupart son genre neutre et/ou genre insensible
- ↘ Il existe l'opportunité de développer des outils de communication institutionnelle du MINDDEVEL qui serviront à valoriser les femmes leaders dans le domaine mais pour le moment cette opportunité n'est pas exploitée ;

Programme 099 :

- ↘ Nécessité d'améliorer la collecte la consolidation et l'utilisation des données sexo spécifiques

Programme 100 :

- ↘ L'évaluation d'impact des projets des CTD selon le genre n'existe pas
- ↘ le genre n'est pas intégré dans le processus de maturation des projets des CTD

Recommandations :

Mettre sur pied un fichier national d'état-civil fiable, complet et dynamique en vue de la sécurisation de l'identité et la promotion du développement.

↳ Résultats à l'issue des échanges entretiens et des ateliers avec les focus groups

Des constats unanimes ont été relevés quant à l'existence des disparités, les capacités des acteurs encore limitées dans les questions de genre, la spécificité des situations des hommes et des femmes, etc

Constat 1 : persistance de disparités

En règle générale, les facteurs qui influencent les rapports entre les femmes et les hommes sont d'ordres politique, socio-économique ou socio-culturel.

Les disparités sont visibles à travers une cartographie de la participation des hommes et des femmes dans certains domaines. Les éléments de discrimination, de disparité ou d'inégalité peuvent être :

- ↳ l'accès aux ressources
- ↳ le contrôle des ressources
- ↳ la participation aux instances de décision et aux processus de prise de décision
- ↳ la jouissance des avantages ou des bénéfices offerts par les politiques publiques.

Tableau 8 : extrait du tableau des disparités sur la représentation effective des femmes et des hommes dans le domaine politique

délimitation spatiale	fonction	effectifs absolus		effectifs relatifs		
		Hommes	Femmes	total	Hommes	Femmes
MINDDEVEL	Hauts responsables services centraux	86	64	150	57.33%	42.67%
	Responsables services déconcentrés	169	63	232	72.84%	27.16%
Région du SW	Regional President	1	0	1	100.00%	0.00%
	Regional Councilors	79	21	100	79.00%	21.00%
	Regional Commissions	4	0	4	100.00%	0.00%
	UCCC Regional President	1	0	1	100.00%	0.00%
	Mayors Fako Division	7	1	8	87.50%	12.50%
	Deputy Mayors Fako Division	10	6	16	62.50%	37.50%
	Councilors Fako Division	162	71	233	69.53%	30.47%
Ensemble du Cameroun	SG Fako Division	4	4	8	50.00%	50.00%
	Municipal Treasurers Fako Division	3	5	8	37.50%	62.50%
	Ensemble du Cameroun	8.085	2.541	10.626	76.09%	23.91%
	Exécutifs municipaux	335	39	374	89.57%	10.43%
	Maires CU	10	0	10	100.00%	0.00%
	Adjoints aux Maires	634	327	961	65.97%	34.03%

Source : rapport général de la consolidation de l'approche de la BSG au MINDDEVEL: état des lieux genre dans la décentralisation et le développement local

Le tableau ci-dessus ne montre qu'un aspect des différentes zones d'intervention des hommes et des femmes dans la vie publique ou communautaire. Au regard de ce tableau des disparités, la participation à la décision et au processus de prise de décision intègre aussi bien les femmes que les hommes on peut toutefois affirmer que des inégalités demeurent. Elles trouvent leur source généralement dans nos cultures, nos traditions, nos croyances religieuses

Les disparités touchent plusieurs domaines de la vie: l'éducation, la formation, la santé, la sécurité, les activités de production, l'accès aux ressources, le partage du pouvoir et des responsabilités, les niveaux de prise de décisions, les droits des femmes, la participation des femmes à la vie publique, aux instances de prise de décisions et à la gestion des ressources, le travail, la vie familiale etc...

Constat 2 : des capacités des acteurs encore limitées

- ↘ Très peu de personnes ont reçu une formation sur le genre
- ↘ Il y a un besoin réel en formations et renforcement des capacités sur le genre
- ↘ Une forte sensibilisation est nécessaire.

Constat 3 : les situations des hommes et des femmes sont spécifiques

- ↘ au niveau de l'état-civil : sur 2.700 Officiers d'état-civil actuels, on ne compte que moins de 500 femmes.

Causes : le rôle d'Officier d'état-civil se transmet généralement de père en fils. Puisque la jeune fille doit aller en mariage, il est à craindre qu'elle ne puisse être la gardienne des valeurs et traditions de son village d'origine, d'où le nombre assez faible des femmes dans ce métier.

Conséquences : certaines situations d'état-civil concernant les jeunes filles ne sont pas toujours traitées de façon prioritaire, par exemple l'enregistrement des naissances des filles

recommandations/conclusion : même s'il est compréhensible qu'il faille conserver les valeurs, les enregistrements de TOUTES les naissances est important, que l'on soit un homme ou une femme à la tête d'un bureau d'état-civil

- ↘ au niveau de la participation dans la gouvernance des administrations publiques : la représentation des femmes dans les instances de prise de décision est faible

causes : il peut s'agir d'un manque d'intérêt des femmes sur ces questions, de moyens limités des femmes, ou tout simplement de normes et stéréotypes acquis depuis l'enfance dans le milieu familial. De plus, les femmes se réalisent avant tout dans l'enceinte familiale, ce qui laisse peu de place à leur engagement sur le terrain public et politique souvent animé par les passions et les guerres de positionnement permanente.

conséquences : les intérêts stratégiques des femmes ne sont pas suffisamment pris en compte.

recommandations/conclusion : sensibiliser les citoyennes et citoyens.

- ↘ au niveau de l'exercice des compétences transférées en matière de santé : les femmes sont peu nombreuses dans les Comités de gestion dans les aires de santé

causes : il peut s'agir d'un manque d'intérêt

conséquences : faible accès des femmes aux services de santé de qualité

recommandations/conclusion : sensibiliser

- ↘ au niveau de l'exercice des compétences transférées en matière d'éducation de base : très peu de femmes sont présentes au sein des APEE et des comités d'établissement

causes : il peut s'agir d'un manque de temps ou d'intérêt, ou encore du faible pouvoir économique des populations, ou encore des mariages précoces

conséquences : accès inégal des filles/femmes et des garçons/hommes à l'éducation et à la formation et à l'information

recommandations/conclusion : considérer les besoins spécifiques des jeunes filles dans la composition des paquets minima

Constat 4 : les données statistiques genre sensibles sont insuffisantes

- ↘ Les données ne sont pas toujours disponibles parce qu'elles ne sont pas bien conservées
- ↘ Des statistiques existent mais elles ne sont pas désagrégées et sont insuffisantes
- ↘ Des actions sont menées en faveur du genre mais ne sont pas documentées.

Constat 5 : il y a tout de même des acquis significatifs et des initiatives intéressantes

- ↘ Des actions significatives sont menées mais il n'existe pas de dispositif de suivi
- ↘ Ces actions ne sont pas suffisamment documentées et restent invisibles.

Constat 6 : des défis existent également

- ↘ Aucune importance n'est encore donnée aux questions de genre, qui se limitent très souvent à la célébration de la Journée Internationale des Droits de la Femme le 08 Mars
- ↘ Il y a une appréciation erronée du genre
- ↘ Le genre ne fait pas encore partie des priorités.

Au regard de l'état des lieux qui a été fait, il a été recommandé de:

- ↘ Accentuer la sensibilisation en commençant au niveau familial, car à cause des croyances, coutumes et traditions, mais aussi du fait de l'éducation reçue dans le cercle familial, il est constaté que la femme garde une position sociale inférieure et reste marginalisée ou exclue des grandes décisions et des processus de prise de décision de façon générale.
- ↘ Systématiser la démarche de diagnostic genre en prenant en compte le genre dans le pilotage et la coordination.
- ↘ Promouvoir la culture du budget genre en faisant apparaître une meilleure allocation des ressources selon les priorités et selon le genre.
- ↘ S'approprier des résultats du marqueur genre pour rendre performant son processus de budgetisation sensible en genre
- ↘ Développer une approche de renforcement des capacités plus ciblés des acteurs de la chaîne PPBS par rapport aux cahiers de charges et une meilleure appropriation des outils genre sensibles produits à l'instar le CDMT, PPA, Matrice de triangulation PNG, CSP et CDMT
- ↘ Compléter et améliorer l'état des lieux afin qu'il devienne un véritable outil d'analyse genre et d'intervention en faveur de l'égalité de genre.
- ↘ Renforcer le dispositif statistique et de suivi pour collecter les données désagrégés et les impacts sur les bénéficiaires directs et indirects des actions du ministère
- ↘ Accompagnement et encadrement des cibles (CTD, FECICOM etc.) par le MINDDEVEL
- ↘ Cartographier et rendre visibles périodiquement les bonnes initiatives menées dans le domaine pour qu'elles servent d'exemples.

- Appuyer les organisations féminines dans le domaine à l'instar REFELACAM, AFECNO dans leurs actions de sensibilisation des groupes sociaux et de plaidoyer
- Accompagner les CTD à adopter une démarche d'intégration du genre dans la chaîne PPBS en développant et mettre à leur disposition des outils et instruments en synergie avec le MINFI, MINEPAT et MINPROFF
- Compléter et améliorer l'état des lieux afin qu'il devienne un véritable outil d'analyse genre et d'intervention en faveur de l'égalité de genre.
- Rendre explicite l'analyse genre dans les documents de stratégie et de planification et de programmation.
- Décrire les changements attendus selon le genre, dans les documents de planification.

Cas du MINSANTE

En mars 2023, le MINSANTE a mené, dans le cadre du projet BACKUP SANTE de la GIZ, une étude qui se situe dans la continuité des initiatives antérieures mises en œuvre, afin de mieux comprendre les enjeux genre dans le financement de la santé.

De manière plus spécifique, il était question de :

- analyser la sensibilité genre du budget du MINSANTE de 2021 à 2023 ;
- analyser le niveau de prise en compte du genre dans le budget des trois programmes prioritaires (Palu, TB et VIH/SIDA), au-delà du budget global de la santé ;
- analyser par programme budgétaire le degré de prise en compte du genre ;
- révéler les insuffisances dans la démarche de Budgétisation Sensible au Genre ;
- faire des recommandations pour améliorer la prise en compte du genre afin d'atteindre les objectifs de la CSU phase I.

En termes de résultats, le diagnostic genre du secteur de la santé a permis d'identifier comme problème majeur la « faible capacité du système de santé à contribuer efficacement au développement d'un capital humain sain et productif ». En pratique, Cette faiblesse se traduit par des indicateurs sanitaires peu satisfaisants avec notamment une morbi-mortalité élevée, un accroissement des dépenses courantes en santé des ménages de 70 à 72% entre 2012 et 2019 et une diminution de la force de travail. Bien que le cadre normatif, institutionnel, technique et statistique du MINSANTE ne soit pas suffisamment structuré autour de la question de Budgétisation Sensible au Genre, les responsables de ce département reconnaissent tous l'importance de la prise en compte du genre dans les programmes budgétaires et les programmes prioritaires de ce département ministériel. L'une des évidences de cette acception est qu'un groupe de travail provisoire sur BSG a été mis en place pour préparer le budget de l'exercice 2023. Par conséquent la perspective genre a été significativement intégrée dans certains programmes de ce ministère.

Un autre constat permet de noter qu'il existe une évolution sur la « genderisation » des programmes budgétaires au fil du temps, lorsqu'on compare les programmes sur la période de 2021 à 2023. Ceci démontre une volonté politique de cette administration à adresser la problématique des inégalités entre les hommes et les femmes. Toutefois, les efforts demeurent notamment en matière de construction des indicateurs désagrégés par sexe, de l'identification des activités genre sensibles et de l'affectation de budgets conséquents. Aussi, l'on note que les programmes 047 sur le renforcement du système de santé et 049 sur la gouvernance et pilotage stratégique du système de santé nécessitent un effort de priorisation de la question de genre. S'agissant particulièrement du programme 047 qui porte la Couverture Santé Universelle, il sera davantage question de travailler plus sur la demande de services plutôt que sur

l'offre, car on peut bien améliorer l'infrastructure de santé, mais si les populations vulnérables dont les femmes n'ont pas accès à celles-ci, tous les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer la santé des populations seront vains.

Dans l'ensemble, le tableau programmatique du MINSANTE pour l'exercice 2023 reflète bien la problématique du genre. Les activités genre sensibles ont été inscrites dans tous les programmes, mais avec une attention divergente selon les programmes. Egalement, il faudrait relever le doute sur la qualité genre sensible de certaines activités. Cet écueil pourrait être élagué si une nouvelle nomenclature budgétaire est établie, permettant de mieux circonscrire ce qui est genre sensible ou non. Une autre question porte sur la nécessité d'étendre les interventions à toutes les femmes. Le MINSANTE accorde une place importante aux femmes enceintes ou allaitantes. Bien que cette option soit louable, il serait nécessaire d'étendre ces interventions en faveur du genre à d'autres hommes et femmes en situation de vulnérabilité afin que le principe « Ne laisser personne de côté » n'apparaisse pas comme un simple slogan ; tant une bonne frange de la population vulnérable n'a pas encore un accès équitable aux services de santé.

Pour ce qui est des programmes de lutte contre le Paludisme, la Tuberculose et le VIH, l'étude permet de relever des résultats divergents selon ces programmes prioritaires de santé. D'une part, les cadres logiques de ces programmes ont été construits sous des formats différents. Seul le Programme VIH a bâti son cadre logique selon une approche axée sur les résultats, ce qui permet de percevoir les changements produits par les interventions auprès des populations bénéficiaires.

S'agissant du Programme Paludisme, seul le Pilier 3 relatif aux principales politiques et stratégies de lutte contre le paludisme, intègre la dimension genre, puisqu'il accorde une attention particulière aux femmes enceintes. Toutes les autres catégories de femmes vulnérables (femmes pauvres, handicapées, déplacées internes, 3e Age, autochtones...) ne bénéficient pas prioritairement des interventions. Il en est également des hommes appartenant aux catégories vulnérables. Il faudrait noter que le programme n'a pas conduit une analyse de situation axée sur le genre afin de décrypter les disparités entre les hommes et les femmes ; ce qui peut paraître comme une faiblesse quant aux interventions planifiées, qui pourraient produire des discriminations. Egalement, l'on note que la plupart des indicateurs ne sont pas ventilés par sexe et ne permettent pas de mesurer les progrès vis à vis des hommes et des femmes.

En ce qui concerne le programme Tuberculose, une analyse de la situation épidémiologique selon le sexe a été conduite, montrant la vulnérabilité de la femme par rapport à l'homme. Cependant, cette situation n'a pas été traduite dans la planification du programme et la plupart des interventions sont neutres vis-à-vis du genre. Un effort devrait être fait au niveau de la construction des indicateurs sexués et le ciblage des activités genre dans les plans de travail annuels pour corriger cette faiblesse.

Pour ce qui est du programme VIH, le genre est bien reflété dans la plupart des effets. Cependant, le programme a axé ses interventions sur certaines catégories considérées comme populations clés. Il y a nécessité de conduire une bonne analyse genre en début de la nouvelle phase afin de faire un bon ciblage des bénéficiaires. Les femmes en situation de vulnérabilité, de violences sexuelles et basées sur le genre et victimes de stigmatisations ne sont pas suffisamment intégrées dans les interventions. L'on a par exemple pu noter lors des entretiens que les femmes vivant avec le VIH sont susceptibles d'être plus discriminées que les hommes. En outre, le volet autonomisation économique des PVVIH est encore assez faible et pas suffisamment adressé et il n'existe pas d'actions spécifiques pour les femmes. Un effort devrait également être fait pour la prise en compte du genre au niveau des résultats de développement ayant trait à l'offre de services.

Les recommandations formulées à l'issue de l'étude comprennent un ensemble d'actions immédiates et à moyen terme qui peuvent contribuer à améliorer les performances du MINSANTE en matière de Budgétisation Sensible au Genre. Elles sont subdivisées en deux catégories : Celles visant l'application effective et efficace de la démarche BSG au MINSANTE, et celles portant les perspectives du genre pour la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle.

AS'agissant du premier volet, l'étude propose de : organiser une session annuelle d'imprégnation et d'appropriation des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Politique Nationale Genre, les sections genres des circulaires présidentielles et sur la circulaire du MINFI relatives à la Budgétisation sensible au Genre; créer un comité BSG au MINSANTE présidé par le Secrétaire Général, et intégrant les responsables de programmes, les contrôleurs de gestion et les points focaux genre et BSG; organiser des sessions de renforcement des capacités des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Budgétisation Sensible au Genre; solliciter l'appui technique du MINPROFF pour le renforcement des capacités sur la BSG en début de préparation du budget ;adopter un texte fixant le taux des activités genre à 5% au sein des programmes; améliorer la production du RAP afin de mettre en lumière les activités genre réalisées au cours de l'année N-1, y compris des indicateurs associés ; prendre en compte de manière effective la dimension genre dans les programmes budgétaires et doter les activités genre fléchées d'un montant budgétaire conséquent (Les activités genre à l'intérieur d'un programme doivent constituer au moins 5% du budget du programme hormis les salaires et budgets transférés) ;solliciter l'appui technique et financier des partenaires ONU Femmes et GIZ pour une meilleure prise en compte du genre dans les programmes ;revoir et actualiser les textes normatifs sur la santé et y intégrer les aspects genre ;intégrer la dimension genre dans les documents programmatiques du MINSANTE (notamment lors de la révision de la SSS et du PNDS) ;revoir la structure des programmes actions, lors de la révision du CSP du MINSANTE afin d'y intégrer les aspects genre ; revoir le dispositif de suivi-évaluation des programmes en élaborant des d'indicateurs sexodésagrégés, y compris les baselines et les cibles associées ; ajouter dans le dispositif de suivi-évaluation, des indicateurs qui mesurent l'accès des populations aux services de santé ;conduire une analyse Genre Sectorielle au MINSANTE ;élaborer un guide de bonnes pratiques sur la BSG au MINSANTE permettant de disposer d'un instrument d'orientation des intervenants dans ce domaine; améliorer le fléchage des activités genre et des budgets conséquents dans le système d'information budgétaire ; instaurer la thématique de genre dans le dialogue de gestion ;doter des ressources suffisantes pour la conduite des activités de formation sur le genre et la BSG ;accentuer la sensibilisation sur le genre auprès des acteurs du dialogue de gestion en général et en particulier auprès de ceux de la chaîne de préparation du budget ; identifier dans chaque programme un responsable qui s'assurera de la prise en compte du genre dans le cadre du dialogue de gestion ;formaliser une circulaire ministérielle instruisant à chaque structure de produire dans tout rapport, les données sexo-désagrégées.

Pour ce qui des trois grands programmes du MINSANTE (TB, Palu et VIH) , l'étude recommande de : revoir les cadres logiques des programmes TB et Palu afin de les présenter sous un format axé sur les résultats ; harmoniser les instruments de planification des programmes TB, Palu et VIH ;outre les femmes enceintes, étendre les interventions relatives à la TB, Palu et VIH à l'endroit des autres femmes (femmes pauvres, handicapées, déplacées internes, 3e Age, autochtones...) et hommes des catégories vulnérables ; améliorer la prise en compte du genre dans les piliers et composantes -programmes ;désigner un point focal genre au sein de chacun des programmes ; intégrer les variables sur le sexe lors de l'analyse genre de la situation du Paludisme, et de la Tuberculose ; présenter les activités planifiées et réalisées selon la logique axée sur les résultats ; présenter les indicateurs ventilées par sexe dans tous les programmes afin de mesurer les progrès vis à vis des hommes et

des femmes ; rendre visibles les activités genre desdits programmes (réduction des inégalités hommes/femmes) et allouer un budget conséquent ; organiser des sessions de renforcement des capacités des responsables de programmes et contrôleurs de gestion sur la Budgétisation Sensible au Genre ; solliciter l'appui technique du MINPROFF pour le renforcement des capacités sur la BSG en début de préparation du budget ; améliorer la production du RAP afin de mettre en lumière les activités genre réalisées au cours de l'année N-1 y compris des indicateurs associés ; prendre en compte de manière effective la dimension genre dans les programmes budgétaires et doter les activités genre fléchées d'un montant budgétaire conséquent (Les activités genre à l'intérieur d'un programme doivent constituer au moins 5% du budget du programme hormis les salaires) ; intégrer les femmes en situation de vulnérabilité, de violences sexuelles et basées sur le genre et victimes de stigmatisations dans les interventions du programme VIH ; intégrer le volet autonomisation économique des PVVIH dans le dispositif de la réponse.

En ce qui concerne le second volet des recommandations sur les perspectives du genre pour la mise en œuvre de la Couverture Santé Universelle, l'étude propose de : améliorer la production des données ventilées par sexe pour surveiller les progrès ainsi que les obstacles à l'accès aux services de soins de santé. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, il sera difficile de suivre les paiements à la charge des patients et les soins non rémunérés au sein de la famille ; concevoir un nouveau contrat social qui répond aux besoins des femmes et des filles ; associer davantage de femmes à la prise de décision et à la définition des politiques de santé, et redéfinir une CSU inclusive ; augmenter les populations couvertes (ex. la proportion de population ayant besoin d'un service qui y a accès) et les protéger du risque financier d'une manière qui promeut l'équité et optimise les débouchés sanitaires.

3.2 point sur les autres administrations qui mènent une analyse en 2024

Cas du MINAS

Dans le cadre de l'élaboration de l'étude sur l'analyse situationnelle genre, le MINAS a créé un comité chargée de la coordination et du suivi de la réalisation de l'étude sur la Budgétisation Sensible au Genre au MINAS, accompagné d'une équipe d'expert en genre et développement.

L'action du MINAS en matière d'implémentation de la Politique Nationale Genre s'inscrit dans les axes stratégies suivant :

Axe 1 : promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information, notamment au niveau de l'action 1.1. Renforcement de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'alphabétisation.

Axe 4 : promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG), au niveau des action 4.3. : Vulgarisation des textes et renforcement des connaissances sur les droits et devoirs des femmes et des hommes, 4.4. : Prévention, prise en charge et punition des violences basées sur le genre, de la traite des personnes et du trafic des migrants, et 4.5. : Lutte contre les fléaux sociaux émergents et protection spéciale des jeunes filles et garçons.

Axe 6 : renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble, de l'actions 6.1. portant protection des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et action.

Les résultats à mi-parcours issue de l'étude

↳ Au niveau normatif du MINAS

L'exploitation des textes régissant les interventions du Ministère des Affaires Sociales permet de noter une prise en compte mitigée de la dimension genre dans les textes normatifs qui régissent les interventions du MINAS.

• Sur le plan institutionnel genre du MINAS

Sur le plan structurel, le cadre de pilotage de la BSG n'a pas été officiellement mis en place avec la désignation d'un Point Focal BSG conformément à la Circulaire N° 0000023/C/ MINFI du 02 Aout 2022 du Ministre des Finances, relative à l'intégration et à l'évaluation de la Budgétisation sensible au genre dans le budget de l'Etat.

• Analyse du Cadre statistique genre du MINAS

S'agissant du cadre statistique du Ministère, il présente deux types d'indicateurs :

- ↳ Les indicateurs contenus dans le Cadre Stratégique de performance du Ministère y compris dans les Cadres de Dépenses à Moyen terme et Projets de Performance Annuelle qui lui sont associés ;
- ↳ Les indicateurs des interventions courantes du Ministère.

La première catégorie présente des indicateurs qui sont neutres et ne permettent pas de mesurer la performance en termes de réduction des inégalités de genre. Cette première catégorie nécessite d'être revue lors du prochain CIEP et présentée de façon sexo-désagrégée, afin de mettre en relief les écarts qui existent dans les relations hommes-femmes, filles et garçons et de s'assurer d'une prise en compte effective et efficace de la perspective genre dans les programmes budgétaires.

Par contre la seconde catégorie présente systématiquement des indicateurs pour la plupart ventilés par sexe. En effet, le Cellule des Etudes et des Projets du MINAS produit trimestriellement un bulletin d'informations et de statistiques sociales qui met en exergue les interventions du ministère.

• Analyse de la parité au sein du département

On peut constater que les femmes constituent la frange majoritaire du personnel de ce département tant au niveau des services centraux que dans les services déconcentrés. Mais elles sont plus ou moins représentées dans les postes stratégiques. Bien que le Ministre et le Secrétaire Général soient des femmes, l'on note toute de même une proportion de 27,27% femmes aux postes de directeur et 54,54% aux postes de sous-directeur. L'essentiel du personnel féminin se retrouve au bas de la pyramide, c'est-à-dire au niveau des postes de chef de service, chef de bureau et cadre au niveau déconcentré, l'on note tout de même un certain équilibre entre les hommes et les femmes dans les postes de directeur-adjoint et sous-directeur.

• Prise en compte du genre dans les programmes du MINAS

L'action du MINAS dans le domaine du genre consiste globalement en l'identification, la prise en compte et l'adressage des besoins d'inclusion sociale des filles et garçons, des hommes et des femmes en détresse, handicapées, âgées, issues des communautés autochtones vulnérables, membres des communautés riveraines/affectées par les projets, réfugiées, déplacées internes, touchées par des fléaux sociaux, victimes ou exposées aux d'abus physiques, de traite et de trafic, etc.

C'est dans cette optique, qu'il est programmé :

- ↳ Dans le programme 070, de renforcer les mesures de prévention des inadaptations sociales, de protection, de réadaptation, d'accompagnement à l'insertion et la réinsertion des filles et garçons en situation de vulnérabilité ;

- ↘ Dans le cadre du programme 071, d'accroître l'offre des services de protection sociale aux groupes et communautés, en particulier dans les zones les plus défavorisées, en veillant à en faire bénéficier autant les femmes que les hommes handicapés, âgés, issus de communautés autochtones, ou présentant des vulnérabilités conjoncturelles ;
- ↘ Au sein du programme 179, de s'assurer que les activités menées à la faveur des journées commémoratives touchent autant les femmes que les hommes, que certaines contribuent spécifiquement à lutter contre des disparités de genre, que des ressources soient inscrites dans le budget du MINAS pour l'assistance aux personnels féminins et masculins en difficulté et que Suivi de la mise en œuvre de la Politique National Genre (PNG) au MINAS soit plus accentuée.

Ainsi, l'analyse de la sensibilité genre du budget du ministère de 2022 à 2024 révèle que :

Le Programme 070 :

- ↘ Une notation genre qui est passée de « Passable » en 2022 à une notation « principale » en 2024 ;
- ↘ Des objectifs qui ne ciblent pas spécifiquement la réduction des inégalités entre hommes, femmes, filles et garçons ;
- ↘ Des activités visant les femmes, les hommes, les filles et les garçons ont été incluses dans le programme, avec des budgets conséquents ;
- ↘ Des efforts ont été déployés pour construire des indicateurs sensibles au genre.

Le Programme 071 :

- ↘ Une notation genre qui est passée de « Passable » à 2022 à une notation « principale » 2024 ;
- ↘ Une insuffisance d'objectif spécifique de réduction des inégalités entre hommes, femmes, filles et garçons a été mentionnée ;
- ↘ Des indicateurs sensibles au genre ont été pris en compte ;
- ↘ Un budget a été alloué aux activités liées au genre.

Le Programme 179 :

- ↘ Une notation genre sensible « Faible » qui est constante de 2022 à 2024 ;
- ↘ Une insuffisance d'objectif de réduction des inégalités hommes-femmes a été mentionnée ;
- ↘ Des indicateurs sensibles au genre ont été pris en compte ;
- ↘ Un budget alloué aux activités liées au genre.

Principales actions déjà mises en œuvre pour resoudre les inegalites identifiees et resultats obtenus

Le Ministère des Affaires sociales figure depuis 2022, parmi les départements ministériels pilotes en charge d'implémenter la Budgétisation Sensible au Genre.

A partir de 2022, grâce aux différentes sessions de formation reçues par ses équipes en charge de la préparation du budget et l'accompagnement du MINFI, MINEPAT, MINPROFF et des partenaires tels que AFRITAC, ONU Femmes et GIZ, l'on peut affirmer que la prise en compte du genre est effective dans les interventions du MINAS.

- ↘ La prise en compte du genre au MINAS met en évidence plusieurs initiatives notamment :

- ↘ La participation du MINAS à plusieurs ateliers de formation sur la BSG ;
- ↘ La désignation d'un point focal BSG ;
- ↘ La participation à la conception et à l'actualisation des outils de la BSG ;
- ↘ Prise en compte effective de la dimension genre tout au long du processus budgétaire ;
- ↘ La contribution à l'élaboration du Document Budgétaire Genre ;
- ↘ L'élaboration des texte normatifs prennent en compte la dimension genre dans les interventions du MINAS;
- ↘ La création d'un comité ad hoc chargé du suivi et de l'élaboration de l'analyse situationnelle genre du MINAS ;
- ↘ La revue des activités genre sensible ;
- ↘ La mise en place des actions visant à renforcer les mesures de prévention du handicap et à favoriser l'inclusion sociale et la réinsertion économique des personnes handicapées, en prônant l'inclusion sociale ;
- ↘ La promotion du développement de l'enfance avec une attention particulière aux besoins des filles et des garçons. Dans les structures d'encadrement des cibles du MINAS, il est souligné l'importance d'une répartition spécifique entre les deux sexes dans la prise en charge, assurant ainsi une prise en charge équitable.
- ↘ L'assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille ;
- ↘ Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflit avec la loi ;
- ↘ Suivi du respect de la séparation catégorielle en milieu carcéral ;
- ↘ La promotion du développement de l'enfance avec une attention particulière aux besoins des filles et des garçons. Dans les structures d'encadrement des cibles du MINAS, il est souligné l'importance d'une répartition spécifique entre les deux sexes dans
- ↘ la prise en charge, assurant ainsi une prise en charge équitable.
- ↘ L'assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille ;
- ↘ Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflit avec la loi etc.

Les recommandations opérationnelles pour une application efficace du genre au MINAS, issues de l'analyse situationnelle à mi-parcours, sont les suivantes :

réviser les politiques existantes dans le domaine de l'action sociale pour inclure des approches transformatrices en genre qui non seulement reconnaissent les inégalités systématiques entre les hommes et les femmes, mais qui s'attaquent aux causes profondes des inégalités ; Renforcer les capacités des praticiens à tous les niveaux en offrant des formations régulières sur les approches transformatrices en matière de genre aux responsables et autres parties prenantes dans le secteur social ; Elaborer et mettre en œuvre une stratégie genre dans le sous-secteur des affaires sociales.

3.3 point sur les autres administrations qui comptent mener une analyse en 2025

Dans le cadre de la mise en œuvre du budget 2025, deux administrations pilotes ont prévu de mener une analyse situationnelle genre. Il s'agit du MINFI et du MINEPIA.

II.4. Quelques avancées enregistrées par administration pilote

Cette section du document permet de mettre en exergue quelques réalisations opérationnelles remarquables aussi bien au regard des activités genre marquées en 2023 (et retenues dans le DBSG 2023), que celles mises en œuvre par les administrations en 2024. Les données relatives à l'exécution financière de ces activités sont issues du dispositif informatique PROBMIS et celles relatives aux réalisations techniques proviennent des RAP 2023 des administrations pilotes.

Au Ministère des Enseignements Secondaires

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINESEC, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Elles ont permis une augmentation du taux de transition du primaire au secondaire, partant de 60,22 % en 2022 à 60,60% en 2023, soit une hausse de 0,38%. Cette hausse s'explique par une amélioration de la capacité d'accueil au secondaire du flux d'élèves venant du primaire comme le témoigne l'évolution du ratio nombre d'apprenants par salle de classe qui est passé de 62 apprenants par salle de classe en 2022 à 60 apprenants par salle de classe en 2023. Il a également été question du renforcement des capacités, de l'encadrement ainsi que du suivi-évaluation des personnels enseignants et administratifs, de l'amélioration du cadre de vie et de travail dans les établissements d'enseignement secondaires. Ainsi, les actions du MINESEC marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINESEC.

Tableau 9 : Exécution des activités sensibles au genre dans le budget 2023 du MINESEC

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 105 : Renforcement de l'accès aux enseignements secondaires	Renforcement des établissements en mobiliers	Equipement de salles de classe en 60 tables banc avec dispositif de protection de l'intimité des élèves filles	taux d'exécution : 100%	6141 tables-bancs avec dispositif de protection de l'intimité des élèves filles et des personnels féminins acquis
		Equipement de salles de classe en bureaux et chaises avec dispositif de protection de l'intimité des enseignantes		888 établissements privés, 03 SENAT et 44 SEDUC ont bénéficié de la subvention
		Equipement de la salle des professeurs en bureaux et chaises avec dispositif de protection de l'intimité des enseignantes		Dans le cadre du transfert des compétences aux régions, les projets ci-après seront réalisés dans les différentes régions dans lesquelles se trouvent les ZEP :
				<p>CONSEIL REGIONAL DE L'ADAMAOUA :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Construction de 06 blocs de 02 salles de classe ; ➤ Construction de 03 ateliers de maçonnerie ; ➤ Equipement des salles de classe en table-bancs. <p>CONSEIL REGIONAL DE L'EST :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Construction de 08 blocs de 02 salles de classe et de deux latrines ; ➤ Construction de 01 atelier pour IH et ESF ;

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
				<p>Equipement en matériel informatique pour certains lycées et collèges.</p> <p>CONSEIL REGIONA DE L'EXTREME-NORD :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Construction de 13 blocs de 02 salles de classe ; ➤ Maîtrise d'œuvre des travaux de construction de 13 blocs de deux salles de classe dans les établissements ci-dessus ; ➤ Réhabilitation de 02 de deux salles de classe au Lycée de Meskine. <p>➤ CONSEIL REGIONAL DU NORD :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Construction de 06 blocs de 02 salles de classe ; ➤ Construction de 06 blocs latrines à six compartiments ; ➤ Equipement de 06 blocs de 02 salles de classe avec 1 104 tables-bancs + 12 chaises pour enseignants. <p>➤ CONSEIL REGIONAL DU NORD-OUEST :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction de 01 bloc de 03 salles de classe ; • Equipement de 02 salles multimédia ; - Réhabilitation <ul style="list-style-type: none"> ➤ de 33 blocs de salles de classe et de 01 atelier ; ➤ Construction de 01 laboratoire de science ; ➤ Construction de 01 infirmerie ; ➤ Construction de 01 forage ; ➤ Construction de 01 clôture (phase 1) ; Construction de 01 salle multimédia phase 1 ; ➤ Equipement en tables-bancs de certains établissements <p>➤ CONSEIL REGIONAL DU SUD-OUEST :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction de 01 bloc pédagogique de 08 salles de classes + 04 bureaux + 04 toilettes de type G au Lycée Bilingue de Bonadikombo Mile 4 Limbe type R+1 ; • - Construction de 01 bloc pédagogique de 08 salles de classes + 04 bureaux + 04 toilettes de type G au Lycée Bilingue d'Ekondo Titi type R+1.

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 106 : Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs femmes et hommes		taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En lien avec le renforcement des capacités : ➤ 406 Inspecteurs et 14439 enseignants formés; ➤ Formation de 126 enseignants de mathématiques dans le cadre du projet AIMS ; ➤ 280 élèves-professeurs ont été suivis et évalués et 10418 Enseignants inspectés *En lien avec la santé scolaire et l'encadrement psychopédagogique : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 01 Campagne d'Animation / sensibilisation des pairs éducateurs sur la santé de reproduction, VIH et fléaux sociaux émergents auprès des jeunes. Elle a permis de toucher 18.605 élèves (7.625 F/10.980 G) ; ➤ 01 Campagne d'Enrôlement sur la plateforme éponyme et promouvoir l'utilisation de la ligne verte auprès des jeunes : 13.656 personnes Touchés (8.716 G + 4.940 F)
		Suivi-évaluation-formation par les IPR des enseignants des deux sexes		
		Formation des hommes et des femmes à l'approche explicite		
		Formation des hommes et des femmes à l'éducation inclusive		
		Formation continue des enseignants et Inspecteurs des deux sexes		
		Suivi-évaluation des personnels hommes et femmes de la chaîne pédagogique		
		Suivi-évaluation par les IPN des Inspecteurs, animateurs Pédagogiques et les élèves-enseignants hommes et femmes		

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation		
			financière	technique	
	Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs femmes et hommes	Suivi-évaluation par les IPR des enseignants hommes et femmes d'informatique			
		Mise sur pied d'une plateforme d'hommes et de femmes de suivi-évaluation des maillons de la chaîne pédagogique			
	Amélioration des apprentissages en Maths à travers le projet AIMS	Appui du MINESEC à la promotion des élèves en général et des filles en particulier dans les STIM (les Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques) partenariat MINESEC-AIMS	taux d'exécution : 100%		
		Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignantes et enseignants de mathématiques à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	taux d'exécution : 100%		
	Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maitres) femmes et hommes	Encadrement et évaluation des enseignants et enseignantes par les IPR de L'inspection pedag reg. du...	taux d'exécution : 98,94%		
	Promotion de l'assistance scolaire chez les filles et garçons en milieu scolaire		taux d'exécution : 0%		Conduire une campagne de Conseil dépistage volontaire et gratuit du VIH : 445 personnes (15 à 24 ans) testées (335 H / 109 F) 04 cas testés positifs (1H / 03 F) et mis sous traitement. (Prévalence 0,90
	Amélioration des conditions et du cadre de travail des enseignants et enseignantes et élèves filles et garçons e milieu scolaire	Construction des blocs de latrines séparées pour les élèves filles et garçons	taux d'exécution : 0%		- Une plateforme pour un appui à distance psychosocial a été développé et des acteurs formés à son utilisation En lien avec l'amélioration du cadre de travail :
	Renforcement du culte d'excellence	Attribution des palmes académiques aux hommes et aux femmes	taux d'exécution : 100%		- Construction de 29 blocs de 06 latrines et de 10 forages ;
Projet prix d'excellence aux enseignants hommes et femmes et aux élèves filles et garçons		- Attribution de 1100 Palmes académiques aux enseignants méritants ;			
Dynamisation des activités post et périscolaires	Renforcement des capacités des personnels hommes et femmes en charge des APPS	taux d'exécution : 100%			

Programme	Activités marquées	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 107 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur enseignements secondaires	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire		taux d'exécution : 99,9%	Données 2022/2023 collectées, traitement et importation des données réalisées; Annuaire statistique 2021/2022 produit; Rapport d'analyse 2019/2020 et 2020/2021 produits
Programme 112 :	Développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire		taux d'exécution : 100%	<p>-La mise en place dans une cinquantaine d'établissements d'enseignement secondaire technique et professionnel des micro-incubateurs d'entreprises</p> <p>-650 enseignants (100 femmes et 550 hommes) formés à l'exploitation des référentiels de formation des nouvelles filières des techniques industrielles (Technique de Gestion Forestière, Couture sur mesure, Maintenance des équipements biomédicaux, Construction et Maintenance Automobile, Chaudronnerie et Tuyauterie Industrielle ...);</p> <p>-25 Chefs de travaux (05 femmes et 20 hommes) formés à la gestion des mini-incubateurs ;</p> <p>-Capacités de 250 enseignants (10 femmes et 240 hommes) renforcées à l'utilisation des nouveaux équipements lourds livrés dans certains établissements d'enseignement Technique dans le cadre de la vision PROESPER ;</p> <p>-Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Technique organisées sur l'ensemble du territoire national ;</p> <p>-Suivi évaluation de 702 enseignants des deux sous-systèmes de la filière de la Sciences et Technologies du Tertiaire dans la mise en œuvre des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat en milieu scolaire ;</p> <p>-Sensibilisation des maillons de la chaîne pédagogique sur le contenu des nouveaux programmes d'entrepreneuriat dans les deux sous-systèmes de la filière des Sciences et Technologies du Tertiaire ;</p>

Au Ministère de l'Education de Base

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEDUB, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Elles ont permis une augmentation significative des effectifs d'élèves et surtout des filles au primaire. Il s'agit entre autres, de la transformation de 360 écoles primaires publiques et 360 écoles maternelles publiques en écoles inclusives ; la sensibilisation des communautés à l'envoi des enfants à l'école notamment des jeunes filles, la stabilisation des enseignants à leur poste de travail à travers la construction des logements d'astreinte et l'octroi des primes de fidélisation notamment dans les ZEP. Ainsi, les actions du MINEDUB marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINEDUB.

Tableau 10 : exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEDUB

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 102 : Universalisation du Cycle Primaire	Développement et suivi des activités pédagogiques administratives dans l'enseignement primaire	Formation des enseignants sur les méthodes et techniques d'enseignement relatives à l'approche inclusive	taux d'exécution : 100%	2 000 enseignants (homme et femme) ont reçu la prime de fidélisation ; 3 000 enseignants (homme et femme) formés sur les pratiques pédagogiques sensibles au genre ;
		Redynamisation des conseils d'écoles dans les EP pour le soutien à l'accès et à l'achèvement de la jeune fille, de l'enfant vulnérable et celui vivant avec un ou plusieurs handicaps	taux d'exécution : 100%	2 546 élèves filles ont bénéficié des bourses d'excellence dans les 10 régions du pays ; 03 régions ont fait l'objet de mobilisation communautaire en faveur de l'inscription et du maintien des filles à l'école ;
		Evaluation du niveau d'atteinte des objectifs assignés aux 69 écoles primaires publiques pilotes inclusives	taux d'exécution : 100 %	2400 acteurs (homme et femme) de la chaîne de supervision pédagogique formés sur le suivi et évaluation des acquis scolaires dans le cycle primaire ;
	Education de la jeune fille	Mobilisation communautaire en faveur de l'inscription et du maintien des filles à l'école	taux d'exécution : 100%	669 salles de classe construites et équipées ; 519 salles de classe réhabilitées ; 80 blocs latrines réalisés ;
		Renforcement des capacités des enseignants pour des pratiques pédagogiques sensibles au genre	taux d'exécution : 100%	19 530 tables bancs fabriquées 04 clôtures construites ; 04 écoles par la Fondation Chantal Biya
		suivi et évaluation de l'opération de distribution des bourses d'excellence scolaire aux meilleures élèves filles au CEP et au FSLC		
	Promotion de l'équité	Fonds de contrepartie du programme MINEDUB-UNICEF		

*Montants en milliers de FCFA

Au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINADER, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINADER marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINADER.

NB: Pour le cas particulier du MINADER, les réalisations affichées dans le RAP ne sont pas sexo désagrégées. Les résultats affichés sont relatifs à la mise en œuvre des activités relatives aux filières portées en majorité par les femmes.

Tableau 11 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINADER

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 184 : production et productivité des filières agricoles	Soutien à la production de la filière maïs	taux d'exécution : 100%	DDA (-1 300T/2 500T de semences certifiées de maïs subventionnées ; ➤ 5 751 104kg/9 000 830kg d'engrais de maïs subventionnés ; ➤ 88 579,6T/221 449T de maïs produits ; ➤ 40 003H/100 009H de maïs cultivés ; ➤ 00T/924T de semences de pré base de maïs subventionnés ;) MIDENO (100T/100T de semences certifiées de maïs produites ; ➤ 50H/50H de maïs cultivés.) PNADCCLG (54T/72T de semences certifiées de maïs produites, conditionnées et distribuées) SOWEDA (76,67T/90T de semences certifiées de maïs produites et distribuées.)
	Soutien à la production de la filière sorgho/mil	taux d'exécution : 4,85%	DDA (- 130T/130T de semences certifiées de mil/sorgho subventionnées ; ➤ 00kg/585 000kg d'engrais de mil/sorgho subventionnés ; ➤ 00T/9 750T de mil/sorgho produites ; ➤ 00H/6 500H de mil/sorgho cultivés ;) ➤ PAPMAV-Q (9 499T/9 499T de sorgho de consommation produits ; ➤ 158,3T/158,3T de semences de sorgho certifiées subventionnées.)
	Soutien à la production de la filière manioc	taux d'exécution : 99,98%	1 173 000/3 000 000 de boutures de manioc certifiées produites et diffusées
	Soutien à la production de la filière pomme de terre	taux d'exécution : 59,25 %	PARPAC/DDA (- 666T/2 400T de semences certifiées pour la production de la pomme de terre ➤ 86 400kg/288 000kg d'engrais subventionnés ➤ 00T/24 000T de pomme de terre produites ➤ 00/24 000 hectares de pomme de terre cultivés) ➤ PAPMAVQ (03/10 serres opérationnelles dans la région de l'Ouest

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ 0,8/02 hectares parcelle semencière mis en place ➤ 657,14T/657,14T de semences certifiées de pomme de terre subventionnées dans les régions du Nord- Ouest ➤ 5 257T/5 257T de pomme de terre produite dans la région du Nord- Ouest)
	Soutien à la production des filières légumières (soja, haricot, arachide...)	taux d'exécution : 99,98	(PAPMAV-Q (· 75T/75T semences certifiées de haricot rouge subventionnées <ul style="list-style-type: none"> ➤ 4 500T/4 500T de haricot rouge produites ➤ 208,26/208,26 semences certifiées de soja subventionnées
	Soutien à la production de la filière maraichère	taux d'exécution : 99,91%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 12 495T/12 495T de soja des consommations produites) PARPAC/DDA (· 00/132 tonnes de semences certifiées de soja subventionnées <ul style="list-style-type: none"> ➤ 148 235,5/296 471 kg d'engrais de soja subventionnés ➤ 00/4 000 tonnes de soja produites ➤ 00/3 294 hectares de soja cultivés)
	Soutien à la production de la filière champignon	taux d'exécution : 100%	1170 000/1 800 000 kg d'engrais subventionnés pour les maraichères <ul style="list-style-type: none"> ➤ 00/120 000 tonnes de maraichères produites ➤ 00T/04T de semences certifiées de maraicher Subventionnées
	Accompagnement des acteurs des filières racines et tubercules, fruits et produits dérivés dans le processus de structuration et renforcement de leurs capacités	taux d'exécution : 0 %	
Programme 185 : gestion durable des systèmes de production agricole et sécurité alimentaire	Aménagement des bas-fonds	taux d'exécution : 97,99%	54/54 hectares de bas-fonds aménagés ; <ul style="list-style-type: none"> ➤ 26/300 superficie de terres agricoles irriguées.
programme 187	Coordination des activités de l'Unité de suivi de la journée mondiale de l'Alimentation, Telefood et Food for Progress program, femmes rurales, point focal genre	taux d'exécution : 78,13%	

*Montants en milliers de FCF

Au Ministère de l'Élevage des Pêches et des Industries Animales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPIA, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINEPIA marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINEPIA.

Tableau 12 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEPIA

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 053: Développement des Productions et des Industries Animales	Assurer le soutien des producteurs hommes et femmes de la filière bovine		taux d'exécution : 27,96%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 05 sessions de sensibilisation et formation ont été réalisées dans les régions septentrionales, du centre et de l'Ouest au profit de 189 représentants des OP dont 76 femmes et 113 hommes dans le cadre de la structuration des acteurs de la filière porcine pour la mise en place de l'inter-profession ; ➤ 48 jeunes, dont 30 hommes et 18 femmes ont reçu des appuis en kits (d'installation et développement) pour le développement de leurs activités de production porcine dans le cadre des activités d'accompagnement des producteurs à travers le PEA-Jeunes;
	Construire et équiper les infrastructures d'élevage de volailles au profit des hommes et des femmes	Réhabilitation de la ferme avicole AFE-MEPIAH de OBILI	taux d'exécution : 100%	10 sessions de formation ont été réalisées pour un total de 328 personnes dont 107 femmes sur les techniques modernes de production du poulet traditionnel (264 personnes) et sur les techniques modernes de production des poulets de chair (64 personnes) dans le cadre de la promotion de l'aviculture familiale
	Assurer une production du miel et des produits de la ruche de qualité au profit des hommes et femmes		taux d'exécution : 0%	
	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries d'autres filières d'élevage		taux d'exécution : 37,81%	74 jeunes, dont 35 hommes et 39 femmes ont reçu des appuis en kits (d'installation et développement) pour le développement de leurs activités de production avicole dans le cadre des activités du PEA-Jeunes ;

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			financier	technique
	Suivre et évaluer la performance du programme		taux d'exécution : 100%	
	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	Projet de Développement des chaînes de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun (PD-CVEP)	taux d'exécution : 100%	3 stations piscicoles de production de géniteurs réhabilités -50 Sessions de formation des acteurs des trois filières -50 OP bénéficiaires -50 Sessions de formation des acteurs des trois filières -50 Nouveaux jeunes entrepreneurs installés -12 Normes produites
PCP-ACEFA: Coordination et gestion en FONCTIONNEMENT		taux d'exécution : 100%	19519 Organisations de producteurs accompagnées dont 285928 exploitations familiales suivies -4638 projets financés pour 17,8 milliards FCFA	
PCP-ACEFA: Coordination et gestion en INVESTISSEMENT		taux d'exécution : 100%	-677 projets financés pour 2,8 milliards -28 conventions d'appui au fonctionnement et à l'Assistance Technique de la PLANOPAC signées	
PCP-ACEFA: Financement des projets des OP en fonctionnement		taux d'exécution : 100%	-28 conventions d'appui au fonctionnement et à l'Assistance Technique du CRPA-Garoua signées	
	Suivi et évaluation de la performance du programme	Organisation de mini comice	taux d'exécution : 100%	10 mini-comices organisés
	Développement d'une production de miel et des produits de ruche de qualité		taux d'exécution : 100%	326 ruches kenyanes ont été acquises au profit des producteurs
	Assurer le soutien et l'accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries de la filière volaille	Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC)	taux d'exécution : 100%	l'élaboration du guide de subvention volet élevage décrivant les procédures d'octroi des subventions en aliment

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			financier	technique
Programme 055 : Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	Développement de la profession vétérinaire au bénéfice des hommes et des femmes	Concertation avec les acteurs du secteur privé vétérinaire en vue de l'appropriation des tests sur les modalités d'exercer des para professionnels vétérinaires	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les capacités de 35 cadres des services vétérinaires renforcées sur la gestion des crises en santé animale et des zoonoses et de 24 cadres sur la gestion des données, la cartographie, l'élaboration du Rapport de Situation (Sitrep), le fonctionnement des opérations d'urgence (EOC), le Système de gestion des incidents (IMS) avec l'appui du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC) ➤ 24 personnels (MINEPIA, LANAVET, MINFOF, Programme Zoonoses, Vétérinaires privés et projet Infectious Diseases Detection and Surveillance) dans la 4ème Cohorte des épidémiologistes de terrain niveau de base (ISAVET) avec l'accompagnement de la FAO ECTAD ; ➤ 250 responsables des services vétérinaires et plus de 70 acteurs des chaînes de valeur des filières d'élevage formés sur la surveillance épidémiologique, la surveillance des maladies de la faune, la gestion des crises, l'utilisation des outils de capture, la collecte des échantillons et les bonnes pratiques d'hygiène et de biosécurité ;
	Acquisition des vaccins contre les maladies aviaires pour l'aviculture familiale		taux d'exécution : 100%	Production de 25 231 725 doses de vaccins et diluant soit 715 550 doses d'Anthravax, 1 207 450 doses de Capripestovax, 175 000 doses de Nodulovax, 8 598 800 doses de Perivax, 3 422 050 doses de Pastovax, 4 745 500 doses de Symptovax, 233 475 doses de Multivax et 455 870 doses de diluants par le Laboratoire National Vétérinaire (LANAVET)
Programme 057: Développement des Productions Halieutiques	Rendre disponible les intrants aquacoles de qualité au profit des hommes et femmes		taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ finalisation de la construction du débarcadère et du marché aux poissons de Youpwe à Douala, avec l'appui de la coopération japonaise ➤ réhabilitation du marché aux poissons à Idenau
	Rendre disponible les intrants aquacoles de qualité au profit des hommes et femmes		taux d'exécution : 100%	

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			financier	technique
	Gestion durablement les pêches de capture		taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION PAS ENCORE DISPONIBLE DANS LE PPA
	Assurer l'appui conseil auprès des acteurs hommes et femmes	Organisation des concertations avec les opérateurs économiques dans le domaine de la pêche et aquaculture	taux d'exécution : 0%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ organisation de 02 ateliers de sensibilisation à Yaoundé et Douala au profit de 90 acteurs (soit 57 femmes) impliqués dans le traitement, la transformation et le stockage des produits halieutiques, sur les bonnes pratiques ➤ Trois (03) Sessions du Comité de l'Appel à Manifestation aux Investisseurs Nationaux et Internationaux
Programme 059 : Gouvernance et appui Institutionnel dans le sous-secteur EPIAH	Collecter et analyser les statistiques administratives désagrégés du sous-secteur EPIA par sexe et par âge		taux d'exécution : 100%	
	Promotion du genre et lutte contre les IST SIDA COVID		taux d'exécution : 79,95	Une (01) mission de sensibilisation sur le VIH SIDA/IST/COVID-19 effectuées dans 04 départements de la région du Centre (Monatélé, Mfou, Mbalmayo et Ngoumou). Une (01) mission de sensibilisation sur le VIH SIDA/IST/COVID-19 effectuées dans 04 départements de la région du Centre (Monatélé, Mfou, Mbalmayo et Ngoumou).
	Réaliser des enquêtes spécifiques genre sensible dans le sous-secteur EPIA		taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En ce qui concerne le RGAE : ➤ la poursuite de la collecte des données sur la transhumance ; ➤ la révision de la cartographie censitaire ; ➤ la reprise de la réalisation Recensement pilote mutualisé ; ➤ la formation des formateurs/superviseur et des contrôleurs sur le module de base ; ➤ la validation du document de méthodologie et des outils de collecte du module complémentaire principal ; ➤ la validation du document de méthodologie et

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
				des outils de collecte du module productivité des cheptels ; <ul style="list-style-type: none"> ➤ la finalisation et validation des outils techniques de collecte des données du module complémentaire sur l'aquaculture avec l'appui du PDCVEP ; ➤ L'apurement des bases de données.
	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle		taux d'exécution : 89,63%	20 personnels des services centraux formés sur le Budgétisation Sensible au Genre ;

*Montants en milliers de FCFA

Au Ministère de la Santé Publique

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINSANTE, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Elles ont notamment contribué à améliorer la visibilité des activités de promotion de la nutrition ainsi que celles visant la réduction de la transmission mère et enfant du VIH. Toutefois, l'on note le faible accompagnement des femmes enceintes testées positives lors des CPN. En effet, la totalité des femmes enceintes testées séropositives en CPN n'est pas mises sous traitement ARV. En outre il est observé une diminution des opérations de distribution des MILDA aux femmes enceintes et une baisse de la demande de service de santé maternelle. Elle s'est traduite en 2023 à travers le recours tardif à la CPN, la faible assiduité des femmes enceintes aux CPN. Ainsi, les actions du MINSANTE marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINSANTE.

Tableau 13 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINSANTE

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 045 : prévention de la maladie	Acquisition et distribution des MILDA	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 691 675 MILDA ont été distribuées aux femmes enceintes sur 741 503 vue en CPN1 pour un taux de couverture de 93% ➤ 380 425 femmes enceintes ont reçu au moins 3 doses de traitement préventif intermittent (TPI) à la Sulfadoxine Pyriméthamine (SP) sur 741 503 reçues en consultation prénatale 1, soit un taux de couverture 51,3% sur 64.6% attendu pour un taux de réalisation de 79.4% ➤ Sur 826 115 FEC reçues en Consultation Prénatale et Salle d'accouchement (CPN & SA) 798 146 ont été testées au VIH, soit 96,6%. Une réalisation en baisse de 0,3 point par rapport à l'année 2022.
	Dépistage des parasites et de la drépanocytose respectivement chez les donneuses de sang en âge	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Sur 15 378 femmes enceintes identifiées VIH+ dans le pays, 13 899 ont été mises sous TARV, soit 90,4%, une performance quasi identique à celle observée en 2022
	Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les femmes enceintes et les nouveaux nés exposés au VIH		

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
	Projet d'appui à l'élimination de la Transmission du VIH Sida de la Mère à l'Enfant au Cameroun	taux d'exécution : 100%	
	Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	taux d'exécution : 100%	
Programme 046 : promotion de la santé et nutrition	Commémo-ration des journées internationales de santé	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ - 100 prestataires de soins hommes et femmes en SRA ont été formés dans 06 régions ➤ - 4665 adolescentes, adolescents/jeunes filles, jeunes garçons ont été sensibilisés lors de la fête de la jeunesse 2023 en SRA
	Communication pour le changement de comportement	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ - 2 campagnes de sensibilisation et de prestation des soins de santé sexuelle et reproductive des adolescents, adolescentes, jeunes filles et jeunes garçons y compris la PF dans 05 régions ➤ - 788 184 femmes enceintes ont reçu la 3ème dose de fer acide folique
	Mise en place des structures opérationnelles de transfusion sanguine et mise à disposition des produits sanguins labiles sécurisés sur l'ensemble du territoire national	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ - Achat d'intrants nutritionnels (ATPE + Laits thérapeutiques) par les fonds GFF ➤ - Formation de 34 personnels de santé des Centres de Nutrition Thérapeutiques en Interne (CNTI) des hôpitaux de district de la région de l'Extrême-Nord sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë
	Renforcement des capacités et du cadre de référence en santé mentale	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ - Formation de 54 personnels de santé des Centres de Nutrition en Ambulatoire pour la Malnutrition aiguë sévère (CNAS) des régions de l'Extrême-Nord sur la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère ➤ - Réalisation de l'enquête SMART/SENS dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est chez les réfugiés, les déplacés internes et les populations hôtes
	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ - Réalisation de l'Evaluation de l'état nutritionnel y compris l'anémie des adolescentes dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est
	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ - Actualisation et validation du manuel de référence du fonctionnement des services adaptés aux adolescents et aux jeunes dans les FOSA et autres points de prestation des services
	Sensibilisation de la population au niveau communautaire sur la PF	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ - Dans le cadre de la mise en place progressive de la CSU : 100 responsables d'Organisation de la Société Civile briefées sur la CSU. Enrôlement de 59,4% des bénéficiaires à enrôler dans la CSU Phase I ce qui traduit une participation communautaire active vu le taux d'adhésion
	Sécurisation des produits contraceptifs	taux d'exécution : 100%	
	Vulgarisation de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	taux d'exécution : 0%	

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
	Raffermissment des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	taux d'exécution : 100%	
	Renforcement les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	taux d'exécution : 100%	
	Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ démarrage du Projet de construction de l'Hôpital Régional de Mbalmayo ➤ poursuite de la mise en œuvre des chantiers du Programme Conjoint phase 2 portant sur la réalisation des travaux de réhabilitation des bâtiments des FOSA de 4e , 5e et 6e catégories dans les Régions du Centre et de l'Est ainsi que par la réalisation des forages dans les FOSA de 4 e , 5e et 6e catégories dans lesdites Régions.
Programme 047 : renforcement du système de sante	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4e 5e et 6e catégorie	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fourniture de vingt (20) ambulances médicalisées de type « tricycles » dans les formations sanitaires de 5ème et 6ième catégories. · Acquisition des équipements d'oxygénothérapie (50 concentrateurs d'oxygène) pour les formations sanitaires de 5ème et 6ième catégories · L'acquisition du matériel médical de gynécologie obstétrique pour les formations sanitaires de 3e , 4 e et 5e catégories ; ➤ Mise en place du plan de communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU ➤ 60% de la population cible dans la CSU. Résultat obtenu, 65% de la population cible enrôlée dans la CSU, soit 108,33%. ➤ 78 FOSA accréditées et mettent en œuvre le Chèque santé dans la région de l'Est. ➤ 81 FOSA accréditées qui mettent en œuvre le Chèque santé dans la région du Sud. ➤ Construction des centres d'enrôlement et déploiement de l'équipement dans 8 régions du pays.
	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1 et 2e catégorie	taux d'exécution : 100%	
	Conduite et réalisation des travaux de construction réhabilitation des bâtiments administratifs et autres infrastructures	taux d'exécution : 0%	
	Mise en place d'un plan communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU	taux d'exécution : 100%	
	Implémentation de la phase 1 de la CSU	taux d'exécution : 100%	
Programme 048 : prise en charge des cas	Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 498 453 femmes enceintes ont bénéficié d'un accouchement assisté par un personnel qualifié ➤ Elaboration d'un module sur l'oxygène chez le nouveau-né, l'enfant et la mère ;
	Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Formation de 25 formateurs centraux sur l'oxygène chez le nouveau-né, l'enfant et la mère ➤ Mise en œuvre des actions de régulations dans les FOSA ayant enregistré des décès maternels (S'assurer que le personnel qualifié, le plateau technique est adéquat...);
	Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Révision des directives SDMPR ; 4 Sous –groupes techniques de coordination de la Prévention et la Transmission Mère Enfant ont été réalisés ➤ 98 Hôpitaux de District sur 166 offrent des services de transfusion sanguine selon les normes.

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
	Projet d'appui à la sante maternelle néonatale et infantile PASMNI	taux d'exécution : 100%	➤ 203 028 femmes enceintes ont reçu au moins 3 doses de traitement préventif intermittent (TPI) à la Sulfadoxine Pyriméthamine (SP) pour un taux de 64,6%.
	Projet d'appui à la sante maternelle néonatale et infantile PASMNI	taux d'exécution : 100%	
	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	taux d'exécution : 100%	
programme 049 :	Coordination des activités des services à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	taux d'exécution : 100%	la formation des personnels Infirmiers, Sage-Femmes, Techniciens Médicosanitaires et Techniciens du Génie Sanitaire a été améliorée ursuite le plaidoyer auprès des Services du Premier Ministre pour le recrutement des SageFemmes/ Maïeuticiens
	Gestion du personnel	taux d'exécution : 100%	
	Développement de la politique partenariale	taux d'exécution : 100%	

*Montants en milliers de FCFA

Au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINPROFF, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINPROFF marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINPROFF.

Tableau 14 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINPROFF

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 140 : Auto-nomisation économique des femmes	Promotion du football féminin	taux d'exécution : 100%	appui à l'insertion socioéconomique de 498 femmes et filles formées dans les CPFF ➤ renforcement des capacités de 585 femmes dans divers domaines (transformation des aliments de base, fabrication du yaourt, fumage du poisson et du poulet, etc.) au CTA de Maroua et à l'UPT de Ngaoundéré ➤ promotion du football féminin à travers l'accompagnement des Louves MINPROFF ;
	Renforcement des capacités économiques des femmes	taux d'exécution : 100%	
	Soutien à l'innovation et la normalisation des initiatives économiques des femmes entrepreneur	taux d'exécution : 97,99%	
	Promotion de l'entrepreneuriat féminin	taux d'exécution : 99,99%	

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
	Formation femmes et filles à la création des AGR	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ poursuite de la mise en œuvre du Programme Maisons digitales dans les CPFF, dans l'optique de contribuer à l'amélioration de la situation socioéconomique des filles et femmes par leur insertion à l'économie numérique, à travers l'utilisation des TIC dans les zones urbaines et rurales.
	Soutien à la résilience socioéconomique des femmes vivant en milieu rural face aux crises et aux effets négatifs du changement climatique	taux d'exécution : 99,99%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ octroi des appuis financiers à 210 groupes de femmes pour la mise en place d'une Activité Génératrice de Revenus (AGR) ; ➤ la formation de 50.012 filles et femmes en entrepreneuriat et gestion des Activités Génératrices de Revenus (AGR)
	Promotion de la femme vivant en milieu rural	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ renforcement des capacités de 12 leaders d'organisations féminines sur la mise en place des micro-entreprises dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage en milieu urbain ; ➤ la diffusion des informations sur les opportunités économiques auprès de 100 femmes entrepreneures ; ➤ l'appui à la participation de 10 femmes entrepreneures au Sommet Mondial des Femmes ; ➤ l'octroi des appuis en matériel agropastoral à 732 groupes de femmes ; ➤ -l'organisation en partenariat avec la FUTPAC de la première édition du Salon Africain de la Femme Rurale (SAFER) ; ➤ le renforcement des capacités de 502 responsables d'organisations féminines sur les procédures d'obtention d'un titre foncier; ➤ renforcement des capacités de 4719 femmes vivant en milieu rural sur diverses thématiques notamment les techniques de production, de transformation et de commercialisation des produits de base
Programme 141 : Promotion du statut social de la femme et du genre	Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de la femme et de la fille	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ la sensibilisation de 12.826.096 personnes dans le cadre de la lutte contre les VBG ; ➤ acquisition de 1 136 kits de dignité pour les survivantes de VBG dans les espaces de prise en charge des femmes dans les grandes villes d'accueil (Yaoundé, Douala, Bafoussam) ;
Programme 141 : Promotion du statut social de la femme et du genre	Suivi des engagements internationaux et régionaux ratifiés par le Cameroun en matière de promotion et protection des droits de la femme	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ la vulgarisation de la Stratégie Nationale de Lutte contre les VBG et du Plan d'Action National pour l'élimination des Mutilations Génitales Féminines (MGF);

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
	Renforcement de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ mise en place de 03 plateformes régionales de lutte contre les VBG dans les régions du Nord, de l'Est et du Sud; ➤ -prise en charge de 3296 survivantes ; ➤ renforcement des capacités de 256 éléments des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et la mise en place des Gender/desk ; ➤ formation de 196 leaders des partis politiques pour l'inclusion des femmes dans les postes de prise de décisions. ➤ sensibilisation de 456.000 hommes-femmes sur la participation des femmes dans les opérations de maintien de la paix ; ➤ assistance à 2.783 femmes et filles dans les zones en crise ; la formation de 36 leaders communautaires, religieux, femmes, jeunes, enseignants sur la Résolution 1325 et la culture de la paix
	Célébration des journées commémoratives dédiées à la femme	taux d'exécution : 100%	
	Renforcement des capacités des femmes en politique	taux d'exécution : 100%	
	Redynamisation et accompagnement du Réseau des Femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique, Chapitre du Cameroun	taux d'exécution : 100%	
	Mise en œuvre du Plan d'action des Résolutions 1325 et connexes	taux d'exécution : 99,99%	
	Intégration du genre dans la Planification et la Budgétisation	taux d'exécution : 95,29%	
	Vulgarisation et suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre	taux d'exécution : 100%	
Programme 142 : Développement de la famille et protection des droits de l'enfant	Amélioration des connaissances sur la famille et l'enfant	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ la production et la distribution de 25 000 dépliant sur la parentalité positive et la malnutrition. ➤ -la vulgarisation du Guide d'accompagnement juridique des veuves ; ➤ l'appui à la légalisation de 2.182 unions libres ; ➤ la sensibilisation de 5.000 familles sur la violence conjugale, domestique et familiale et sur la parentalité positive. ➤ la sensibilisation de 3000 veuves sur les thématiques liées à la santé mentale, au bien-être de la famille et sur la violence conjugale, domestique et familiale ; ➤ la formation de personnels et pairs éducateurs sur les Pratiques familiales Essentielles et les Fistules obstétricales ; ➤ organisation d'une campagne de dépistage volontaire gratuit du VIH lors de la Journée de la Femme Africaine et la Journée Internationale de la Femme 160 personnes conseillées
	Elaboration de la politique nationale de la famille et d'un plan opérationnels de mise en œuvre	taux d'exécution : 100%	
	Renforcement des capacités et protection des droits des membres de la famille	taux d'exécution : 0%	
	Elaboration et mise en œuvre d'un programme de Promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au sein des familles et des communautés	taux d'exécution : 99,9%	
	Renforcement des capacités économiques des familles démunies/vulnérables	taux d'exécution : 100%	

Au Ministère des Affaires Sociales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINAS, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINAS marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINAS.

Tableau 15 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINAS

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 070 : Protection sociale de l'enfance	Assistance éducative aux enfants des communautés autochtones, en particulier chez la jeune fille	taux d'exécution : 100%	23506 jeunes issus des communautés autochtones (12814 filles et 10692 garçons) sensibilisés à la faveur 1378 causeries éducatives organisées
	Prise en charge des enfants des filles et garçons vulnérables dans les institutions pour l'éveil précoce	taux d'exécution : 100%	224 enfants vulnérables (114 filles et 110 garçons) bénéficiaires de prise en charge holistique dans les institutions pour l'éveil précoce
	Prévention du handicap et des maladies invalidantes chez les filles et garçons	taux d'exécution : 100%	23 939 personnes touchées (16624 femmes et 7315 hommes par les activités de sensibilisation sur les maladies invalidantes et les mesures de prévention organisées dans les hôpitaux
	Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	taux d'exécution : 100%	149 701 acteurs de la chaîne éducative (85006 filles/femmes et 64595 garçons/hommes) sensibilisés sur les effets néfastes de la drogue
	Suivi des enfants filles et garçons ayant besoin des mesures spéciales de protection	taux d'exécution : 100%	22 512 enfants ayant besoin de mesures spéciales de protection bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial, notamment : <ul style="list-style-type: none"> ➤ 477 enfants victimes de trafic (128 filles et 349 garçons) ; ➤ 2009 enfants victimes d'abandon (1053 filles et 956 garçons) ; ➤ 13130 enfants victimes d'autres formes de négligence (7197 filles et 5933 garçons) ; ➤ 8705 enfants victimes de traite (4889 filles et 3816 garçons)
	Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflits avec la loi	taux d'exécution : 99,22%	5640 enfants gardés à vue ou en détention (776 filles et 4864 garçons) bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial
	Lutte contre le phénomène des EDR	taux d'exécution : 99,99%	843 (137 filles et 706 garçons) Enfants de la Rue resocialisés/réinsérés
	Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	taux d'exécution : 100%	933 mineurs inadaptés sociaux (273 filles et 660 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge institutionnelle

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 071 : protection sociale des groupes à vulnérabilités spécifiques et solidarité	Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	taux d'exécution : 99,57%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 10320 enfants réfugiés (5557 filles et 4763 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS ; ➤ 53 887 enfants déplacés internes (31078 filles et 18046 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS ;
	Mobilisation communautaire et accompagnement psychosocial des personnes affectées et infectées par le COVID-19	taux d'exécution : 100%	578 personnes affectées ou infectées par la Covid-19 (300 femmes et 278 hommes) bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial
	Renforcement des mesures de promotion des personnes handicapées hommes et femmes.	taux d'exécution : 99,93%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 174 personnes handicapées (80 filles/femmes et 94 garçons/hommes) bénéficiaires d'une prise en charge holistique en institution ; ➤ 4144 nouvelles personnes handicapées (1539 filles/femmes et 2605 garçons/d'hommes) bénéficiaires de Cartes Nationales d'Invalidité (CNIv) ;
	Adaptation et optimisation de l'offre de prévention, de dépistage précoce des incapacités, et de réadaptation fonctionnelle des personnes handicapées hommes et femmes	taux d'exécution : 100%	<p>01 campagne de sensibilisations sur la prévention des incapacités, le dépistage précoce et la réhabilitation des handicaps qui a touchée 291 personnes</p> <p>Poursuite de l'amélioration du plateau technique de réhabilitation et de prise en charge des personnes handicapées avec la rénovation du CNRPH de Yaoundé et l'opérationnalisation du CRPH</p>
	Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des personnes handicapées hommes et femmes	taux d'exécution : 100%	➤ -9128 (4668 filles et 4460 garçons) enfants handicapés et ceux nés de parents handicapés bénéficiaires de placements scolaires, d'appui à l'éducation spéciale et/ou de frais de participation aux examens officiels ;
	Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	taux d'exécution : 99,93%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ 5546 personnes âgées (1600 femmes et 3946 hommes) bénéficiaires d'une aide médicale à l'initiative des Services de l'Action Sociale auprès des hôpitaux ; ➤ 05 campagnes de sensibilisation et d'éducation des CTD sur la mise en place des réseaux de volontaires nationaux engagés dans la lutte contre l'âgeisme
	Contrôle et suivi de la conformité sociale des projets et des populations impactés	taux d'exécution : 99,99%	➤ 39 missions de suivi de la conformité sociale des projets effectuées Consultations interrégionales en vue de l'élaboration des indicateurs de suivi évaluation et contrôle de la conformité sociale des projets

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
			<ul style="list-style-type: none"> ➤ 09 outils d'opérationnalisation du décret N°2022/5074/PM du 04 juillet 2022 fixant les modalités d'exercice du contrôle de la conformité sociale des projets élaborés ➤ 450 (205 femmes et 245 hommes) intervenants de la chaîne de suivi et de la mise en œuvre de la gestion de la dimension sociale des projets sensibilisés
	Mise en œuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV	taux d'exécution : 100%	-2128 PSV (1358 femmes et 770 hommes) bénéficiaires des appuis en AGR ; -50 (11 femmes et 39hommes) nouvelles PSV réinsérées à travers la mise en œuvre du Programme d'Appui à l'Insertion et la Réinsertion Professionnelle des Personnes Vulnérables

Au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINDDEVEL, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINDDEVEL marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINDDEVEL.

Tableau 16 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINDDEVEL

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Taches marquées	Réalisation	
			financière	technique
Programme 098 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur décentralisation et développement local par actions et activités	Animation de l'action sociale en faveur des hommes et des femmes	Attribution des aides et secours ponctuels	taux d'exécution : 0%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Production de l'annuaire statistique ; ➤ 01 projet de loi portant modernisation du système d'enregistrement des faits d'état civil élaboré, validé et transmis
		Analyse statistique de l'approche genre des aides attribuées	taux d'exécution : 100%	
		Formation des Délégués Régionaux et Départementaux du MIND-DEVEL sur l'arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	taux d'exécution : 100%	
		Analyse statistique de l'approche genre des personnels ayant bénéficiés d'au moins une session de formation au cours de l'année de référence	taux d'exécution : 100%	
programme 099	Arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	Analyse statistique de l'approche genre sensible du fichier du personnel des CTDs	taux d'exécution : 100%	
		Accompagnement à la mise en œuvre du budget programme	taux d'exécution : 100%	

Au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPAT, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les actions du MINEPAT marquées comme genre sensible dans le budget 2023 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elles les résultats obtenus au terme de l'exécution du budget 2023. Les données relatives aux réalisations techniques sont issues du RAP 2023 du MINEPAT.

Tableau 17 : Exécution des activités genre sensible dans le budget 2023 du MINEPAT

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Réalisation	
		financière	technique
Programme 019 : «Renforcement de la planification stratégique et amélioration de la gestion des équilibres régionaux et locaux de développement »	Projet Régional sur l'Autonomisation de la Femme et le Dividende Démographique (SWEDD) du 8ème Programme de Coopération Cameroun/ UNFPA	taux d'exécution : 91,93%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'intégration des services de nutrition dans les unités de Santé de Reproduction des Adolescents et Jeunes (SRAJ), de Centre Multi fonctionnel de Promotion des Jeunes (CMPJ) (Fortification Alimentaire en Fer (FAF)/Déparasitage plus éducation nutritionnelle couplés aux activités de prévention de VIH/SIDA et Planification Familiale) et poursuite de la Supplémentation en fer des adolescentes en milieu scolaire dans les régions de l'Extrême Nord et de l'Est ; ➤ L'appui à la supplémentation en fer, acide folique et du déparasitage des femmes enceintes et adolescentes dans les Districts de Santé cibles de l'Extrême Nord. ➤ Le renforcement des capacités des Unités / Groupements de femmes des aires de santé de l'extrême nord, du Centre et de l'Est à la production des farines infantiles enrichies à base des produits locaux ; ➤ L'appui des groupes de soutiens à travers les activités d'amélioration de la diversité alimentaire et d'autonomisation des femmes (jardins potagers et Activités Génératrices de Revenus (AGR)). ➤ La Promotion des bonnes pratiques de nutrition à travers la communication multimédia et digitale dans les districts de santé de la ville de Yaoundé ; ➤ L'appui à la promotion de l'ANJE, Supplémentation en vitamine A, FAF dans les communautés des villes de Bertoua et Maroua à travers la communication de masse et la mobilisation sociale ; ➤ L'organisation des séances de sensibilisation, les démonstrations culinaires à base des aliments locaux au niveau communautaires (groupes de soutien, associations) et FOSA de l'Extrême Nord et de l'Est, couplée aux conseils sur le planning familial et le suivi communautaire.
Programme 023 : Renforcement du partenariat au développement et l'intégration régionale	Programme de coopération Cameroun Unicef 2022-2026 volet nutrition	taux d'exécution : 99,9%	

II.5. Analyses de l'exécution des dépenses à mi-parcours (novembre) du budget 2024

Cette section du document permet de mettre en exergue quelques réalisations opérationnelles remarquables aussi bien au regard des activités genre marquées, que celles mises en œuvre par ces administrations en 2024. Les données relatives aux réalisations financières de ces activités sont issues du dispositif informatique PROBMIS et celles relatives aux réalisations techniques des

Au Ministère des Enseignements Secondaires

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINESEC, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINESEC marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à novembre 2024.

Tableau 18 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINESEC

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
PROGRAMME 105 : renforcement de l'accès aux enseignements secondaires	ACTION 01 : développement des infrastructures scolaires	Construction de salles de classe clés en main	Construction d'un bloc administratif R+1 au CETIC DE BIMBIA	taux d'exécution : 99,9%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Grace aux Ressources qui leurs ont été transférées, les Régions ont construit 1 établissement clé en mains, deux blocs pédagogiques de 8 salles de classe en R+1, 78 salles de classe, 1 atelier, 1 salle multimédia, 1 laboratoire de sciences, 1 bloc administratif, 1 infirmerie, 1 forage et 10 blocs de toilettes. Des salles de classe et des ateliers ont été équipés en tables-bancs et en matériels didactiques ➤ 'accroissement de l'offre d'éducation par la création de 49 nouveaux établissements scolaires d'enseignement public ; l'ouverture de 77 établissements scolaires et la transformation de 60 établissements scolaires de premier cycle transformés en établissements scolaires de second cycle
			Construction d'un bloc pédagogique de 08 salles de classes +04 bureaux et 04 toilettes en R+1 au LB DE LIMBE DANS LE SUD -OUEST		

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
PROGRAMME 106 : - amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des enseignements secondaires	ACTION 01 - amélioration de l'action pédagogique	Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs	Toutes les tâches	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ création et organisation de la MINESEC-CUP (Coupe du Ministre des Enseignements Secondaires au bénéfice des Enseignants); ➤ célébration du mérite des enseignants par l'attribution de médailles des Palmes Académiques
		Amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ création et organisation de la MINESEC-CUP (Coupe du Ministre des Enseignements Secondaires au bénéfice des Enseignants); ➤ célébration du mérite des enseignants par l'attribution de médailles des Palmes Académiques
		Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maitres)	Toutes les tâches	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ poursuite de la prévention et de la lutte contre les violences en milieu scolaire et la sensibilisation et la formation des différentes catégories de membres de la communauté éducative sur la lutte contre ces fléaux ➤ Les sessions de renforcement des capacités des élèves pairs éducateurs (membres des clubs santé) de Buéa, Yaoundé 3 et Nkongsamba en préparation sur les thématiques suivantes ➤ santé de reproduction des adolescents ; ➤ prévention du VIH ; ➤ prévention des violences ; ➤ prévention de

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
					<ul style="list-style-type: none"> ➤ consommation de drogues ; ➤ élaboration de la cartographie de risques et de vulnérabilité (CRV) liée au VIH, aux violences et à la consommation de drogues.
	ACTION 03 - amélioration des conditions de travail et de vie en milieu scolaire	Amélioration des conditions et du cadre de travail des enseignants et enseignantes et élèves filles et garçons	Construction d'une clôture au LYCEE DE LAMAL POEGUE	taux d'exécution : 100%	PAS ENCORE DISPONIBLE
PROGRAMME 107 : - gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur enseignements secondaires	ACTION 02 - renforcement de la planification et de la coopération au MINESEC	Construction et équipement des Lycées Professionnels	Toutes les tâches	taux d'exécution : 100%	Données statistiques 2023/2024 collectées
PROGRAMME 112 :- intensification de la professionnalisation et optimisation de la formation dans le sous secteur des enseignements secondaires	ACTION 01 - renforcement de l'offre de formation professionnalisante	Construction et équipement des Lycées Professionnels	Toutes les tâches	taux d'exécution : 27,16%	la poursuite des travaux pluriannuels de construction et d'équipement des Lycées Techniques et Professionnels Agricoles de YAGOUA dans l'Extrême-Nord et de LAGDO dans le Nord, ainsi que ceux du Lycée Professionnel d'Ekounou à Yaoundé dans la Région du Centre et de OMBE dans la Région du Sud-Ouest
	ACTION 02 - Développement de la culture entrepreneuriale en milieu	Mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements secondaires techniques	Appui aux projets d'établissement et aux incubateurs	taux d'exécution : 30,59%	la mise en place des incubateurs de microentreprises dans plus de 75 (soixante-quinze) établissements d'enseignement technique et professionnel, dans le cadre du développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
		Mise en place des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	Implantation et suivi-évaluation des programmes d'initiation à l'entrepreneuriat	taux d'exécution : 100%	la mise en place des incubateurs de microentreprises dans plus de 75 (soixante-quinze) établissements d'enseignement technique et professionnel, dans le cadre du développement de la culture entrepreneuriale en milieu scolaire
		Organisation des journées portes ouvertes	Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel (JPO/ESTP)	taux d'exécution : 100%	PAS ENCORE DISPONIBLE
			Organisation et supervision des Journées Portes Ouvertes de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel par l'IP-OVS	taux d'exécution : 100%	PAS ENCORE DISPONIBLE
		Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises pour les enseignants et la formation en alternance des apprenants	Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des spécialités des techniques industrielles	taux d'exécution : 99,98%	organisation de stages en entreprises pour 566 enseignants.
			Organisation solennelle de la cérémonie de remise des attestations de fin de stages en entreprise aux enseignants de l'ESTP	taux d'exécution : 100%	

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
			Organisation et suivi-évaluation des stages en entreprises et la formation en alternance des Sciences et Technologies du Tertiaire	taux d'exécution : 100%	

*Montants en milliers de FCFA

Au Ministère de l'Education de Base

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEDUB, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEDUB marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à novembre 2024.

Tableau 19 : Exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEDUB

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Tâche marquées	Realisation à date	
			financière	technique
Programme 102 : Universalisation du Cycle Primaire	Développement et suivi des activités pédagogiques administratives dans l'enseignement primaire	Formation des enseignants sur les méthodes et techniques d'enseignement relatives à l'approche inclusive	taux d'exécution :	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Redynamisation des conseils d'écoles dans les EP pour le soutien à l'accès et à l'achèvement de la jeune fille, de l'enfant vulnérable et celui vivant avec un ou plusieurs handicap	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Evaluation du niveau d'atteinte des objectifs assignés aux 69 écoles primaires publiques pilotes inclusives	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Education de la jeune fille	Mobilisation communautaire en faveur de l'inscription et du maintien des filles à l'école	taux d'exécution : 99,7%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2023	Tâche marquées	Realisation à date	
			financière	technique
		Renforcement des capacités des enseignants pour des pratiques pédagogiques sensibles au genre	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		suivi et évaluation de l'opération de distribution des bourses d'excellence scolaire aux meilleures élèves filles au CEP et au FSLC	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Promotion de l'équité	Fonds de contrepartie du programme MINEDUB-UNICEF	taux d'exécution : 35,31%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

*Montants en milliers de FCFA

Au Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPIA, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEPIA marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à novembre 2024.

Tableau 20 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEPIA

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
Programme 053 - développement des productions et des industries animales	Action 2 Amélioration de la productivité et de la production de la filière porcine	Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	FCP-Projet de Développement des chaînes de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun(PD-CVEP)	taux d'exécution : 100%	100 producteurs (10 femmes, 30 jeunes et 60 hommes) ont été appuyés en aliment et en porcelets par la Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest (CDENO)
	Action 03 - Amélioration de la productivité et de la production de la filière avicole	Construction et équipement des infrastructures d'élevage de volailles	Acquisition des incubateurs,	taux d'exécution : 94,13%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Acquisition de poulaillers améliorés métalliques (Sud et Nord)	taux d'exécution : 94,13%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
		Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries de la filière volaille	- Appui en intrants pour l'élevage des poulets au profit des femmes (AFE-MEPIA Centre)	taux d'exécution : 38,72%	<p>➤ 21 500 poussins de trois semaines ont été mis à disposition de 370 producteurs de poulets de chair dont 200 femmes et 165 jeunes à des prix préférentiels par la station d Bali</p> <p>➤ 91 éleveurs de volailles ont été formés aux techniques modernes d'incubation pour la production des poussins d'un jour (dont 52 femmes, 25 hommes et 14 jeunes) par la Caisse de Développement de l'Élevage du Nord-Ouest (CDENO)</p>
			APPUI BUDGETAIRE-Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour la subvention des aviculteurs en aliments pour poulets de chair	taux d'exécution : 38,72%	
		APPUI BUDGETAIRE-Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le renforcement des capacités structurelle et technique de l'IPAVIC sur les mécanismes d'appui et de suivi des bénéficiaires	taux d'exécution : 38,72%		
	Action 05 - Amélioration de la productivité et de la production des autres filières d'élevages (élevage des équins et des asins, apiculture, élevages non conventionnels et des animaux de	Développement d'une production du miel et des produits de la ruche de qualité	Acquisition du matériel apicole de production destiné aux apiculteurs hommes et femmes	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Développement de la production fourragère	Acquisition des équipement de production de fourrage au profit des éleveurs laitiers	taux d'exécution : 10,32%	
				taux d'exécution : 10,32%	

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
		Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que agro-industries de la filière volaille	- Appui en intrants pour l'élevage des poulets au profit des femmes (AFE-MEPIA Centre)	taux d'exécution : 38,72%	<p>➤ 21 500 poussins de trois semaines ont été mis à disposition de 370 producteurs de poulets de chair dont 200 femmes et 165 jeunes à des prix préférentiels par la station d Bali</p> <p>➤ 91 éleveurs de volailles ont été formés aux techniques modernes d'incubation pour la production des poussins d'un jour (dont 52 femmes, 25 hommes et 14 jeunes) par la Caisse de Développement de l'Elevage du Nord-Ouest (CDENO)</p>
			APPUI BUDGETAIRE-Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour la subvention des aviculteurs en aliments pour poulets de chair	taux d'exécution : 38,72%	
			APPUI BUDGETAIRE-Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le renforcement des capacités structurelle et technique de l'IPAVIC sur les mécanismes d'appui et de suivi des bénéficiaires	taux d'exécution : 38,72%	
	Action 05 - Amélioration de la productivité et de la production des autres filières d'élevages (élevage des équins et des asins, apiculture, élevages non conventionnels et des animaux de	Développement d'une production du miel et des produits de la ruche de qualité	Acquisition du matériel apicole de production destiné aux apiculteurs hommes et femmes	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Développement de la production fourragère	Acquisition des équipement de production de fourrage au profit des éleveurs laitiers	
			Acquisition des broyeurs de tiges au profit des éleveurs laitiers	taux d'exécution : 100%	

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
Programme 057 :- développement des productions halieutiques	ACTION 01 - Maitrise de la production des pêches de captures	Acquisition du matériel et des équipements de pêche au profit des hommes et femmes	Acquisition des Pirogues de pêches en appui aux communautés de pêcheurs	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Construction, réhabilitation et équipement des infrastructures de pêche	- Construction des halls de mareyage pour la valorisation des produits de la pêche	taux d'exécution : 0%	Finalisation de la construction et préparation à la mise en fonctionnement du débarcadère et du marché aux poissons de Youpwé dans le cadre de la coopération avec le Japon.
	Action 03 – Appui conseils aux acteurs	Facilitation de l'accès des hommes et des femmes aux financements	Contribution de l'Etat- Projet de Développement de l'Entrepreneuriat Aquacole (PDEA)	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
Programme : 059 - gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur élevage, pêches et industries animales	Action 02 - Planification et gestion budgétaire	Réalisation des études stratégiques au niveau du sous-secteur EPIAH	Manuel guide de subvention ; dépliants et les affiches	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Actualisation des outils de planification et de programmation sensible à la BSGE	Actualisation des documents de planification et de programmation	taux d'exécution : 100%	02 Cadre de Dépenses à Moyens Termes (CDMT initial et ajusté) élaborés et validés par le comité PPBS, le MINEPAT et le MINFI ;
		Collecte et analyse des statistiques administratives désagrégés du sous-secteur EPIAH par sexe et par Age		taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Mise en place des bases de données genre sensible dans le sous-secteur-EPIAH	APPUI BUDGETAIRE-Programme d'Appui au Renforcement de la Production Agricole du Cameroun (PARPAC) pour le Développement d'une base de données des acteurs de la chaîne des valeurs de la filière avicole	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Programme	Action	Activité	Tâche	Realisation à date	
				financière	technique
	Action 04 : – Gestion des ressources humaines	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	Célébration de la journée internationale de la femme (JIF)	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Promotion du genre et lutte contre les IST/VIH/SIDA/COVID-19	Réunions statutaires du comité genre	taux d'exécution : 79,16%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Participation à la Journée de la Femme Rurale	taux d'exécution : 79,16%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Montants en milliers de FCFA*

Au Ministère des Affaires Sociales

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINAS, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINAS marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à novembre 2024.

Tableau 21 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINAS

Programme	Action	Activité	Tâche	Réalisation au 31 mars 2024	
				financière	technique
					<ul style="list-style-type: none"> ➤ victimes de traite bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ➤ 128 filles et 349 garçons victimes de trafic bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ➤ 1 053 filles et 956 garçons victimes d'abandon bénéficiaires d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ; ➤ 7 197 filles et 5 933 garçons victimes d'autres formes de négligences ont bénéficié d'au moins un service d'accompagnement psychosocial ;

Programme	Action	Activité	Tâche	Réalisation au 31 mars 2024	
				financière	technique
	Action 03 : renforcement de la réadaptation et accompagnement à l'insertion et réinsertion de l'enfant vulnérable inadapté	Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	toutes les taches	taux d'exécution : 100%	➤ 914 mineurs inadaptés sociaux (228 filles et 686 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge institutionnelle
Programme 071 : protection sociale des groupes à vulnérabilités spécifiques et solidarité nationale	Action 01 : protection sociale des personnes handicapées	Renforcement des mesures de promotion des personnes handicapées hommes et femmes	Appui à l'insertion scolaire des enfants handicaps et indigents	taux d'exécution : 100%	358 enfants (139 filles et 119 garçons) handicapés et ceux nés de parents handicapés bénéficiaires de placements scolaires et/ou de frais de participation aux examens officiels
		Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des personnes handicapées hommes et femmes	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfant handicapé	taux d'exécution : 100%	Campagne de sensibilisation « ring the bell »
			Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants vulnérables	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea	taux d'exécution : 100%	77 enfants et jeunes handicapés (53 filles et 20 garçons) bénéficiaires de prise en charge en institution
			Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou	taux d'exécution : 100%	
	Action 02 : assistance publique en faveur des personnes âgées	Amélioration de la santé et du bien-être des personnes âgées hommes et femmes	toutes les taches	taux d'exécution : 100%	786 personnes âgées (453 femmes et 333 hommes) bénéficiaires d'une aide médicale à l'initiative des Services de l'Action Sociale auprès des hôpitaux
	Action 03 : inclusion sociale des populations et communautés autochtones	Opérationnalisation du dispositif institutionnel de protection des populations autochtones vulnérables	Appui aux fonctionnements du foyer communautaire Baka de Mintoum	taux d'exécution : 100%	11 PAV (02 filles et 09 garçons) issues de la communauté BAKA pris en charge au Foyer Communautaire de Mintom

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Réalisation au 31 mars 2024	
				financière	technique
			Suivi et coordina-tion des activités des partenaires en matière de pro-motion des droits et d'inclusion socio économique des PAV	taux d'exécu-tion : 100%	5091 PAV et communautés autochtones parmi lesquels 1893 femmes bénéficiaires de l'accompagnement du MINAS et ses partenaires dans le cadre de l'accès aux services sociaux
		Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples au-tochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	toutes les taches	taux d'exécu-tion : 100%	473 PAV (250 gar-çons/d'hommes et 223 filles/femmes bénéficiaires d'un accompagnement pour l'ob-tention de la CNI 1365 PAV (655 filles/femmes et 710 garçons/hommes) bénéfi-ciaires d'un accompagnement pour l'enregistrement à l'état civil
	Action 04 : assistance aux individus, groupes et commu-nautés a vulnérabilités conjonctu-elles	Accompagne-ment psy-chosocial des personnes dé-placées et réfu-giées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	toutes les taches	taux d'exécu-tion : 100%	➤ 10320 enfants réfugiés (5557 filles et 4763 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS ;
					➤ 49 122 enfants déplacées internes (31 076 filles et 18 046 garçons) bénéficiaires d'une prise en charge auprès des structures opérationnelles du MINAS
		Gestion sociale des flux migra-toires	toutes les taches	taux d'exécu-tion : 100%	➤ INFORMATION NON DIS-PONIBLE DANS LE PPA
	Action 05 : promotion de l'action sociale en fa-veur des PSV	Mise en œuvre des pro-grammes de transferts so-ciaux en faveur des hommes et femmes socia-lement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV	toutes les taches	taux d'exécu-tion : 87,93%	2049 PSV (1149 femmes et 900 hommes) bénéficiaires des aides et secours ponctuels dans les différentes com-munes du Cameroun ; 323 PSV (157 femmes et 166 hommes) bénéficiaires d'un appareillage
		Mise en place du Registre Social Unifié du Cameroun (RESUC)	toutes les taches hors FINE	taux d'exécu-tion : 100%	Équipements informatiques

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Réalisation au 31 mars 2024	
				financière	technique
		Organisation et gestion des secours aux profits des nécessiteux par les CTD	Toutes les tâches	taux d'exécution : 100%	1363 PSV (hommes) bénéficiaires d'une assistance ponctuelle (scolaire, médicale, alimentaire...) ; 367 PSV (femmes) bénéficiaires d'un appareillage ; 379PSV (hommes) bénéficiaires d'un appareillage ; 493 PSV (femmes) bénéficiaires d'un appui en AGR ; 228 PSV (hommes) bénéficiaires d'un appui en AGR
		Participation à la gestion et à l'entretien des centres de promotion et de réinsertion sociale par les CTD	toutes les tâches	taux d'exécution : 100%	40 centres bénéficiaires

Au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINEPAT, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINEPAT marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à novembre 2024.

Tableau 22 : exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINEPAT

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Réalisation à date	
				financière	technique
Pro-gramme 019 : planification stratégique et aménagement durable du territoire	Action 01 : Appui et suivi des actions de développement régional et local	Suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de développement hors FINEX et transferts et subventions	Appui budgétaire au projet Filets Sociaux	taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Fonds de contrepartie en dépenses réelles du projet Filets Sociaux	taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Acquisition de matériel au profit des GIC, ONG et Associations	taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Mise en œuvre du Programme Agropoles (Ressources d'investissement)	taux d'exécution : 100%	Accompagnement matérielle et financière des agropoles notamment ceux ayant des femmes comme promotrices
			Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	taux d'exécution : 100%	Priorisation du matériel agricole acquis au profit des GIC, ONG et Association des femmes.
			Contribution de l'Etat en taxes et droit de douane du PERIZ-MAÏSMANIO	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Appui en investissement du Sous-programme de Réduction I	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			de la Pauvreté à la Base-Phase I		
	Action 04 : renforcement de la dimension population dans les plans et programmes de développement	Renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	taux d'exécution : 0%	IIINFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Réalisation à date			
				financière	technique		
		Suivi des activités des institutions sous-tutelles dans le domaine de la population et du développement	Suivi et recette de la Revue à mi-parcours des Objectifs de Développement Durable (ODD)	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA		
	Coordination des activités de planification des services sociaux et des ressources humaines de la Nation et suivi des questions de population et de genre						
	Projet «Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement» du 8ème Programme de Coopération Cameroun/ UNFPA		Fonds de Contrepartie du du Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA			taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
Pro-gramme 022 : appui à la transformation structurelle pour l'accélération de la croissance	Action 01 : renforcement de la surveillance économique et de la veille stratégique	Appui à la mise en oeuvre des activités de l'INS	Réalisation de la 5ème Enquête Camerounaise auprès des Ménages	taux d'exécution : 100%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un atelier de l'apurement de la base et de la tabulation de la phase 1 du RGE3 s'est tenu du 16 au 22 juin 2024 ; ➤ Les documents (rapports principal, rapport sur l'emploi de temps et rapport sur le travail des enfants) de l'ECAM5 sont en cours de rédaction ; ➤ Collecte des données réalisée dans les régions cibles et en cours d'exploitation pour la mise en place d'un dispositif de production des statistiques sur l'environnement et les changements climatiques. L'atelier et la réunion pour l'identification des indicateurs sont prévus 		
			(ECAM 5)				

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Réalisation à date		
				financière	technique	
	Action 04 : renforcement de l'efficacité de la programmation et de la budgétisation des projets d'investissements publics	programmation des dépenses	Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2024-2026 (EPA CTD)	taux d'exécution : 100%	Accompagnement effectif de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2025-2027 avec un accent particulier sur la prise en compte du genre	
			organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	taux d'exécution : 100%		➤ Tenue des conférences du 12 au 21 août 2024 ; un rapport genre de cette activité disponible
Validation technique des « CDMT initiaux » 2024-2026 des administrations, des EPA et CTD	taux d'exécution : 100%	➤ Tenue des conférences de validation technique CDMT du 21 au 24 mai 2024 ; un rapport genre de cette activité disponible				
		préparation, élaboration et diffusion du budget d'investissement	Organisation des conférences budgétaires	taux d'exécution : 100%	➤ - Tenue des conférences budgétaires du 01 au 06 novembre 2024 ; un rapport genre de cette activité disponible	
	Action 05 : Suivi, évaluation et contrôle de l'exécution du budget d'investissement public	Evaluation et audits de la dépense	Révue des activités des administrations publiques	taux d'exécution : 100%	Tenue des conférences de validation des rapports de revue des activités des administrations en mars 2024	
Pro-gramme 023 : renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	Action 03 : amélioration de l'efficacité du partenariat au développement	Mise en œuvre du Programme de Coopération Cameroun-UNICEF 2022-2026: Volet Nutrition	Contribution de l'Etat pour le Programme de Coopération Cameroun	taux d'exécution : 99,25%		

Montants en milliers de FCFA*

Au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINPROFF, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINPROFF marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à novembre 2024.

Tableau 23 : Exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINPROFF

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2024	Réalisation	
		financière	technique
Programme 140 : Autonomisation économique des femmes	Toutes les activités hors salaire	taux d'exécution : 43,85%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En ce qui concerne le renforcement de l'employabilité des femmes, ➤ ·la construction des Centres de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) de Mayo-Darlé, Yinkui, Yoko, Batchenga et Kekem ➤ ·la réhabilitation de vingt (20) CPFF ➤ ·la sécurisation de cinq (05) CPFF ➤ ·l'équipement de dix (10) CPFF ➤ ·l'appui à l'insertion de 482 filles et femmes formées dans les Unités Techniques Spécialisées du MINPROFF ➤ ·la formation de 7 730 filles et femmes dans divers métiers dans les CPFF ➤ S'agissant du développement de l'entrepreneuriat féminin, ➤ ·la formation de 19 319 filles et femmes en entrepreneuriat et gestion des Activités Génératrices de Revenus ; ➤ ·l'octroi des appuis financiers pour la mise en place d'une AGR à 235 femmes et 56 groupes de femmes ; ➤ ·le renforcement des capacités de 60 femmes entrepreneures sur le packaging, les procédures de formalisation des entreprises, l'éducation financières et les opportunités de la ZLECAf ; ➤ ·l'appui à l'organisation et à la participation des femmes entrepreneures à 04 salons et foires en vue de la valorisation de leurs savoirs-faire ➤ Pour ce qui est du renforcement du pouvoir économique des femmes vivant en milieu rural, ➤ ·l'octroi des appuis en matériel agropastoral à 205 groupes de femmes ; ➤ ·la formation de 3 500 femmes sur les outils d'entrepreneuriat individuel et collectif ➤ ·l'appui en matériels et équipement de production et de transformation agropastorale à 12 organisations paysannes ; ➤ ·la sensibilisation de plus de 1 000 femmes vivant en milieu rural sur les opportunités de l'import-substitution
Programme 141 : Promotion du statut social de la femme et du genre	Toutes les activités hors salaires	taux d'exécution : 32,47%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En matière de promotion et protection des droits de la femme ➤ la prise en charge holistiques des 1703 survivant(e)s des VBG dans les dix (10) régions ➤ l'acquisition et la distribution de 904 kits de dignité pour les survivantes de VBG ; ➤ la sensibilisation des 3 447 368 personnes sur les VBG et les droits de la femme dans les dix régions
		taux d'exécution : 32,47%	
		taux d'exécution : 32,47%	
		taux d'exécution : 32,47%	

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2024	Réalisation	
		financière	technique
		taux d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> ➤ ·l'élaboration de l'avant-projet de loi portant institutionnalisation des quotas relatifs à la représentation des femmes dans les espaces civiques et politiques au Cameroun; ➤ ·la formation de 213 militaires sur les VBG et 29 officiers et sous-officiers de gendarmerie sur la prise en charge holistique des VBG; ➤ ·la formation de 103 personnes aux approches sur les genres et la prévention de la violence sexiste à Yaoundé 4 ; ➤ le renforcement des capacités des OSC et personnels du MINPROFF dans la prise en charge des VBG avec 113 participants; ➤ S'agissant de la promotion du leadership féminin et de la participation des femmes à la prise de décision, ➤ la participation de 190 personnes aux rencontres des femmes chefs traditionnels; ➤ la promotion du leadership féminin en politique à Garoua et à Kribi avec la participation de 80 personnes issues du RDPC, SDF, MDR, PCRN ➤ la sensibilisation de 126 739 femmes et filles sur le leadership et participation des femmes à la prise des décisions ; ➤ le renforcement de capacité des 60 femmes leaders sur le leadership dans le monde numérique ; ➤ le renforcement des capacités de 103 personnes sur le leadership des femmes et des jeunes pour un processus électoral inclusif ➤ En ce qui concerne la promotion de la participation et protection des femmes dans les actions humanitaires, de paix et de sécurité, ➤ la présentation officielle du Deuxième Plan d'Action National (PAN) de mise en œuvre des Résolution 1325 et Connexes et sa vulgarisation ➤ ·la sensibilisation de 760 personnes sur l'agenda femme, paix et sécurité, la consolidation de la paix et la cohésion sociale ➤ ·la participation de 25 personnes à l'atelier de renforcement du rôle de la femme et de la jeune fille dans la consolidation de la paix au Cameroun
Programme 142 : Développement de la famille et protection des droits de l'enfant	Toutes les activités hors salaire	taux d'exécution : 43,52%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ la sensibilisation de 3 000 veuves sur leurs droits ; ➤ la sensibilisation de 4 000 familles sur la parentalité positive et les discours haineux. ➤ le renforcement des capacités de 1 432 veuves à la création des AGR accompagné d'appuis multiformes à la réalisation des activités y relatives ; ➤ la célébration collective de 432 mariages ; ➤ la sensibilisation de 1 815 217 personnes sur les violences conjugales, familiales et domestiques ;
		taux d'exécution : 43,52%	
		taux d'exécution : 43,52%	
		taux d'exécution : 43,52%	

Programme budgétaire	Activités marquées dans le budget 2024	Réalisation	
		financière	technique
		taux d'exécution : 43,52%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ la sensibilisation de 177 436 adolescent(e)s et jeunes notamment des filles sur l'éducation complète à la sexualité (ECS) ; ➤ la mobilisation des familles et des communautés en faveur de la riposte au VIH/SIDA dans le secteur femme et familles et l'accélération de l'élimination de la transmission mère enfants avec 53 452 personnes sensibilisées ; ➤ la contractualisation avec 20 radios communautaires sur la promotion des Pratiques Familiales Essentielles et la lutte contre les fistules obstétricales ➤ la mobilisation de 751 personnes/familles pour l'adoption des Pratiques Familiales Essentielles (PFE) et la lutte contre les fistules obstétricales ; ➤ l'élaboration du draft 0 du Plan d'Opérationnalisation de la Lutte Contre la Mortalité Maternelle, Néonatale et Infanto-juvénile ➤ l'accompagnement des familles dans l'enregistrement de 9 333 enfants à l'état civil ; ➤ l'organisation des dialogues intergénérationnels pour mettre fin au mariage d'enfants ; ➤ la mise en place des child desks dans 43 Unités de police et de gendarmerie ; ➤ l'organisation d'une campagne de sensibilisation pour le maintien des filles à l'école, dans les zones d'éducation prioritaires.
		taux d'exécution : 43,52%	
		taux d'exécution : 43,52%	
Programme 143 : Appui institutionnel et gouvernance	Production des données statistiques pour le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de promotion et protection de la famille, de la femme et de l'enfant	taux d'exécution	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Mise en place d'un système d'informations statistiques	taux d'exécution :	

*

Au Ministère de la Santé Publique

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINSANTE, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINSANTE marquées comme genre sensible dans le budget 2024 sont condensées dans le tableau ci-dessous. Ledit tableau présente pour chacune d'elle le niveau de réalisation à novembre 2024.

Tableau 24 : Exécution à mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINSANTE

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
Pro-gramme 045 : prévention de la maladie	Action 01 : prévention des maladies transmissibles	Acquisition et distribution des MILDA hors FINEX	Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	14 420	taux d'exécution : 94,93%	52,07% (187 614) des femmes enceintes sur les 306 307 reçues en première consultation prénatale ont bénéficié gratuitement d'au moins 03 doses de traitement préventif intermittent (TPI) à la Sulfadoxine Pyriméthamine (SP),
			Acquisition et distribution des MILDA aux enfants de 0 à 11 mois lors des vaccinations	8 000	taux d'exécution : 94,93%	264 165 MILDA ont été distribuées aux femmes enceintes et 290 310 aux enfants de moins de 05 ans,
			Contribution de l'Etat au Programme National de Lutte contre le Paludisme (FCP)	2 500 000	taux d'exécution : 94,93%	286 969 moustiquaires imprégnées à longue durée d'action (MILDA) sur 295 773 prévues ont été distribuées lors des campagnes de masse dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest,
	Action 02 : surveillance et réponse aux maladies à potentiel épidémique, aux zoonoses et événements de santé publique	Activités de vaccination des enfants contre la tuberculose et l'hépatite virale B	toutes les tâches	15 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 03 : prévention de la transmission mère-enfant du VIH et santé maternelle, néonatale infantile des adolescents	Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	toutes les tâches	15 000	taux d'exécution : 66,61%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant évalué à 2,4% au premier semestre 2024. ➤ Sur 366 693 femmes enceintes reçues en consultation prénatale (CPN) et en salle d'accouchement, 312 871 ont été testées au VIH, soit 85,4%. ➤ Sur 6339 femmes enceintes dépistées positives au VIH, 5 480 ont été mises sous traitement ARV, soit 86,4%. ➤ 89,6% des femmes enceintes dont le statut était déjà connu étaient sous ARV, contre 74,5% pour celles dont le statut a été découvert au cours de la présente grossesse.

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date		
					financière	technique	
		Renforcement de la prévention du diabète, de l'hypertension artérielle et des autres MCNT	Campagnes de dépistage du diabète		taux d'exécution : 100%	La prévention contre les maladies non transmissibles a été marquée par de nombreuses campagnes de dépistage des cancers, de l'hypertension, du diabète, etc.	
			Célébration de la journée mondiale de lutte contre l'Hypertension Artérielle (HTA)	5 000	taux d'exécution : 100%		
			Célébration de la journée mondiale de lutte contre le diabète	5 000	taux d'exécution : 100%		
			Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	toutes les tâches	23 000	taux d'exécution : 77,67%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 04 : prévention des maladies non transmissibles	Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Réactivation des registres du cancer		10 000	taux d'exécution : 82,45%	S'agissant de la prévention du cancer, la vaccination contre le HPV chez les garçons et filles s'est poursuivie avec des taux de couverture respectifs de 14,8% et 22,9%.
			validation du document de politique et du guide pour le dépistage des cancers	8 000	taux d'exécution : 82,45%		
			Campagne de dépistage du cancer du sein (octobre rose)	7 000	taux d'exécution : 82,45%		
			sensibilisation des professionnels de santé sur le dépistage du cancer du col par la méthode VIA/VILI	7 000	taux d'exécution : 82,45%		
				organisation d'une campagne de sensibilisation et de masse sur les cancers les plus fréquents	10 000	taux d'exécution : 82,45%	

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
Pro-gramme 046 : promotion de la sante et nutrition	Action 01 : renforcement des comportements favorables a la sante	Commémoration des journées	Célébrations des journées camerounaises/mondiales	100 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
Pro-gramme 046 : promotion de la sante et nutrition			Célébrations des journées camerounaises/mondiales de santé		taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Organisation de la journée mondiale des toilettes		taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Commemoration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme au niveau Central et regional	17 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Organisation de la journée mondiale du lavage des mains	0	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Organisation de la journée mondiale de lutte contre la Tuberculose	5 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	5 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	3 000	taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Organisation du mois de la pre-maturité	3 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Organisation du mois de la pre-maturité	2 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			production de supports de Sensibilisation des jeunes garçons et filles ainsi que des hommes et femmes contre la consommation de l'alcool et du tabac	5 476	taux d'exécution : 100%	➤ 165 personnes atteintes de maladie mentale et errantes (PAMME) ont été retirées de la rue et admises au Village de l'Amour de l'Hôpital Jamot de Yaoundé. 77 autres ont été prises en charge et réinsérées, 362 patients sont suivis en communauté, soit 241 hommes et 121 ➤ Le Plan stratégique national de lutte contre les drogues 2024-2030 a été élaboré et diffusé,

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
						➤ tout comme la première édition du bulletin épidémiologique en santé mentale.
	Action 02 : renforcement de la planification familiale et promotion de la sante de l'adolescent	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	toutes les taches	24 511	taux d'exécution : 42,15%	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La sensibilisation des jeunes et des adolescents sur les bonnes pratiques à adopter en matière de santé sexuelle et reproductive notamment à travers des campagnes, mais aussi dans les Centres Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse et les cliniques des adolescents ouvertes dans les formations sanitaires. ➤ La promotion de la planification familiale et la mise à disposition des contraceptifs o La formation des prestataires en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents et planification familiale ➤ La détection et la prise en charge des cas de violences sexuelles en particulier et des violences sur le genre en général o La promotion de la consultation prénatale pour les femmes enceintes et de l'hygiène menstruelle pour les adolescentes ; ➤ La prévention et la prise en charge des avortements clandestins. ➤ La promotion de la planification familiale et la mise à disposition des contraceptifs ➤ La formation des prestataires en matière de santé sexuelle et reproductive des adolescents et planification familiale ➤ La détection et la prise en charge des cas de violences sexuelles en particulier et des violences sur le genre en général ➤ La promotion de la consultation prénatale pour les femmes enceintes et de l'hygiène menstruelle pour les adolescentes ➤ La prévention et la prise en charge des avortements clandestins

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
	Action 03 : amélioration du milieu de vie des populations	Vulgarisation de l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)	toutes les tâches	45 000	taux d'exécution : 0%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 04 : renforcement de la participation communautaire et institutionnelle	Raffermisssement des capacités des acteurs en communication de masse et en sensibilisation de proximité sur le problème d'abus des drogues et des toxicomanies	toutes les tâches	26 103	taux d'exécution : 52,77%	➤ Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées dans le cadre de la lutte contre la consommation de l'alcool, du tabac, de la chicha, des drogues et autres substances psychotropes.
	Action 05 : promotion des bonnes habitudes alimentaires et nutritionnelles	Mettre en place un système de surveillance nutritionnelle	toutes les tâches	21 107	taux d'exécution : 79,92%	➤ Des missions ont régulièrement été déployées pour vérifier la qualité des produits alimentaires soumis à la consommation humaine tant sur le marché qu'auprès des sites de fabrication. ➤ 04 projets de texte d'application de la Loi cadre sur la sécurité sanitaire des aliments ont élaborés, ainsi que le Plan Stratégique Multisectoriel de sécurité sanitaire des aliments.
		Renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	toutes les tâches	19 500	taux d'exécution : 100%	➤ plusieurs actions de promotion de l'allaitement maternel exclusif ont été menées, de la fortification alimentaire à domicile, des bonnes pratiques alimentaires et diététiques, de même que la prise en charge des enfants malnutris dans les centres dédiés.
Pro-gramme 047 : renforcement du système de santé	Action 06 : offre infrastructurelles et équipements des formations sanitaires	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 1ère et 2ème catégories	Renforcement de la ligne électrique sur le site du Projet de construction et équipement Centre Hospitalier Universitaire de Dschang (CHUR)	0	taux d'exécution : 0%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
		Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4ème; 5ème et 6èmes catégories	Maintenance des équipements d'imagerie médicale des CHR, HC et HR	1 387 251	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Maintenance des équipements de laboratoires, de ventilations et monitorages des CHR	967 459	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Contribution de l'Etat au projet de renforcement du système national de transfusion (PRESYNAT)	229 630	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			nterventions spéciales du Ministre pour équipement des formations sanitaires	500 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			nterventions spéciales du ministre pour construction /réhabilitation des Formations sanitaires	500 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Actualisation des plans types et normes de construction des FOSA et autres infrastructures sanitaires	30 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Contribution de l'Etat au projet d'appui à la santé maternelle néonatale et infantile (PASMNI)	130 266	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
			Contribution de l'Etat au projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaires et secondaire PARSS	100 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère a l'enfant (PESVI-SIDANE)	178 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
			Contribution de l'Etat au au Projet d'appui au renforcement des services de soins de santé primaire et secondaire (FCP	170 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 08 : amelioration de la protection contre le risque financier en sante	Implémentation de la phase 1 de la CSU	Toutes les taches hors RT et transferts et subventions	33 760 581	taux d'exécution : 99,8%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
		Mise en place d'un plan communication suffisant pour une adhésion massive à la CSU	toutes les taches	183 952	taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
Pro-gramme 048 : prise en charge des cas	Action 01 : mise en oeuvre des interventions curatives a haut impact chez la mere, le nouveau-ne, l'enfant et l'adolescent	Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	toutes les taches	53 161	taux d'exécution : 100%	➤ 51,6% de femmes enceintes ont passé 04 consultations prénatales et plus au cours de leur grossesse, ➤ 259 538 accouchements enregistrés dans les formations sanitaires, pour un taux d'accouchements assistés par un personnel de santé de 49,4%
		Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (volet prise en charge des	toutes les taches	5 000	taux d'exécution : 100%	➤ Le système de gestion de l'incident décès maternels et périnatales et riposte est resté activé.

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Budget DBSG 2024	Réalisation à date	
					financière	technique
	Action 01 : mise en oeuvre des interventions curatives a haut impact chez la mere, le nouveau-ne, l'enfant et l'adolescent	Mise en oeuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	toutes les taches	20 000	taux d'exécution : 100%	38% des femmes enceintes ont été systématiquement dépistées contre le VIH et la syphilis en CPN
	Action 02 : prise en charge des urgences et des catastrophes et crises humanitaires	Prise en charge des événements de santé publique et des catastrophes	toutes les taches hors salaire	3 388 400	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 03 : prise en charge du VIH/SIDA, tuberculose, IST et hepatites virales	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH (PVVIH)	toutes les taches hors FINEX	6 998 119	taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 04 : prise en charge du paludisme	Renforcement de la chaine d'approvisionnement en intrants pour la	toutes les taches	71 000	taux d'exécution : 100%	➤ INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 05 : prise en charge des maladies chroniques non transmissibles (MCNT)	Renforcement de la prise en charge des cas de Cancer	toutes les taches	24 000	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

Au Ministère des Finances

Pour la réalisation des enjeux genre qui interpellent le MINFI, des initiatives tenant compte de l'approche genre sont menées dans le cadre de ses programmes budgétaires. Ainsi, les dépenses du MINFI marquées comme genre sensible dans le budget **2024** sont condensées dans le tableau

Tableau 26 : Exécution a mis parcours (novembre) des activités genre sensible dans le budget 2024 du MINFI

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Réalisation à date	
				financière	technique
			Accompagnement des administrations dans le cadre de l'élaboration des RAP 2022 et du renforcement de leur capacités a la BSG	taux d'exécution : 100%	Les préoccupations genre ont été abordées lors de l'accompagnement des administrations et la validation des RAP
			Organisation des conférences d'examen des RAP 2022	taux d'exécution : 100%	
		Préparation du Débat d'Orienta-tion Budgé-taire (DOB)	Saisine des administrations pour la mise à disposition des contributions au DPEB 2024-2026	taux d'exécution : 100%	Les sections genre ont été insérées dans le DOB
			Relecture de l'avant projet de DPEB 2024-2026 en s'assurant de la prise en compte des contributions des adminis-trations sur le prisme genre	taux d'exécution : 100%	
			Elaboration de la mise en oeuvre des recomman-dations du DOB de l'exercice budgétaire 2023	taux d'exécution : 100%	
		Conférence de budgétisation	Préparation des conférences budgétaires	taux d'exécution : 100%	Les questions de genre ont été discutées lors des conférences

Pro-gramme	Action	Activité	Tâche	Réalisation à date	
				financière	technique
	Action 08 : pilotage et coordination du programme 034	Pilotage et coordination du programme 034	Etude sur la prise en compte du genre au sein du Programme 034	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
Pro-gramme 092 : gouvernance et appui institutionnel	Action 02 : planification et gestion budgétaire	Suivi de l'exécution du budget du MINFI	Etude sur l'application de l'approche genre au MINFI	taux v d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA
	Action 04 : gestion des ressources humaines	Mise en oeuvre du plan de formation	Elaboration et mise en oeuvre du plan de formation sur le prisme genre	taux d'exécution : 100%	INFORMATION NON DISPONIBLE DANS LE PPA

II.6. cartographie des acteurs dans les administrations pilotes

Les femmes restent encore faiblement représentées dans les administrations pilotes comme dans l'ensemble de la fonction publique camerounaise. Cette faible représentativité des femmes est surtout perceptible quand le poste de responsabilité occupé devient plus important. Le détail de la structure du personnel selon le sexe, dans les ministères pilotes, est donné par les tableaux ci-dessous.

Tableau 27 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEPIA en 2024

POSTE DE RESPONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	01	00	01	100,00%	0,00%	100,00%
SG	02	00	02	100,00%	0,00%	100,00%
Directeurs et Assimilés	08	01	09	88,90%	11,10%	100,00%
Directeurs Adjoints (Délégués régionaux)	07	03	10	70,00%	30,00%	100,00%
Sous-directeurs et Assimilés	74	10	84	88,09%	11,90%	100,00%
Chefs de service et assimilés	392	99	491	79,83%	20,16%	100,00%
Chef de bureaux	739	294	1033	71,54%	28,46%	100,00%
Personnel d'appui	1183	1009	2192	53,97%	46,03%	100,00%
TOTAL	2407	1417	3824	62,95%	37,05%	100,00%

Tableau 28 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINADER en 2024

POSTE DE RES- PONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100%	0%	100%
Secrétaire Général	0	1	1	0%	100%	100%
Inspecteurs Généraux	2	1	3	67%	33%	100%
Inspecteurs	5	1	6	83%	17%	100%
Conseillers Techniques	2	0	2	100%	0%	100%
Directeurs	8	3	11	73%	27%	100%
Délégués Régionaux	8	2	10	80%	20%	100%
Sous Directeurs Et Assimilés	29	10	39	74%	26%	100%
Chefs de Services et Assimilés	479	141	620	77%	23%	100%
Chefs de Services Adjoints	326	109	435	75%	25%	100%
Chefs de Services et Assimilés	479	141	620	77%	23%	100%
Chefs de Services Adjoints	326	109	435	75%	25%	100%
Délégués Départementaux	51	7	58	88%	12%	100%
Coordonnateurs	31	11	42	74%	26%	100%
Chefs de Bureaux et Assimilés	1129	457	1586	71%	29%	100%

Tableau 29: Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINAS en 2024

POSTE DE RESPON- SABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	0	1	1	0,00%	100,00%	100%
SG	0	1	1	0,00%	100,00%	100%
IG	1	0	1	100,00%	0,00%	100%
Directeurs et Assimilés	8	3	11	72,73%	27,27%	100%
Directeurs Adjoints	5	5	10	50,00%	50,00%	100%

POSTE DE RESPONSABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Sous-Directeurs	48	50	98	48,98%	51,02%	100%
Chefs de service	236	427	663	35,60%	64,40%	100%
Chefs de bureau	5	17	22	22,73%	77,27%	100%
Cadres et personnels d'appui	386	660	1046	36,90%	63,10%	100%
TOTAL	689	1164	1853	37,18%	62,82%	100%

Tableau 30 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINDDEVEL en 2024

POSTE DE RESPONSABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
SG	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Inspecteur Général	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Conseiller Technique	1	1	2	50.00%	50.00%	100.00%
Inspecteur	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Directeur	12	2	14	85.71%	14.29%	100.00%
Sous-Directeur	24	15	39	61.54%	38.46%	100.00%
Chef de Service	48	54	102	47.06%	52.94%	100.00%
Chef de Bureau	10	18	28	35.71%	64.29%	100.00%
Cadres	54	45	99	54.55%	45.45%	100.00%
Agent de Bureau	14	10	24	58.33%	41.67%	100.00%
Agent d'Appui	5	11	16	31.25%	68.75%	100.00%
TOTAL	172	156	328	52.44%	47.56%	100.00%

Tableau 31 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINSANTE

POSTE DE RESPON- SABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Secrétaire d'Etat	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Secrétaire Général	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Inspecteur général	2	1	3	66.67%	33.33%	100.00%
Directeur Général et Adjoint	17	4	21	80.95%	19.05%	100.00%
Conseillers Techniques	12	1	13	92.31%	7.69%	100.00%
Inspecteurs des ser- vices	12	3	15	80.00%	20.00%	100.00%
Directeur des services centraux	8	3	11	72.73%	27.27%	100.00%
Directeur des Hô- pitaux centraux et assimilé	8	1	9	88.89%	11.11%	100.00%
Délégué Régional	8	2	10	80.00%	20.00%	100.00%
Directeur Hôpital Ré- gional et assimilés	16	2	18	88.89%	11.11%	100.00%
Sous-Directeur des services centraux	24	13	37	64.86%	35.14%	100.00%
Structure techniques spécialisées (LNSP, ONSP, CCOUSP, CNERSH)	1	3	4	25.00%	75.00%	100.00%
Responsable Pro- gramme, Projet et Comité Permanent	14	5	19	73.68%	26.32%	100.00%
Chef de Service et assimilés des services centraux	56	45	101	55.45%	44.55%	100.00%
Chef de bureau	34	42	76	44.74%	55.26%	100.00%
TOTAL	215	125	340	63.24%	36.76%	100.00%

Tableau 32 : Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINESEC en 2024

POSTE DE RESPONSABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	0	1	1	0.00%	100.00%	100.00%
Secrétaire d'État	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
SG	3	0	3	100.00%	0.00%	100.00%
Directeur	18	6	24	75.00%	25.00%	100.00%
Directeur Adjoint	12	4	16	75.00%	25.00%	100.00%
Sous- Directeur	1512	356	1868	80.94%	19.06%	100.00%
Chef de Service	11574	4814	16388	70.62%	29.38%	100.00%
Chef de Service Adjoint	1628	535	2163	75.27%	24.73%	100.00%
Chef de Bureau	510	330	840	60.71%	39.29%	100.00%
TOTAL	15258	6046	21304	71.62%	28.38%	100.00%

Tableau 33: Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINEDUB en 2024

POSTE DE RESPONSABILITE/FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
SG et assimilés	2	1	3	66.67%	33.33%	100.00%
Directeurs et assimilés	8	11	19	42.11%	57.89%	100.00%
Sous directeurs et assimilés	26	30	56	46.43%	53.57%	100.00%
Chefs services et assimilés	41	35	76	53.95%	46.05%	100.00%
Cadres	177	168	345	51.30%	48.70%	100.00%
Personnel d'appui	8	12	20	40.00%	60.00%	100.00%
TOTAL	263	257	520	50.58%	49.42%	100.00%

Tableau 34 :Cartographie sexo-désagrégée des acteurs du MINFI en 2024

POSTE DE RESPONSABILITE/ FONCTION	EFFECTIF ABSOLU			EFFECTIF RELATIF		
	HOMMES	FEMME	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Ministre	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Ministre Délégué	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Secrétaire Général et Assi- milé	1	0	1	100.00%	0.00%	100.00%
Directeurs Généraux et Ins- pecteurs Généraux	5	1	6	83.33%	16.67%	100.00%
Directeurs et Assimilés	41	13	54	75.93%	24.07%	100.00%
Directeurs Adjoints et Assi- milés	81	15	96	84.38%	15.63%	100.00%
Sous-Directeurs et Assimilés	607	249	856	70.91%	29.09%	100.00%
Chefs de Services et Assimi- lés	1,624	893	2,517	64.52%	35.48%	100.00%
Chefs de Services Adjoints et Assimilés	447	210	657	68.04%	31.96%	100.00%
Chefs de Bureaux et Assi- milés	399	397	796	50.13%	49.87%	100.00%
Cadre d'appui et Agents d'appui	4,271	3,088	7,359	58.04%	41.96%	100.00%
Total	7,478	4,866	12,344	60.58%	39.42%	100.00%

**ANALYSE DE LA PRISE
EN COMPTE DU GENRE
DANS LES BUDGETS 2023
DES ADMINISTRATIONS
PILOTES**



III. ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2025 DES ADMINISTRATIONS PILOTES

III.1 Budgétisation des activités genre sensibles dans les projets de performances des administrations pilotes et analyse des ratios

Lors des différents accompagnements faits auprès des administrations, il était recommandé de formuler et de programmer des activités pouvant permettre de réduire les inégalités qui les interpellent dans le Cadre de Mesure de Rendement de la PNG en cohérence avec leurs missions organiques. Cette orientation a été prise en compte et les activités programmées permettent de couvrir tous les axes stratégiques de la PNG. Sur la base de ces activités, des ratios budgétaires sont calculés suivant la démarche méthodologique décrite dans l'encadré ci-dessous.



Encadré 4 : Comptabilisation des dépenses sensibles au genre

Dans le cadre de ce Document Budgétaire Sensible au Genre, ont été considérées comme dépenses sensibles au genre, toute dépense programmée dans le but de réduire l'un des sept niveaux d'inégalités identifiés dans la PNG. Spécifiquement, il s'agit de celles se rapportant aux programmes, actions, activités ou tâches dont les intitulés, les objectifs, les indicateurs ou les extraits visent l'amélioration des conditions physiques et socio-économiques des femmes. Sous réserve de l'approfondissement et l'affinement du champ du concept « genre », les dépenses genre sensibles ont été identifiées dans les PPA 2025 ministériels, de manière consensuelle entre le MINPROFF, le MINEPAT, le MINFI et les administrations sectorielles.

Le ratio est la part du budget consacré aux « dépenses sensibles au genre » ramené au budget global des programmes budgétaires ou du ministère.

Les formules de calcul du ratio-budgétaires genre sont les suivantes :

Ratio- budgétaire genre par Programme = $(\text{budget alloué aux activités genre sensibles dans le programme} \times 100) / \text{budget global du programme}$

Ratio- budgétaire genre par Administration = $(\text{budget alloué aux activités genre sensibles dans l'Administration} \times 100) / \text{budget global de l'Administration}$

NB : les ratios sont calculés hors masse salariale. Les salaires des différents programmes ne sont pas pris en compte dans les analyses.

NB : les Ressources Transférées aux CTD, les Financements Extérieurs ainsi que les transferts et subventions faits ne sont pas comptabilisées lors du calcul du ratio budgétaire genre sensibles.

1.1 analyse de la prise en compte du genre dans le budget de 2024 suivant les axes de la PNG

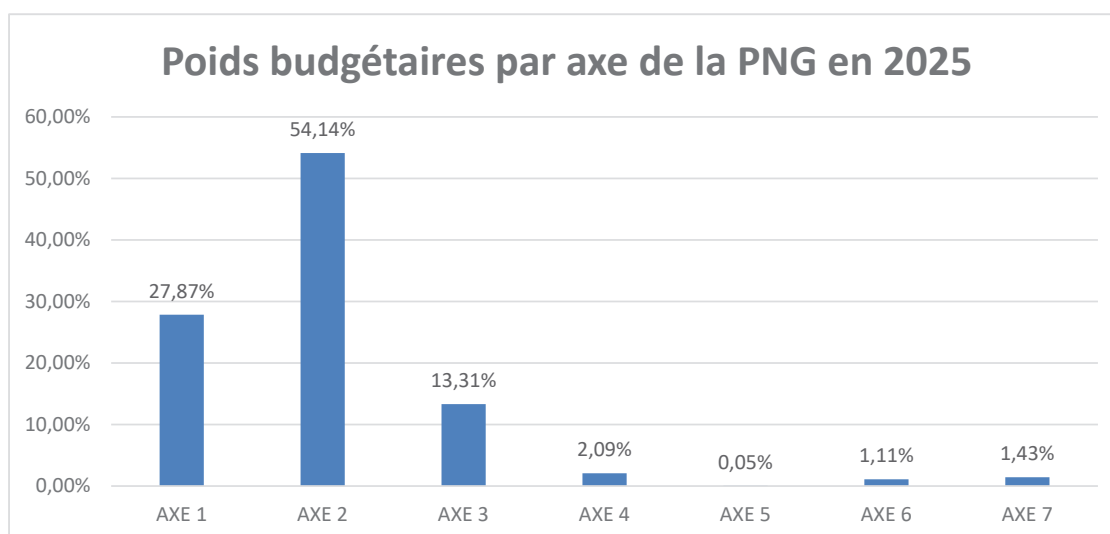
De l'analyse, il ressort qu'environ 87 milliards 190 millions 153 mille FCFA serviront à financer les activités opérationnelles des sept axes stratégiques de la PNG en 2025. Ce budget est inégalement distribué entre lesdits axes. Le détail de cette distribution est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 35 : Poids budgétaire des axes de la PNG en 2025

AXES	BUDGET 2025
AXE 1 : Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	24 298 156
AXE 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies	47 200 428
AXE 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	11 608 389
AXE 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBC).	1 821 300
AXE 5 : Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de prise de décisions	46 500
AXE 6 : Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et de la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble.	970 300
AXE 7 : Renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.	1 245 080
TOTAL	87 190 153

Les axes stratégiques de la PNG contribuent de manière différenciée à la constitution du budget genre en 2025. Ce dernier est plus porté par les activités liées à la santé, l'éducation et la production comme le montre le graphique ci-dessous

Graphique 1 : Poids budgétaires par axe de la PNG en 2025



Les administrations contribuent financièrement de manière inégale à l'atteinte des objectifs visés par les axes. Le détail de la contribution de chaque administration à l'atteinte des objectifs de son axe PNG de rattachement est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 36 : Contribution financière des ministères à l'atteinte des objectifs de chaque axe de la PNG

AXE PNG	MINISTERE	Contribution
AXE 1	MINEDUB	83,57%
	MINESEC	11,84%
	MINAS	1,63%
	MINPROFF	2,96%
AXE 2	MINSANTE	97,82%
	MINEDUB	0,00%
	MINEPAT	1,82%
	MINPROFF	0,36%
AXE 3	MINADER	32,92%
	MINEPIA	15,47%
	MINAS	3,12%
	MINEPAT	15,62%
	MINPROFF	32,87%
AXE 4	MINAS	27,87%
	MINEDUB	1,59%
	MINPROFF	70,55%
AXE 5	MINAS	70,15%
	MINPROFF	29,85%
AXE 6	MINAS	55,79%
	MINPROFF	44,21%
AXE 7	MINDDEVEL	
	MINEPAT	8,36%
	MINFI	34,64%
	MINPROFF	56,06%

Le détail des activités programmées pour réduire les inégalités suivant les axes de la PNG est donné dans les tableaux ci-dessous. Lesdites activités sont assorties de leurs tâches en 2025. Le champ déterminant renvoie au justificatif qui permet de considérer la dépense affichée comme sensible au genre.

Programme 1 : promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2025 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 1 de la PNG. Il s'agit notamment du MINESEC, du MINEDUB, du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités, qui portent uniquement sur la première action de l'axe 1, vont contribuer à accroître la scolarisation de la jeune fille dans les ZEP et réduire leur taux de déperdition scolaire.

Le second volet de l'axe 1 de la PNG (qui porte sur Amélioration des compétences, connaissances et de l'accès équitable des femmes et des filles, des hommes et des garçons, à une information de qualité et aux TIC) ne sera pas considéré dans l'analyse

car aucune des administrations qui y sont interpellées n'est pilote. Il s'agit entre autres du MINPOSTEL, du MINCOM...

Tableau 37 : Budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINESEC, au MINAS, au MINPROFF et au MINEDUB dans le budget 2025

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
Formation des enseignants aux techniques d'animation et de créativité	Toutes les taches	Ces techniques devraient faciliter l'apprentissage notamment chez la jeune fille.
création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	COMMUNE DE MAYO-DARLE (ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	La mise en œuvre de cette activité vise à rapprocher l'école de la jeune fille et donc à faciliter leur accès à l'éducation
	COMMUNE DE NGAOUI : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	
	COMMUNE DE MARTAP (ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	
	COMMUNE DE NGAOUNDERE 1er (ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	
	COMMUNE DE BETARE-OYA(ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	
	COMMUNE DE GASHIGA(ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	
	COMMUNE DE MORA (ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	
	COMMUNE DE BLANGOUA (ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	
	COMMUNE DE DARAK(ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune	

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
	<p>COMMUNE DE LOGONE-BIRNI (ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune e</p> <p>COMMUNE DE ZINA (ABS) : Appui aux CTDs pour création, conformément à la carte scolaire, équipement, entretien (réhabilitation) et maintenance des établissements primaires de la commune</p>	
renforcement des capacités des responsables de la chaîne de préparation et d'exécution du budget	Formation des responsables de la chaîne budgétaire des services centraux du MINEDUB sur la Budgétisation Sensible au Genre (BSG)	La formation porte notamment sur les outils d'opérationnalisation de la BSG
réhabilitation des salles de classe des Ecoles primaires Publiques	dépenses d'investissement non définies à répartir pour réhabilitation et construction	La mise en œuvre de cette activité vise à rapprocher l'école de la jeune fille et donc à faciliter leur accès et maintien dans le système éducatif
	Dépenses d'investissement non définies à répartir pour réhabilitation et construction	
	réhabilitation des Écoles Primaires Publiques	
Construction et Equipement des salles de classe dans les EP	Construction d'une école complète à MALABO	La mise en œuvre de cette activité vise à rapprocher l'école de la jeune fille dans les ZEP et donc à faciliter leur accès et maintien dans le système éducatif
	Construction d'une école complète d'AKOK DUE	
	➤ Construction d'une école complète de MINKOAMEYOS	
	Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP) dans les ZEP	
	Maitrise d'œuvre pour la construction de 04 écoles témoins	
	Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP) dans les ZEP	
Réhabilitation des salles de classe des écoles primaires publiques	Réhabilitation des écoles primaires publiques	La mise en œuvre de cette activité vise à rapprocher l'école de la jeune fille et donc à faciliter leur accès et maintien dans le système éducatif
Construction des écoles témoins	Toutes les taches	La mise en œuvre de cette activité vise à rapprocher l'école de la jeune fille et donc à faciliter leur accès et maintien dans le système éducatif
Renforcement des capacités des Enseignants et Superviseurs pédagogiques sur les pratiques pédagogiques sensibles au Genre	Atelier de renforcement de capacités des Enseignants et superviseurs pédagogiques sur les pratiques pédagogiques sensibles aux genres	Ces pratiques pédagogiques devraient faciliter l'apprentissage notamment chez la jeune fille.
Création et subvention des cantines dans les ZEP	Mise en place d'un modèle pilote de cantine scolaire	Ces activités visent à faciliter le maintien de la jeune fille à l'école notamment celle des ZEP
Suivi des campagnes de dépistages et vaccinations	➤ suivi des campagnes de dépistages et vaccinations	La mise en œuvre de cette activité vise à rapprocher l'école de la jeune fille notamment celle des ZEP et donc à faciliter leur accès et maintien dans le système éducatif

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les taches	
Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les taches	
Programme d'Appui à la Réforme de l'Education au Cameroun (PAREC)		
Projet d'Appui à la Scolarisation dans les Zones d'Education Prioritaire (PASZEP)	Fonds de contrepartie au PASZEP 2	
Fidélisation du Personnel Affecté dans les Etablissements Scolaires en ZEP	fidélisation des Enseignants à leurs Poste	
Promotion de l'équité	Projet Education de Base avec l'appui de l'UNICEF	
éducation de la jeune fille	toutes les taches	La mise en œuvre de cette activité vise à faciliter l'accès et maintien dans le système éducatif, des jeunes filles notamment celles des ZEP
Renforcement des programmes d'alphabétisation afin de valoriser le capital humain en général et en particulier celui des femmes	Toutes les taches	L'analphabétisme touche plus les femmes donc elles constituent la principale cible lors de la mise en œuvre de ces activités
pratique et promotion d'une éducation de base et qualité	formation accélérée des jeunes filles jeunes filles des zones d'éducation prioritaires et en crise	
mise en œuvre des centres de promotion des langues Nationales pour la jeune fille et les femmes adultes	Mise en œuvre des centres de promotion des langues Nationales pour la jeune fille et les femmes adultes.	
suivi-évaluation des activités des écoles expérimentales en langues nationales	mise en œuvre des centres de promotion des langues nationales pour la jeune fille et les femmes adultes au Cameroun	
amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	L'activité vise à faciliter l'apprentissage de matières scientifiques notamment chez la jeune fille.
amélioration de l'accès au service d'orientation par les élèves filles et garçons	Production et diffusion de supports d'information scolaires et professionnelles par la DOVAS	
lutte contre les déperditions en milieu scolaire	toutes les taches	L'activité vise à faciliter le maintien de la jeune fille à l'école
renforcement du culte d'excellence	toutes les taches	L'activité vise à encourager les élèves notamment les filles qui ont de bons résultats

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Téterminant genre
construction et équipement des Lycées Professionnels	➤ Maîtrise d'œuvre des travaux de construction du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yagoua	La mise en œuvre de cette activité vise à faciliter l'accès et maintien dans le système éducatif, des jeunes filles notamment celles des ZEP
	fonds de contrepartie – PADESCE	
	Maitrise d'œuvre du projet de Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	
	Construction et équipement du LP d'Ekounou, Fonds de contrepartie en taxes et douanes	
	Construction et équipement du LP de Douala-Akwa, Fonds de contrepartie en dépenses réelles	
	- Travaux de construction du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yagoua	
	Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	
	construction et équipement du LP de Douala-Akwa, Fonds de contrepartie en taxes et douanes	
	achèvement des travaux de construction et d'équipement du lycée technique de Ombé	
	Construction et équipement du LP d'Ekounou, Fonds de contrepartie	
mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements secondaires techniques	toutes les taches	L'activité vise à initier les jeunes à l'entrepreneuriat chez les jeunes notamment les jeunes filles
assistance éducative aux enfants en situation de vulnérabilité	toutes les Tâches	Les activités contribuent à faciliter l'accès et le maintien des enfants notamment filles à l'école
Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	toutes les Tâches	
appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des hommes et femmes vivant avec un handicap	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfants handicapés	
	Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants vulnérables	
	Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea	
➤ Amélioration des connaissances sur la famille et l'enfant	toutes les taches	Les activités formulées visent à contribuer à faciliter le respect des droits des enfants notamment leur accès et maintien à l'école
Education à la vie maritale et familiale	toutes les taches	
Mise en œuvre du programme d'Education Complète à la Sexualité (ESC)	toutes les taches	
Mise en place des écoles des parents	toutes les taches	
Accompagnement des familles dans l'enregistrement des naissances	toutes les taches	
Mise en œuvre du programme de Parentalité Positive		

Programme 2 : Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, de maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2025 par les administrations pilotes intervenant dans le cadre de l'atteinte des objectifs visés par l'axe 2 de la PNG. Il s'agit notamment du MINSANTE, du MINEPAT, du MINEDUB, et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à

- Améliorer la santé de la reproduction des femmes et adolescentes et réduction de la mortalité maternelle
- Promouvoir le genre dans la lutte contre le VIH – SIDA et d'autres pandémies
- Promouvoir l'éducation des femmes et des adolescentes à la nutrition et aux pratiques familiales essentielles

Ces activités concernent tous les champs couverts par cet axe 2 de la PNG.

Tableau 38 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINSANTE, au MINEPAT, au MINPROFF, du MINEDUB et du MINESEC dans le budget 2025

Activité sensible au genre	taches genres sensibles	déterminant genre
Acquisition et distribution des MILDA	Contribution de l' ETAT au Programme National de Lutte contre le Paludisme	La principale population ciblée lors de la mise en œuvre de cette activité est constituée des femmes enceintes
	Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	
Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	toutes les taches	Ces activités visent à réduire la transmission du VIH notamment de la mère à l'enfant. Elle a pour indicateur : Taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant
	toutes les taches	
Renforcement des actions d'interventions précoces des mésusages des substances dépendogènes en milieu jeunes	toutes les taches	Les jeunes filles sont de plus en plus exposées aux substances dépendogènes
➤ Renforcement de la prévention et de la lutte contre le cancer	Campagne de dépistage du cancer du sein (octobre rose)	L'activité permet de mesurer l'Incidence du cancer de col de l'utérus
	sensibilisation des professionnels de santé sur le dépistage du cancer du col par la méthode VIA/VILI	
Commémoration des journées internationales de santé	Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	les fistules obstétricales affectent les femmes et les filles
Communication pour le changement de comportement	Campagnes de sensibilisation 120 femmes leaders communautaires et traditionnels des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est en vue de leur implication dans la lutte contre la mortalité maternelle néonatale et infantojuvénile dans les régions du septentrion et de l'Est	Cette activité vise à améliorer l'Accès à l'information en matière de promotion de la santé de la femme
	Elaboration des messages en faveur de la lutte contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile pour la diffusion dans les radios/TV	

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	déterminant genre
	Renforcement des capacités de 20 hommes et femmes de 15 médias locaux en communication pour la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent	
	Superviser les 20 médias locaux du septentrion et de l'Est dans le cadre de la contribution des médias de proximité à la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile contractualisées dans le cadre de l'appui budgétaire C2D sur l'effectivité de la diffusion des messages en faveur de la LMMN »	
	Contractualisation avec les médias publics et privés pour la diffusion des messages en faveur de la lutte contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile dans les 7 autres régions	
Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	toutes les taches	L'activité vise essentiellement les femmes en âge de procréer
Renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	toutes les taches	L'activité vise l'amélioration du surpoids et de l'obésité chez les enfants les adolescents et les femmes en âge de procréer
Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4ème ; 5ème et 6èmes catégories : volet CSU	Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère à l'enfant (PESVISIDANE) Maintenance des équipements d'imagerie médicale des CHR, HC et HR Maintenance des équipements de laboratoires, de ventilations et monitorages des CHR	L'activité vise à Renforcer l'offre en infrastructure des FOSA de 4èmes ,5ème et 6ème catégorie pour l'implémentation de la CSU qui a pour principale cible la femme enceinte
Implémentation de la phase 1 de la CSU	toutes les taches	la CSU qui a pour principale cible la femme enceinte
Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-Nouveau-né-enfant-Adolescents et personnes âgées)	Acquisition des registres de consultation prénatale et des registres d'accouchement, registre CPON, VBG	L'une des cibles de l'activité est constituée de femmes enceintes, mères et celles victimes de VBG
Mise en œuvre du programme de lutte contre la mortalité maternelle et infantile	toutes les taches	La cible est constituée de femmes
Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (volet prise en charge des cas)	Toutes les taches	a principale cible est faite de femmes enceintes
Renforcement de l'offre de l'accouchement assisté	Toutes les taches	
Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mere-enfant)	toutes les taches	
Coordination des activités des services à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	Suivi des comités de revue/comite de surveillance des décès maternels, périnataux et ripose (4 regions en 2024, 3 en 2025 et 3 en 2026) Appui financier à la Fondation Chantal Biya	La principale cible est faite de femmes

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Supervision des activités de lutte contre les mutilations génitales féminines mises en œuvre par les acteurs de la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile Dns les régions de l'Extrême-Nord et de l'Es 	
	Appui à l'organisation de la campagne de sensibilisation digitale et médiatique sur les fistules obstétricales	
Projet d'appui à la Sécurité Alimentaire dans les Territoires Ruraux du Cameroun (SECAL)	Toutes les tâches	La malnutrition affecte beaucoup plus les enfants et les femmes surtout enceintes
Mise en œuvre du Programme de Coopération Cameroun-UNICEF 2022-2026 : Volet Nutrition	Contribution de l'Etat pour le Programme de Coopération Cameroun UNICEF 2022-2026 : Volet Nutrition	
Projet de Prévention Primaire du VIH SIDA chez les adolescents	Prévention Primaire du VIH SIDA chez les adolescents	Les femmes et les jeunes filles restent l'une des couches les plus touchées par la pandémie
Mise en œuvre du plan sectoriel « Femmes-familles » de lutte contre le VIH/Sida et les IST	toutes les tâches	
Mise en œuvre du plan opérationnel du MINPROFF de lutte contre la malnutrition	toutes les tâches	La malnutrition affecte beaucoup plus les enfants et les femmes surtout enceintes
- Mise en œuvre du Plan de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile	toutes les tâches	Ces thématiques ciblent essentiellement les femmes
Mobilisation communautaire pour la santé, les PFE et les Fistules Obstétricales	toutes les tâches	

Programme 3 : Renforcement de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2025 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 3 de la PNG. Il s'agit notamment du MINEPIA, du MINADER, du MINEPAT, du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- améliorer la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les segments des chaînes de valeurs de secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche)
- promouvoir l'accès équitable aux facteurs de production (ressources naturelles et foncier, monétaires, technologiques, infrastructures et équipements)
- améliorer la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat.

Bien que ces activités concernent tous les champs couverts par cet axe 3 de la PNG, le MINPMEESA qui œuvre grandement pour l'amélioration des capacités entrepreneuriales des femmes n'est pas une administration pilote et donc les actions qui y sont menées ne sont pas prises en compte dans ce Tableau

Tableau 39 : Budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINADER, au MINEPIA, au MINEPAT, au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2025

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
soutien à la production de la filière manioc	toutes les taches	Le manioc est une filière essentiellement pratiquée par les femmes
appui en matériels et équipements agricoles	toutes les taches	Les appuis bénéficient également aux femmes
développement des mécanismes d'accès aux crédits agricoles à travers l'appui au montage des plans d'affaire bancable pour les OP et interprofessions	appui au financement des projets des jeunes : AFOP : FONDS C2D	
	Appui au financement des projets des jeunes : AFOP : FONDS C2D	
construction, réhabilitation et équipement des unités d'abattage de conservation, de commercialisation et de transformation des produits d'élevage bovin	opérationnalisation de 34 centres de collectes de lait par l'acquisition et l'installation des matériels et équipements (transport, conservation du lait, accès à l'eau et l'énergie) (PIISAH)	La production du lait est une filière qui intéresse particulièrement les femmes
soutien des producteurs hommes et femmes de la filière bovine	Accompagnement pour l'obtention des financements (fonds de soutien et de garantie en appui à la production de lait) (PIISAH)	
	Appui à l'acquisition des matériels et équipements de production au profit des éleveurs (500 trayeuses, 1000 packs de semences etc)	
Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	Organisation de la Journée Mondiale du Lait	Les appuis bénéficient également aux femmes
	PCP-ACEFA : Coordination et gestion en fonctionnement	
	PCP-ACEFA : Consolidation et amélioration du conseil agropastoral	
Construction et équipement des infrastructures d'élevage de volailles	FCP-Projet de Développement des chaînes de Valeurs d'élevage et de la Pisciculture au Cameroun(PD-CVEP)	Il s'agit de filières essentiellement portées par les femmes
	Renforcement des capacités des OP sur les techniques de production en élevage non conventionnel (coléoptères ou foss , termites)	
soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que les agro-industries d'autres filières d'élevage	acquisition de poussins préchauffés de souches améliorées au profit des petits producteurs (femmes et jeunes) pour le développement de l'aviculture familiale	
soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que les agro-industries d'autres filières d'élevage	Renforcement des capacités des OP sur les techniques de production en élevage non conventionnel (coléoptères ou foss , termites)	
acquisition du matériel et des équipements de pêche au profit des hommes et femmes	Appui en équipements aux associations des femmes mareyeuses (1500 balances et 1500 caisses isothermes, blouses, bacs à poissons, bottes, imperméables)	Les femmes sont la cible de l'activité
construction, réhabilitation et équipement des infrastructures de pêche	toutes les taches	Les femmes mènent des AGR dans ces infrastructures
Facilitation de l'accès des hommes et des femmes aux financements	Contribution de l'Etat- Projet de Développement de l'Entrepreneuriat Aquacole (PDEA)	Les femmes sont l'une des cibles de l'activité
appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des hommes et femmes vivant avec un handicap	Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou	Les pensionnaires de cette institution sont essentiellement les femmes

Activité sensible au genre	taches genres sensibles	déterminant genre
mise en œuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement vulnérables et des structures d'encadrement des PSV	toutes les taches	Les femmes sont l'une des cibles de l'activité
suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de développement	Appui budgétaire aux Filets Sociaux	Les femmes sont l'une des cibles de l'activité
	Acquisition de matériel au profit des GIC, ONG et Associations	
	Mise en œuvre du Programme Agropoles (Ressources d'investissement)	
	Accompagnement des projets des GIC, ONG et Associations	
renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	mise en œuvre du Projet "Intégration des questions de population dans les politiques et stratégies de développement" du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	Les questions de genre sont prises en compte lors de la mise en œuvre de ces activités
	Contribution de l'Etat au Projet Régional sur l'Autonomisation de la Femme et le Dividende Démographique (SWEDD) du 8ème Programme de Coopération Cameroun/UNFPA	
	Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	
Appui à l'insertion professionnelle des femmes et des filles	toutes les taches hors salaire	Les femmes sont la cible de l'activité
Promotion du football féminin	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Participation à l'entretien et à la gestion en tant que de besoin de centres de promotion et de réinsertion sociales (Formation des femmes et filles en entrepreneuriat et gestion des AGR)	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Participation à l'entretien et à la gestion en tant que de besoin de centres de promotion et de réinsertion sociales (Construction, réhabilitation, sécurisation et équipement des CPFF)	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Optimisation de l'entrepreneuriat féminin	toutes les taches	Les femmes constituent l'une des cibles de l'activité
Accompagnement à la migration du secteur informel vers le secteur forme)	toutes les taches	Les femmes constituent l'une des cibles de l'activité
Poursuite de la mise en œuvre du Projet "Autonomisation des femmes pour des économies résilientes et des communautés pacifiques dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Accompagnement à la migration des OP féminines en coopératives	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Appui à la femme vivant en milieu rural	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Facilitation de l'accès des femmes au foncier	toutes les taches	
Soutien aux veuves	toutes les taches hors salaire	

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
Renforcement des capacités économiques et protection des familles démunies/vulnérables		Les femmes constituent la plus grande part des bénéficiaires de l'activité

Programme 4 : promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2025 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 4 de la PNG. Il s'agit notamment du MINAS, du MINEDUB et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- prévenir et prendre en charge les violences basées sur le genre
- Lutter contre les fléaux sociaux émergents

Ces activités ne concernent malheureusement pas tous les champs couverts par l'axe 4 de la PNG. En effet, le volet répressif des VBG qui est porté par le MINJUSTICE n'est pas pris en compte dans cette analyse car cette administration n'est pas pilote bien son rôle important à l'atteinte de l'objectif de l'axe ne soit plus à démontrer. Les actions mises en œuvre par cette administration couvrent :

- le renforcement de l'arsenal juridique et l'effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes
- l'amélioration de l'accès aux services de justice en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes et du respect de leurs droits
- la vulgarisation des textes et le renforcement des connaissances sur les droits et devoirs des femmes et des hommes
- la punition des violences basées sur le genre

Tableau 40 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF, au MINEDUB et au MINAS dans le budget 2025

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
Prise en charge des enfants vulnérables filles et garçons dans les institutions pour l'éveil précoce	toutes les taches	Les filles constituent l'une des cibles de l'activité
suivi et prise en charge des enfants victimes de traite, trafic, travail des enfants, des négligences et autres abus et exploitations	fond de contrepartie en dépense réel du cadre de coopération MINAS- UNICEF	Les filles constituent l'une des cibles de l'activité
Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	toutes les taches	Les jeunes filles sont de plus en plus exposées à la drogue
suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflits avec la loi	toutes les taches	Les filles constituent l'une des cibles de l'activité
renforcement des mesures de promotion des hommes et femmes vivant avec un handicap		Les femmes constituent l'une des cibles de l'activité
gestion sociale des fléaux sociaux	toutes les taches	Les femmes constituent l'une des cibles de l'activité
promotion de la santé scolaire	Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire	Les jeunes filles sont de plus en plus exposées à la drogue
Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de la femme et de la fille	toutes les taches hors salaire	L'activité vise la protection des droits des femmes et des filles

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
Suivi des engagements internationaux et régionaux ratifiés par le Cameroun en matière de promotion et protection des droits de la femme	toutes les taches	
Renforcement de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre	toutes les taches	
Elaboration de documents stratégiques sur la promotion de la famille et des droits de l'enfant	toutes les taches	Les filles et femmes constituent l'une des cibles de l'activité
Résilience sociale des familles et des communautés face aux fléaux sociaux émergents	toutes les taches	L'activité vise la protection des droits des enfants notamment filles
Suivi des engagements internationaux et régionaux souscrits par le Cameroun en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant	toutes les taches	
Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de l'enfant	toutes les taches	
Protection de la petite enfance (0-3 ans)	toutes les taches	
Mise en œuvre du Plan d'Action National Multisectoriel pour mettre fin au mariage d'enfants	toutes les taches	
Promotion et protection des droits de l'enfant à tous les niveaux	toutes les taches	

Programme 5 : renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décision.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2025 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 5 de la PNG. Il s'agit notamment du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- ↳ la promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations diplomatiques du Cameroun
- ↳ la promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les instances décisionnelles aux niveaux familial, communautaire et local.

Ces activités concernent tous les champs couverts par l'axe 5 de la PNG. Toutefois, de meilleurs résultats auraient été obtenus avec la prise en compte des actions mises en œuvre au MINJEC ou celles mises en œuvre au MINDDEVEL avec l'appui des PTFs.

Tableau 41 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2025

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Renforcement des capacités des femmes en politique	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité
Redynamisation et accompagnement du Réseau des Femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique, Chapitre du Cameroun	toutes les taches	Les femmes sont la cible de l'activité

Programme 6 : renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohérence sociale et de vivre ensemble En matière de contribution des femmes au développement économique.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2025 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 6 de la PNG. Il s'agit notamment du MINAS et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- ↳ L'amélioration de la protection des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires
- ↳ Au renforcement des moyens de subsistance pour la résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires
- ↳ La promotion du genre dans les processus de réponse humanitaire et de prévention, et résolution des conflits et de construction de la paix.

Tableau 42 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINPROFF et au MINAS dans le budget 2025

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	toutes les taches	Les filles/femmes constituent l'une des cibles de l'activité
Mise en œuvre du Plan d'action des Résolutions 1325 et connexes	toutes les taches	
Protection et développement des moyens de subsistances des femmes et des filles en contexte humanitaire	toutes les taches	La femme est la cible de l'activité
Promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au sein des familles et des communautés total	toutes les taches	Les filles/femmes constituent l'une des cibles de l'activité car elles contribuent à la cohésion sociale
Lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et les migrations clandestines	toutes les taches	Les filles/femmes constituent l'une des cibles de l'activité car de plus en plus exposées à ces pratiques

Programme 7 : renforcement du cadre institutionnel de la promotion du genre dans les politiques publiques y compris les budgets aux niveaux national et local.

Le tableau ci-dessous présente les activités sensibles au genre qui sont envisagées pour être mises en œuvre en 2024 par les administrations pilotes interpellées par l'axe 7 de la PNG. Il s'agit notamment du MINFI, du MINDDEVEL, du MINEPAT et du MINPROFF. Dans l'ensemble, ces activités vont contribuer à :

- Soutenir l'institutionnalisation de la Budgétisation sensible au Genre dans les ministères
- Renforcement des capacités nationales en matière d'intégration du genre dans les secteurs de la vie nationale
- la promotion du genre dans les processus de réponse humanitaire et de prévention, et résolution des conflits et de construction de la paix.

Tableau 43 : budgétisation des dépenses sensibles au genre au MINEPAT, MINPROFF, du MINDDEVEL et au MINFI dans le budget 2025

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	Accompagnement à la mise en œuvre du budget programme	L'activité vise l'arrimage des CTD à la BSG notamment à travers la contextualisation des outils de la BSG pour qu'ils puissent être utilisés au niveau des CTD
programmation des dépenses	Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2024-2026 (EPA CTD)	Lors de ces travaux, l'équipe d'accompagnement et d'examineurs s'assure que les questions de genre soient prises en compte dans les budgets des administrations
	organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	
	Validation technique des « CDMT initiaux » 2024-2026 des administrations, des EPA et CTD	
	organisation des conférences budgétaires	
Finalisation des projets de loi de Finances	actualisation de la matrice de triangulation SND30-PNG-CSP	Il s'agit d'outils servant à s'assurer d'une meilleure prise en compte du genre dans les budgets des administrations sectorielles
	Accompagnement des administrations à la conduite des analyses situationnelles genre sectorielles	
	Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	
Elaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	Toutes les taches	Des mentions genre sont intégrées dans cette circulaire
Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)	Toutes les taches	Des mentions genre sont intégrées dans le DOB
Conférence de budgétisation	Arrimage du format du PPA sous le prisme du genre et élaboration du guide de rédaction des PPA	Il s'agit d'outils servant à s'assurer d'une meilleure prise en compte du genre dans les budgets des administrations sectorielles
	marquage informatique des dépenses sensibles au genre dans le cadre de l'élaboration des PPA	

Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Déterminant genre
	Accompagnement des administrations à l'élaboration de leurs PPA 2025	Lors de ces travaux, l'équipe d'accompagnement et d'examineurs s'assure que les questions de genre soient prises en compte dans les budgets des administrations
Cadrage macro-budgétaire	Toutes les taches	Des mentions genre sont intégrées dans les notifications
Elaboration des RAP à annexer a la loi des règlements	Accompagnement des administrations dans le cadre de l'élaboration des RAP 2023 »	Lors de ces travaux, l'équipe d'accompagnement et d'examineurs s'assure que les questions de genre soient prises en compte dans les budgets des administrations
	Organisation des conférences d'examen des RAP 2023	
	Arrimage du format du RAP sous le prisme du genre et élaboration du guide de rédaction des RAP	
Mission des Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Lancement du budget pour le compte de l'exercice 2024	Les questions de genre constituent l'une des thématiques abordées lors des travaux
	Elaboration de la Circulaire d'exécution du budget 2025 en y insérant un volet relatif au genre	Des mentions genre sont intégrées dans la CIREX
	Actualisation des manuels de références pour l'exécution du budget de l'exercice n+1 en y intégrant les aspects relatifs au genre	Des mentions genre sont intégrées dans les manuels
Pilotage et animation des activités de la réforme des finances publiques «	Suivi de la Feuille de route 2024 de la BSG	Il s'agit d'initiatives contribuant à l'opérationnalisation de la BSG
	élaboration du plan de formation des administrations en BSG	
	Comité interministériel de pilotage de la BSG	
	Mise en œuvre du plan de formation des administrations en BSG	
Intégration du genre dans la Planification et la Budgétisation	toutes les taches	
Vulgarisation et suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre	toutes les taches	

1.2 analyse de la contribution budgétaire des dépenses supports des administrations pilotes à la réalisation des objectifs de réduction des inégalités entre les sexes

Le budget prévu pour les dépenses supports en 2025 s'élève à 5 milliards 269 millions 894 milles FCFA. Ce budget est porté de manière différenciée par les administrations pilotes comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 44 : Le détail des dépenses supports par administration pilote est donné en annexe

MINISTERE	BUDGET SUPPORT	POIDS BUDGET SUPPORT
MINEPAT	305 500	9,22%
MINPROFF	85 000	1,31%
MINEPIA	58 000	3,35%
MINADER	818 000	18,62%
MINESEC	467 200	10,06%
MINSANTE	1 162 292	2,38%
MINFI	578 933	81,52%
MINEDUB	1 214 175	6,01%
MINDDEVEL	444 294	97,05%
MINAS	136 500	8,07%
TOTAL	5 269 894	5,70%

1.3 Analyse suivant les administrations pilotes

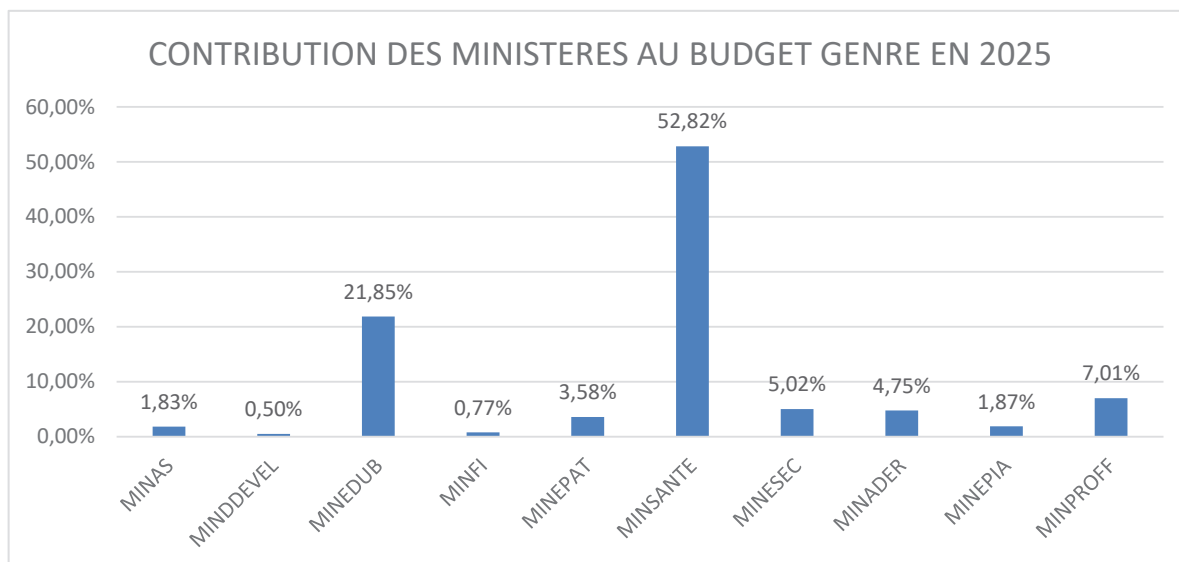
L'analyse de la prise en compte du genre dans le budget 2025, révèle que les ministères pilotes ont programmé un montant d'environ 92 milliards 460 millions 047 mille FCFA pour réduire les inégalités identifiées dans la PNG à travers leurs programmes opérationnels et supports. Soient 87 milliards 190 millions 153 mille FCFA pour les programmes opérationnels et 5 milliards 269 millions 894 mille FCFA pour les fonctions supports. Le détail du budget genre suivant les administrations est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 45 : Budget genre 2025 par administration

MINISTERE	BUDGET GENRE
MINAS	1 691 500
MINDDEVEL	457 794
MINEDUB	20 206 331
MINFI	710 191
MINEPAT	3 313 322
MINSANTE	48 837 620
MINESEC	4 642 200
MINADER	4 393 222
MINEPIA	1 729 917
MINPROFF	6 477 950
TOTAL	92 460 047

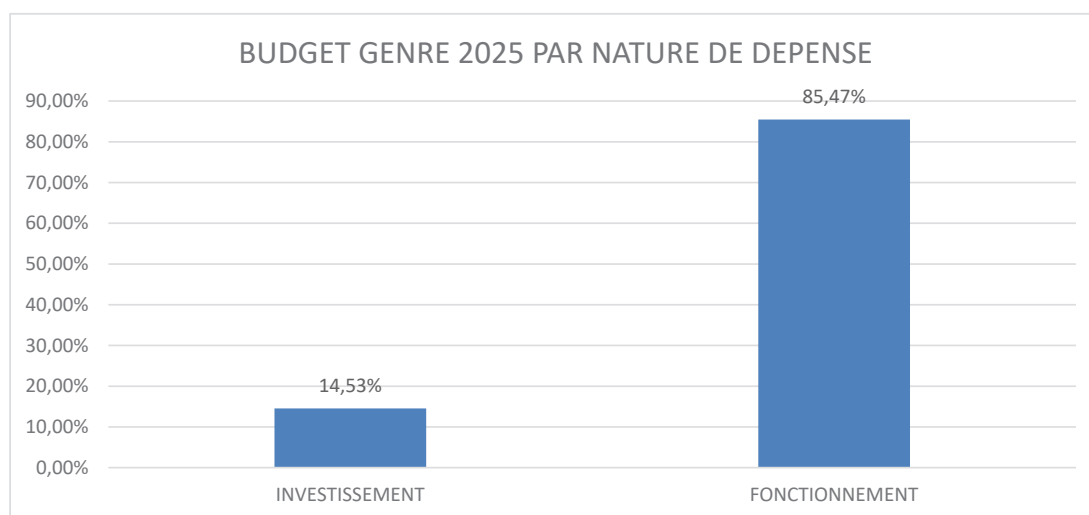
Les administrations pilotes contribuent donc de manière différenciée à la constitution du budget genre avec pour principaux contributeurs le MINSANTE, le MINEDUB et le MINPROFF. Le détail pour chacune des administrations pilote est donné par le graphique ci-dessous.

Graphique 2 : Contribution des ministères au budget genre en 2025



Le budget genre est surtout prévu pour financer les dépenses courantes comme le montre le graphique ci-dessous :

Graphique 3 : Budget genre 2025 par nature de dépense



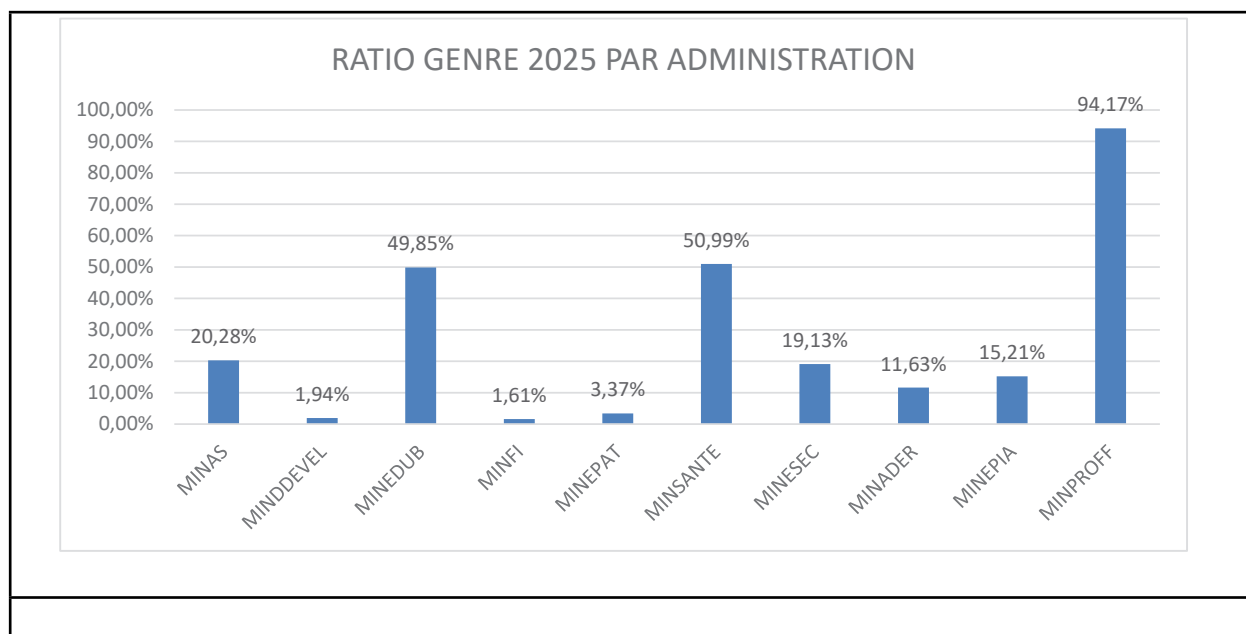
Le détail de la distribution du budget par nature de dépense et selon les administrations est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 46 : Budget genre 2025 selon les administrations et par nature de dépense

MINISTERE	DEPENSES EN CAPITAL	DEPENSES COURANTES	TOTAL
MINAS	0	1 691 500	1 691 500
MINDDEVEL	0	457 794	457 794
MINEDUB	640 000	19 566 331	20 206 331
MINFI	0	710 191	710 191
MINEPAT	1 672 500	1 640 822	3 313 322
MINSANTE	5 388 532	43 449 088	48 837 620
MINESEC	2 094 000	2 548 200	4 642 200
MINADER	2 687 496	1 705 726	4 393 222
MINEPIA	0	1 729 917	1 729 917
MINPROFF	956 500	5 521 450	6 477 950
TOTAL	13 439 028	79 021 019	92 460 047

Le graphique ci-dessous permet de voir la part du budget de chaque administration pilote qui est prévue pour promouvoir la réduction des inégalités et l'autonomisation des femmes en 2025

Graphique 4 : Ratio budgétaire genre par administration



Le graphique ci-dessus permet de distinguer trois (03) catégories d'administrations :

Cas 1 : il s'agit du MINPROFF , du MINSANTE et du MINEDUB qui vont au moins la moitié de leurs budgets pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Leurs ratios genre affichent respectivement les valeurs 94,17% et 50,99% et 49,85%.

Cas 2 : il s'agit Des autres administrations qui envisagent de consacrer au moins 5% de leur budget pour les dépenses sensibles au genre. Nous avons à ce titre le MINAS, le MINESEC, le MINADER et le MINEPIA.

Cas 3 : il s'agit du MINFI, du MINEPAT et du MINDDEVEL qui ont prévu moins de 5% de leur budget pour financer les questions de genre.

Le détail des dépenses sensibles au genre pour chaque administration est donné en annexe.

1.4 Analyse suivant les programmes budgétaires des administrations pilotes

L'analyse des ratios budgétaires dans les administrations permet de déceler des niveaux différents de prise en compte du genre dans leurs programmes budgétaires. Le détail des disparités entre les programmes budgétaires est donné par le tableau ci-dessous.

Tableau 47 : Ratio budgétaire genre par programme budgétaire des ministères pilotes en 2025

MINISTERE	PROGRAMME	BUDGET	EXTRAS	BUDGET 2025 HORS EXTRA)	BUDGET GENRE 2025	RATIO GENRE
MINAS	P-070	2 934 665	2 153 000	781 665	426 165	54,52%
	P-071	14 632 074	11 283 404	3 348 670	699 500	20,89%
	P-179	6 077 537	1 866 664	4 210 873	136 500	3,24%
MINDDEVEL	P-098	5 098 367	0	5 098 367	444 294	8,71%
	P-099	17 593 516	2 369 000	15 224 516	13 500	0,09%
	P-100	101 900 950	99 548 560	2 352 390	0	0,00%
MINEDUB	P-101	21 649 793	20 642 572	1 007 221	45 000	4,47%
	P-102	225 457 486	196 695 386	28 762 100	18 880 656	65,64%
	P-103	5 704 620	5 168 300	536 320	66 500	12,40%
	P-104	60 911 124	46 276 407	14 634 717	1 214 175	8,30%
MINFI	P-031	15 899 246	12 437 246	3 462 000	0	0,00%
	P-032	12 512 648	7 653 592	4 859 056	0	0,00%
	P-033	14 437 615	10 060 241	4 377 374	0	0,00%
	P-034	13 985 876	7 360 346	6 625 530	491 358	7,51%
	P-092	20 184 465	5 247 809	14 936 656	578 933	3,88%
MINEPAT	P-019	56 804 415	42 085 368	14 719 047	2 662 500	18,09%
	P-022	8 527 046	2 833 340	5 693 706	295 322	5,19%
	P-023	6 036 309	4 279 261	1 757 048	50 000	2,85%
	P-024	7 393 566	1 866 046	5 527 520	305 500	5,53%
MINSANTE	P-045	73 254 100	58 653 639	14 600 461	5 054 538	34,62%
	P-046	5 469 323	4 802 236	667 087	166 800	25,00%
	P-047	95 777 265	73 742 026	22 035 239	35 990 883	
	P-048	50 233 950	38 146 508	12 087 442	6 463 107	53,47%
		52 976 253	22 797 132	30 179 121	1 162 292	3,85%
MINESEC	P-105	124 154 239	99 878 591	24 275 648	0	0,00%
	P-106	234 222 502	229 585 000	4 637 502	2 583 000	55,70%
	P-107	138 846 200	127 329 000	11 517 200	467 200	4,06%
	P-112	104 669 000	102 000 000	2 669 000	2 344 000	87,82%

MINISTERE	PROGRAMME	BUDGET	EXTRAS	BUDGET 2025 HORS EXTRA)	BUDGET GENRE 2025	RATIO GENRE
MINADER	P-184	22 776 927	19 308 889	3 468 038	1 716 148	49,48%
	P-185	7 242 137	5 582 000	1 660 137	0	0,00%
	P-186	39 518 685	34 813 828	4 704 857	1 859 074	39,51%
	P-187	19 931 913	9 867 460	10 064 453	818 000	8,13%
MINEPIA	P-053	26 605 100	23 925 282	2 679 818	1 671 917	62,39%
	P-55	5 697 937	4 920 990	776 947	0	0,00%
	P-057	12 543 332	10 614 677	1 928 655	0	0,00%
	P-059	6 646 268	3 219 316	3 426 952	58 000	1,69%
MINPROFF	P-140	4 235 517	979 267	3 256 250	3 256 250	100,00%
	P-141	1 585 000	635 000	950 000	1 385 000	100,00%
	P-142	1 851 700	600 000	1 251 700	1 751 700	100,00%
		3 165 500	1 138 500	2 027 000	85 000	4,19%

III. 2. Application de l'outil marqueur genre

Approche méthodologique

Cet outil développé de manière expérimentale a pour objectifs de permettre au Gouvernement de faire le suivi, d'améliorer et de soutenir une programmation efficace et sensible au genre, en donnant des notes allant de 0 à 5 (Non orienté à Principal). Il vise à indiquer si les activités et tâches conduites par les ministères sectoriels ciblent véritablement l'égalité des sexes. Les données fournissent la mesure la plus complète disponible concernant le financement des programmes de développement qui soutient les actions en faveur de l'égalité femmes-hommes.

La notation se fait sur 5 points. On examine à l'intérieur d'un programme, les éléments ci-après :

- ↘ la justification du genre dans le sous-secteur
- ↘ l'intitulé des actions, activités ou des tâches du programme
- ↘ les objectifs du programme, des actions, des activités
- ↘ les indicateurs du programme, des actions, des activités
- ↘ le budget des activités ou des tâches.

Chaque élément est noté sur un point sur toute la chaîne de résultats, puis on fait une sommation. L'appréciation des éléments de notation n'est pas cumulée. Au moins l'un des éléments de la chaîne de résultats doit être genre sensible. Ce qui est recherché, c'est la bonne foi et la volonté des administrations à appliquer la dimension genre dans les différents programmes.


Tableau 48 : Grille et critères de notation des programmes

Grille de Notation Genre		Description
Objectif non orienté vers le genre (Valeur 0) :	Aucun des Cinq (05) critères n'est rempli	Non orienté : Le genre n'est pas reflété dans le programme (insensibilité au genre). Le programme a été examiné au regard du marqueur mais il n'a pas été constaté qu'il visait l'objectif de l'égalité homme-femme. Cette valeur ne peut être utilisée par défaut. Les programmes n'ayant pas fait l'objet d'un examen ne doivent pas être marqués, c'est-à-dire qu'aucune valeur ne doit être inscrite dans le champ prévu. Le but est d'éviter toute confusion entre les programmes qui ne visent pas l'égalité des sexes (valeur 0) et ceux dont on ne connaît pas l'orientation à cet égard (champ à laisser vide ou mettre N/A: Non Applicable).
Objectif faible (Valeur 1 point) :	Un (01) des Cinq (05) critères est rempli	Faible : L'égalité entre les femmes et les hommes est résiduellement prise en compte dans le programme. Non seulement elle n'est pas un objectif du programme, mais aussi, ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Tout de même les interventions visées pourraient toucher à la fois les femmes et les hommes, les filles et les garçons, sans un impact conséquent.
Objectif passable (Valeur 2 points) :	Deux (02) des Cinq (05) critères sont remplis	Passable : L'égalité homme-femme est incidemment prise en compte dans le programme. Soit elle n'est pas un objectif du programme/projet et ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Tout de même les actions et activités impacteront sur le statut et les conditions de vie des femmes et des hommes ; Soit elle est un objectif important et délibéré du programme, mais ceci n'est pas suffisamment reflété dans la chaîne de résultats.
Objectif moyen (Valeur 3 points) :	Trois (03) des Cinq (05) critères sont remplis	Moyen : L'égalité homme-femme est partiellement prise en compte dans le programme. Elle n'est pas un objectif du programme/projet et ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. Mais il existe une ou des actions ciblées soutenues par des indicateurs et activités contribuant à la réduction des inégalités entre les hommes et femmes, les filles et garçons
Objectif significatif (Valeur 4 points) :	Quatre (04) des Cinq (05) critères sont remplis	Significatif : L'égalité homme-femme est un objectif important et délibéré du programme, mais elle ne constitue pas le principal motif de sa réalisation. L'objectif de l'égalité homme-femme doit être mentionné de manière explicite dans la documentation relative au programme considéré, et sa présence ne peut être implicite ni supposée.

Grille de Notation Genre		Description
Objectif principal (Valeur 5 points) :	Tous les Cinq (05) critères sont remplis	Principal : L'égalité entre les femmes et les hommes est l'objectif principal du programme ou du projet et elle est fondamentale dans sa conception et pour les résultats escomptés. Le programme a été conçu avec pour finalité première de faire progresser l'égalité entre les sexes et/ou l'autonomie des femmes et des filles, de réduire les discriminations ou les inégalités fondées sur le sexe ou de répondre à des besoins sexospécifiques.

Résultat de l'application du marqueur

L'identification des programmes sensibles au genre dans le budget 2025 des administrations pilotes s'est faite suivant les étapes ci-après décrites dans l'encadré 5 ci-dessus :



Encadré 5 : Etapes d'application du marqueur genre sur les programmes budgétaires

ÉTAPE 1 : Évaluez de façon globale les liens existants entre l'intervention du programme et les rôles et relations de genre : intègrent-ils ou remettent-ils en question les rôles et relations de genre ? Ou votre intervention n'intègre aucune approche de genre ?

ÉTAPE 2 : Déterminez si le genre est intégré à l'analyse de situation et la stratégie des programmes (Un aspect doit être développé sur l'ancrage du programme budgétaire à la Politique Nationale Genre pour justifier cette affirmation), aux objectifs, aux actions, activités et tâches, aux indicateurs de suivi et d'évaluation et si le budget de l'ensemble des interventions sur genre atteint au moins **5%** du budget total du programme. Répondez par oui et notez **1** point ou par non et notez **0** point par case lorsque l'énoncé est pertinent ou non. Chaque case doit être dûment expliquée et justifiée à l'aide de références.

ÉTAPE 3 : Comptez le nombre de cases notées et summez le total sur **5** points ; puis utilisez le guide de notation afin de vous positionner sur le MGPB.

ÉTAPE 4 : Enfin, complétez la dernière colonne afin de fournir les explications et les documents justificatifs nécessaires, pour chaque énoncé noté, et proposez des recommandations et enseignements qui pourraient impacter et améliorer la programmation budgétaire.

Source : *Politique Nationale du Genre 2021-2030*

Après application de la méthodologie ci-dessus expliquée, les résultats affichés dans le tableau ci-dessous ont été obtenus

Tableau 49 : Résultats marqueur genre

Pro-gramme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Bud- get	Total	Notation Genre
MINADER							
P 184	1	0	1	0	1	3	Moyen
P 185	1	1	0	1	0	3	Moyen
P186	1	0	1	0	1	3	Moyen
P 187	1	0	1	0	1	3	Moyen
MINEPIA							
P 053	0	0	1	0	1	2	Passable
P 055	0	0	0	0	0	0	Non orienté
P 057	0	0	1	0	0	1	Faible
P059	0	0	1	0	0	1	Faible

ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LES BUDGETS 2025 DES ADMINISTRATIONS PILOTES

Pro-gramme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-sec-teur et la stratégie pro-gramme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et taches	Indica-teurs/ Extrants	Bud-get	Total	Notation Genre
MINAS							
P 070	0	0	1	1	1	3	Moyen
P 071	0	0	1	1	1	3	Moyen
P 179	0	0	1	0	0	1	Faible
MINSANTE							
P 045	1	0	1	1	1	4	Signifi-catif
P 046	0	0	1	0	1	2	Passable
P 047	0	0	1	0	1	2	Passable
P048	1	1	1	1	1	5	Principal
P 049	0	0	1	0	0	1	Faible
MINESEC							
P 105	0	0	0	0	0	0	Non orienté
P 106	1	0	1	0	1	3	Moyen
P107	0	0	1	0	0	1	Faible
P 112	1	0	1	1	1	4	Signifi-catif
MINEDUB							
P 101	0	0	0	0	0	0	Non orienté
P102	1	1	1	0	1	4	Signifi-catif
P103	0	0	1	0	1	2	Passable
P 104	0	0	1	0	1	2	Passable
MINPROFF							
P140	1	1	1	1	1	5	Principal
P 141	1	1	1	1	1	5	Principal
P142	1	0	1	1	1	4	Signifi-catif
P 143	1	0	1	0	0	2	Passable
MINDEVEL							
P098	0	0	1	0	1	2	Passable
P 099	0	0	1	0	0	0	Faible
P100	0	0	0	0	0	0	Non orienté
MINEPAT							
P019	0	0	1	0	1	2	Passable
P 022	0	0	1	0	1	2	Passable
P 023	0	0	1	0	0	1	Faible
P 024	0	0	1	0	1	2	Passable

Pro-gramme	Prise en compte du genre dans l'analyse sous-secteur et la stratégie programme	Objectifs du programme, des actions et activités	Actions, activités et tâches	Indicateurs/ Extrants	Bud- get	Total	Notation Genre
MINFI							
P 031	0	0	0	0	0	0	Non orienté
P 032	0	0	0	0	0	0	Non orienté
P 033	0	0	0	0	0	0	Non orienté
P 034	0	0	1	0	1	2	Passable
P 092	0	0	1	0	0	1	Faible

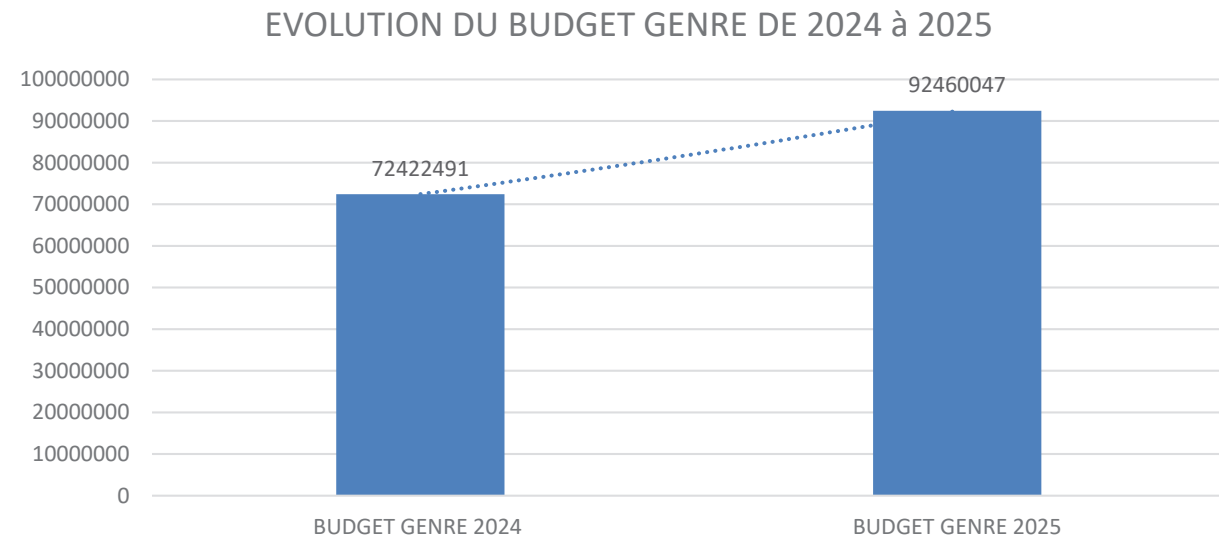
**EVOLUTION DE LA
PRISE EN COMPTE
DU GENRE DANS LE
BUDGET DE L'ETAT DE
2022 A 2023**



IV.1 ECART ENTRE LES BUDGETS PROGRAMMÉS 2022-2024

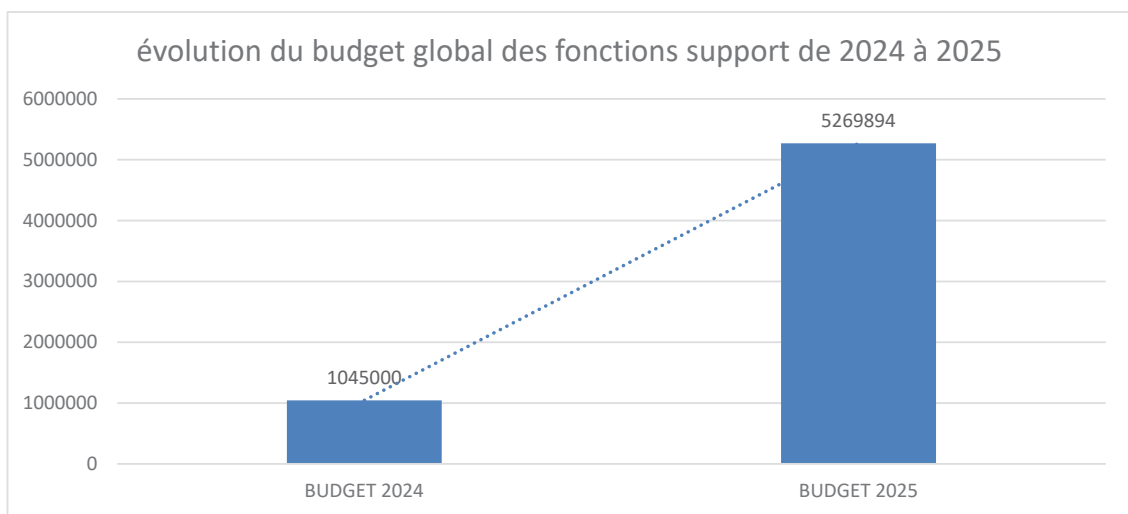
Le graphique ci-dessous, qui montre l'évolution de la programmation du budget genre de 2024 à 2025 révèle une augmentation globale de 27,66% sur la période considérée. Nous passons de 72,4 milliards de FCFA en 2024 à 92,46 milliards de FCFA en 2025.

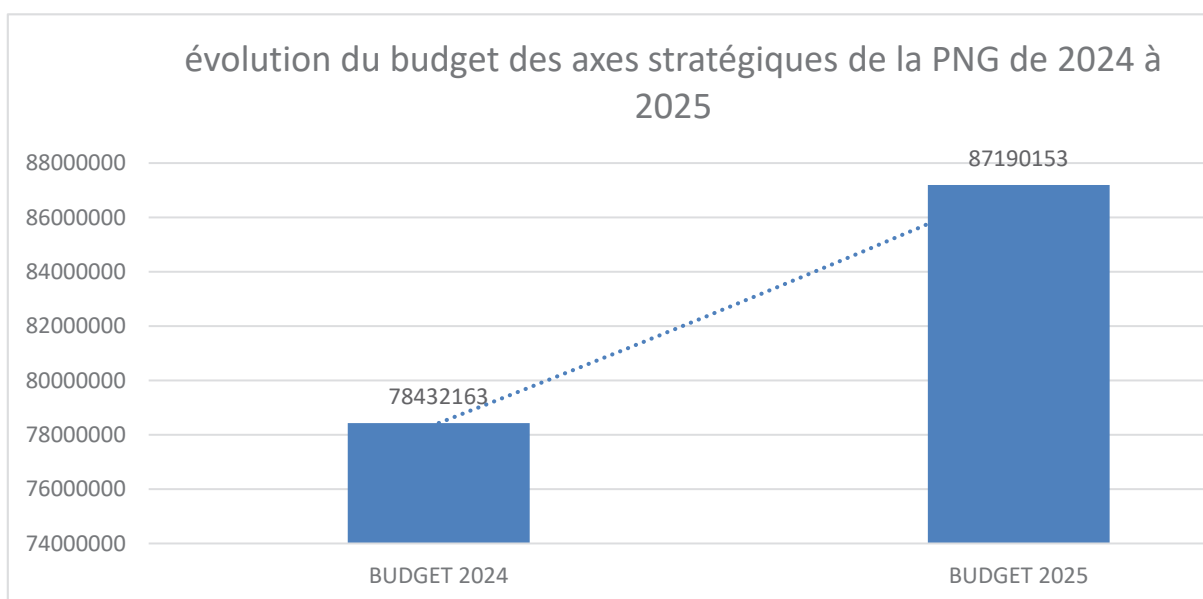
Graphique 5 : Evolution du budget genre de 2024 à 2025



Cette croissance positive observée est surtout le fait de l'augmentation des ressources servant à financer les dépenses support. En effet, si les dépenses supports ont augmenté de manière exponentielle (404%) en termes de budget, cela n'a pas été le cas pour les dépenses opérationnelles (11,11%) qui nourrissent les axes stratégiques de la PNG tel que le montrent les graphiques ci-dessous.

Graphique 6 : Evolution du budget global des fonctions supports de 2024 à 2025



Graphique 7 : Evolution du budget des axes stratégiques de la PNG de 2024 à 2025

L'évolution globale du budget genre est également différenciée au sein des administrations pilotes. Le détail de l'évolution observée dans la programmation des dépenses sensibles au genre entre 2024 et 2025 est donné dans le tableau ci-dessous.

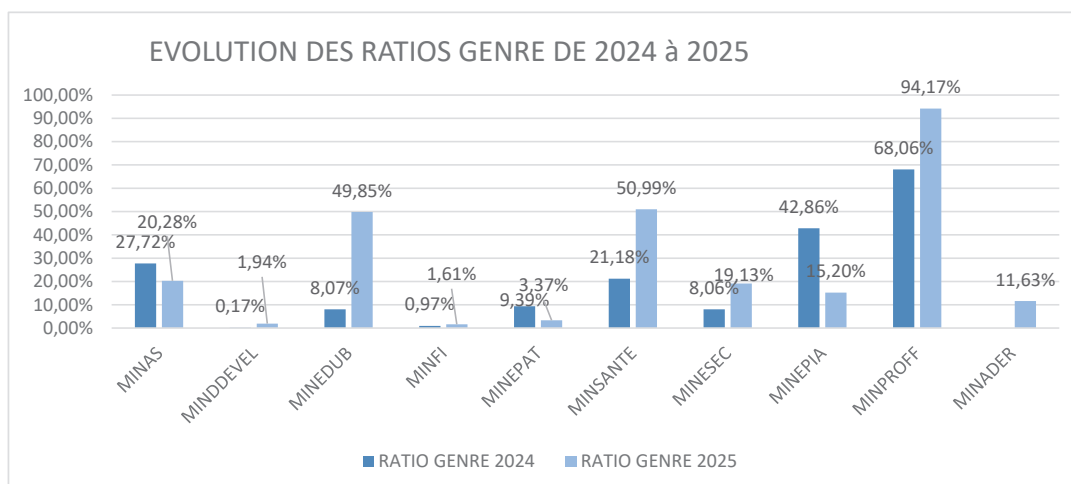
Tableau 50 : Détail des écarts entre le budget genre programme en 2024 et celui de 2025

Ministère	Budget genre 2024	Budget genre 2025	Ecart	Observations
MINAS	2 916 900	1 691 500	-1 225 400	Diminution des crédits finançant les dépenses sensibles au genre
MINDDEVEL	96 500	457 794	361 294	Les mêmes activités ont été retenues mais elles ont reçu plus de ressources
MINEDUB	6 135 403	20 206 331	14 070 928	Meilleur marquage et augmentation des budgets des activités genre sensibles
MINFI	553 244	710 191	156 947	Meilleur marquage des activités genre sensibles
MINEPAT	2 363 500	3 313 322	949 822	Meilleur marquage des activités genre sensibles
MINSANTE	42 353 005	48 837 620	6 484 615	Meilleur marquage des activités genre sensibles
MINESEC	10 583 969	4 642 200	-5 941 769	Diminution des crédits finançant les dépenses sensibles au genre
MINADER	NA	4 393 222	4 393 222	RAS
MINEPIA	5 235 000	1 729 917	-3 505 083	Faible prise en compte dans le budget, de la cartographie d'activités sensible au genre élaborée lors de l'accompagnement
MINPROFF	4 548 470	6 477 950	1 929 480	RAS
TOTAL	72 422 491	92 460 047	20 037 556	RAS

NB : les données du MINADER n'étant pas disponible, cette administration n'avait pas été prise en compte dans les analyses de 2024 d'où la mention NA (Not Applicable)

Le graphique ci-dessous, qui retrace l'évolution des ratios de 2024 à 2025 permet de constater que pour six administrations parmi les dix ayant contribué à l'élaboration du DBSG 2025, le ratio genre a augmenté. Ceci est certes le fait de l'affinement de la démarche méthodologique ayant conduit au calcul des ratios affichés, mais les nombreuses actions de renforcement de capacités des référents du MINFI, MINEPAT et des administrations pilotes sont également à prendre en compte. En outre, l'implication des point focaux BSG, qui font partie de la chaîne de préparation du budget a favorisé l'évolution positive des ratios observée en 2025. Le détail de l'évolution de ces ratios genre entre 2024 et 2025 est donné par le graphique ci-dessous.

Graphique 8 : évolution des ratios genre programmés de 2024 à 2025



IV.2 PROFILS DES RATIOS GENDRE PROGRAMMÉS SUR LE TRIENNAT 2022 À 2025 SUIVANT LES PROGRAMMES BUDGÉTAIRES

Le tableau ci-dessous, qui donne le détail des ratios genre depuis 2022, permet de constater qu'il ne se dessine tours pas un profil type de ces dépenses sur la période considérée sauf au MINEDUB et au MINFI où lesdits ratios sont en constante augmentation.

Tableau 51 : évolution des ratios genre programmés de 2022 à 2025

MINISTERE	RATIO GENDRE			
	2022	2023	2024	2025
MINAS	45,74%	14,60%	27,72%	20,28%
MINDDEVEL	3,15%	1,36%	0,17%	1,94%
MINEDUB	0,40%	0,40%	8,07%	49,85%
MINFI	NA	0,00%	0,97%	1,61%
MINEPAT	NA	10,54%	9,39%	3,37%
MINSANTE	29,880%	23,74%	21,18%	50,99%
MINESEC	14,60%	3,13%	8,06%	19,13%
MINEPIA	65,67%	18,98%	42,86%	15,20%
MINPROFF	67,11%	76,85%	68,06%	94,17%
MINADER	2,94%	25,73%	NA	11,63%

Le tableau ci-dessous donne le détail de l'évolution des ratios genre suivant les programmes budgétaires des administrations sur le triennat 2022-2025.

Tableau 52 : évolution des ratios genre suivant les programmes budgétaires des administrations sur le triennat 2022-2025.

PROGRAMME BUD-GÉTAIRE	RATIO GENRE			
	2022	2023	2024	2025
MINEPAT				
P-019	NA	9,45%	12,54%	18,09%
P-022	NA	0,00%	12,33%	5,19%
P-023	NA	52,73%	5,26%	2,85%
P-024	NA	0,00%	3,22%	5,53%
MINEPIA				
P-053	86,58%	21,74%	72,84%	62,39%
P-055	0,18%	2,29%	0,00%	0,00%
P-057	73,46%	20,98%	76,00%	0,00%
P-059	13,03%	8,18%	2,99%	1,69%
MINSANTE				
P-045	1,82%	28,13%	21,13%	34,62%
P-046	39,86%	68,15%	19,76%	25,00%
P-047	0,00%	49,01%	64,06%	
P-048	89,84%	2,35%	2,03%	53,47%
P-049	10,79%	0,19%	1,19%	3,85%
MINAS				
P-070	61,82%	55,84%	63,02%	54,52%
P-071	65,07%	9,49%	46,08%	20,89%
P-179	0,99%	11,46%	2,50%	3,24%
MINPROFF				
P-140	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
P-141	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
P-142	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
P-143	0,00%	7,40%	3,17%	4,19%

PROGRAMME BUD- GÉTAIRE	RATIO GENRE			
	2022	2023	2024	2025
MINEDUB				
P-101	0,00%	0,00%	8,10%	4,47%
P-102	0,56%	0,58%	6,22%	65,64%
P-103	0,00%	0,00%	19,05%	12,40%
P-104	0,00%	0,00%	10,05%	8,30%
MINESEC				
P-105	0,00%	3,69%	0,74%	0,00%
P-106	8,41%	4,24%	39,74%	55,70%
P-107	0,00%	0,53%	2,36%	4,06%
P-112	0,00%	0,38%	9,24%	87,82%
MINDDEVEL				
P-098	11,41%	1,46%	1,55%	8,71%
P-099	45,01%	0,81%	0,22%	0,09%
P-100	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
MINFI				
P-031	NA	NA	0,00%	0,00%
P-032	NA	NA	0,00%	0,00%
P-033	NA	NA	0,00%	0,00%
P-034	NA	NA	6,89%	7,51%
P-092	NA	NA	0,53%	3,88%

NA : Not Applicable. Il s'agit de la mention faite lorsque le ratio genre n'a pas été calculé, pour l'année considérée, dans les précédents DBSG

CONCLUSION ET PERSPECTIVES



CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Pour une meilleure opérationnalisation de la BSG au sein des administrations, plusieurs actions, se situant à différents niveaux pourraient être mises en œuvre en 2025. Elles se situent en prolongement de celles déjà mise en œuvre en 2024. Il s'agit notamment:

Pour ce qui est du déploiement de la BSG, de la

Pour une meilleure opérationnalisation de la BSG au sein des administrations, plusieurs actions, se situant à différents niveaux pourraient être mises en œuvre en 2025. Elles se situent en prolongement de celles déjà mise en œuvre en 2024. Il s'agit notamment:

Pour ce qui est du déploiement de la BSG, de la

- ↘ Pérennisation des directives annuelles en matière de BSG, à travers la prise en compte systématique de ces orientations dans les instructions présidentielles relatives à la préparation du budget, les lettres de notifications des enveloppes du Premier Ministre, la circulaire d'exécution du budget.
- ↘ Amélioration de prise en compte du genre dans la circulaire présidentielle relative à la préparation du budget de l'Etat pour inviter les administrations à fournir :
- ↘ Des informations sur les impacts sexo spécifiques des nouvelles propositions de dépenses et des réductions de dépenses proposées.
- ↘ Une analyse des données ventilées par sexe sur les résultats (attendus et obtenus) des prestations de services dans les documents examinés lors des différentes Conférences Budgétaires (RAP, PPA, CDMT...).
- ↘ Conduite des analyses situationnelles genre en prélude au CIEP.
- ↘ Mise en œuvre de la feuille de route régionale de la BSG, ainsi que son suivi-évaluation,
- ↘ Parachèvement du cadre institutionnel relatif à la BSG, en conférant son portage par la DGB et en formalisant son rôle en matière de pilotage, de production de référentiels et d'animation du dispositif y afférent.
- ↘ tenue du comité interministériel BSG et renforcement l'implication de la DGB dans ledit comité.
- ↘ Élaboration d'une cartographie des acteurs impliqués dans la BSG et mise en place d'un cadre de coordination formalisé avec les rôles bien définis,
- ↘ Mise en place des jalons du dialogue de gestion entre points focaux BSG, points focaux genre, les sectoriels MINFI et MINEPAT,
- ↘ Implication des parlementaires dans les choix budgétaires en faveur de la promotion du genre
- ↘ Information des acteurs économiques des choix budgétaires en faveur de la promotion du genre lors des consultations publiques,
- ↘ Capitalisation de l'accompagnement des Partenaires Techniques et Financiers et des OSC

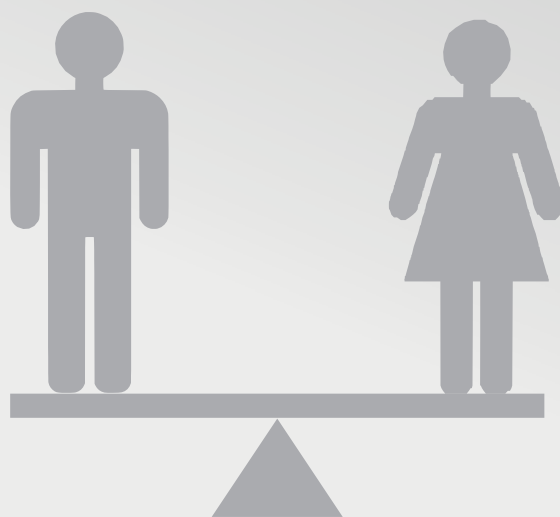
S'agissant des actions concourant à améliorer le document budgétaire genre sensible en 2025,

- ↘ Actualisation de la matrice de triangulation entre la SND-PNG-CSP des administrations
- ↘ Accompagnement de proximité des administrations et renforcement des aspects conceptuels et méthodique et capacitation des points focaux BSG désignés en fonction du niveau d'avancement des administrations

- ↘ Adaptation du système PROBMIS pour prendre en charge les nouveaux canevas d'élaboration des documents budgétaires (PPA et RAP),
- ↘ Réalisation des analyses genre des administrations
- ↘ Poursuite de l'examen des besoins en matière d'analyse genre (préparation des TDRs harmonisés, diffusion du canevas dédié, examen de la pertinence d'inscrire et de budgétiser une activité dédiée au niveau du budget des ministères,
- ↘ Elaboration d'une cartographie des activités genre par administration
- ↘ Retro planning pour l'élaboration du document budgétaire sensible au genre 2026 en adressant les rôles et responsabilités des différents acteurs ;
- ↘ Stabilisation du canevas du Document Budgétaire Sensible au Genre en fonction des enseignements tirés ;
- ↘ Intégration du prisme genre dès lancement du processus budgétaire pour l'exercice 2026 ;
- ↘ Elaboration et instauration des protocoles d'échanges entre les différents acteurs pour permettre la mobilisation des informations et la collecte des données nécessaires à l'élaboration du DBSG ;
- ↘ Mise en place les mesures d'accompagnement (renforcement des capacités/sensibilisation, communication et vulgarisation...).

Afin de mieux aborder la rédaction du Document Budgétaire Sensible au Genre pour le compte de l'exercice 2026, les étapes importantes et date line ci-dessous devront guider l'agenda des travaux :

- ↘ Transmission du canevas du document aux administrations publiques : fin juin ;
- ↘ Lancement de la rédaction de la partie transversale du document : Mi-juillet ;
- ↘ Réception des parties sectorielles transmises par les administrations : 31 juillet ;
- ↘ Recoupement des données avec les chaînes de résultats figurants au niveau des PPA/Rapports Annuels de Performance (RAP) : Fin août
- ↘ Contrôle qualité et compilation de document : Mi-Septembre
- ↘ Transmission du document compilé pour validation aux ministères sectoriels : septembre ;
- ↘ Intégration des observations/avis et recommandations recueillies : octobre ;
- ↘ Dépôt du document budgétaire sensible au genre en accompagnement du projet de loi de finances initiale : octobre ;
- ↘ Elaboration d'une version simplifiée du document budgétaire sensible au genre à destination du grand public



Annexes 1

Présentation de la matrice de suivi des indicateurs de performance de la PNG

Libellé orientation PNG	Indicateurs de performance								
	intitulé	Unité de mesure	Baselines 2021	Cibles quinquennales		Rayonnement	Structures responsables de la mise en œuvre	Source de données	Fréquence De collecte
				2025	2030				
Programme 1: Promotion de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement primaire	ratio	0,9 (2022)	1	1	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	Annuelle et quinquennale
			AD	AD	1	Par région			
	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement secondaire	ratio	0,93 (2022)	AD	1	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	Annuelle et quinquennale
			AD	AD	1	Par région			
	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement supérieur		AD	AD	1	National	MINESUP MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESUP	An
			AD	AD	1	Par région			
	Indice de parité garçons/filles dans l'enseignement professionnel		0,88	1	1	National	MINEFOP MINEPIA MINADER MINAS MINPROFF	MINEFOP	
			AD	AD	1	Par région			
	Taux d'achèvement fille/garçon dans le cycle primaire	%	75,1% (2022)	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Taux d'achèvement fille/garçon dans le 1er cycle du secondaire	%	40,91	46,75	50	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Taux d'achèvement fille/garçon dans le cycle supérieur	%	AD	AD	AD	National	MINESUP MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESUP	
%					Par région				
Taux	%	AD	AD	AD	National	MINJEC MINAS	EDS RGPH		

	d'achèvement fille/garçon dans l extrascolaire)	%	AD	AD	AD	Par région	MINPROFF	MINJEC	
	Taux d'alphabétisation des jeunes femmes de 15-24 ans	%	76,5%	80%	95%	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An
		%				Par région			
		%		80		Par région			
	Taux brut de scolarisation des filles au primaire	%	112,9	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Par ZEP			
Action 1.1.: Renforcement de l'accès équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'alphabétisation.	Taux brut de scolarisation des filles au secondaire	%	44,55	47,39	AD	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	23,7% (2022)			Par ZEP			
	Taux net de scolarisation des filles au primaire	%	75,4%	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINEDUB	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Par ZEP			
	Taux net de scolarisation des filles au secondaire	%	35,42	38,30	AD	National	MINESEC MINAS MINPROFF	EDS RGPH MINESEC	
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	18,8% (2022)			Par ZEP			
	Taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans le cycle primaire	%	AD	AD	AD	National	MINEDUB MINAS MINPROFF	MINEDUB	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Par ZEP			
	Taux d'abandon scolaire chez les jeunes filles dans	%	12,89% (2022)	AD	AD	National	MINESEC MINAS MINPROFF	MINESEC	An
		%	AD	AD	AD	Par région			

	le cycle secondaire	%	AD	AD	AD	Par ZEP				
	Taux d'abandon académique chez les jeunes filles	%	AD	AD	AD	National	MINESUP	MINESUP	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Proportion des femmes parmi les apprenants qui abandonnent leur formation professionnelle	%	22,7	5	0	National	MINEFOP MINESEC MINEPIA MINADER	MINEFOP		
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Taux d'abandon des jeunes filles dans l'extrascolaire	%	AD	AD	AD	National	MINJEC MINAS MINPROFF	MINJEC	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Taux d'achèvement fille/garçon dans l'extrascolaire	%	AD	AD	AD	National	MINJEC MINAS MINPROFF	MINJEC	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Proportion des femmes parmi les détenteurs de titre professionnels issus des CFP publics et privés agréés	%	51,8	60	65	National	MINEFOP MINJEC MINAS MINPROFF MINEPIA MINADER	MINEFOP	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
		%	AD	AD	AD	Par région				
Action 1.2.: Amélioration des compétences, connaissances et de l'accès équitable des femmes et des filles, des hommes et des garçons, à une information de qualité et aux TIC.	Taux d'exposition des femmes et jeunes filles aux médias	%	50%	70%	90%	National	MINCOM MIPROFF MINPOSTEL	EDS MINPOSTEL	An	
		%				Par région				
	Taux d'utilisation de l'internet par les femmes et jeunes filles	%	27%	60%	90%	National	MINPOSTEL	EDS MINPOSTEL	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
	nombre de femmes et jeunes filles formées en TIC	femme		AD	AD	AD	National	MINCOM MINPOSTEL MINPROFF MINJEC	MINPOSTEL	an
		femme		AD	AD	AD	Par région			

	Nombre de femmes sensibilisées à l'utilisation responsable des réseaux sociaux	femme	AD	AD	AD	National	MINPOSTEL MINESEC MINEDUB	MINPOSTEL	an
		femme	AD	AD	AD	Par région			
Programme 2: Amélioration de l'accès des femmes et des filles aux services de santé de qualité notamment en matière de Santé de la Reproduction, maladies non transmissibles, de lutte contre le VIH Sida et d'autres pandémies	Taux de mortalité maternelle	Femmes %°000 naissances vivantes	406	200	70	National	MINSANTE	EDS RGPH MINSANTE	An
	Taux de prévalence du VIH chez les femmes de 15-49 ans	%	3,4% (2018)	2%	1%	National	MINSANTE CNLS MINJEC	MINSANTE	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Taux de CPN 4 et plus chez les femmes, jeunes filles/adolescentes	%	64,9%	77%	85%	National	MINSANTE	EDS MINSANTE	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Action 2.1. : Amélioration de la santé de la reproduction des femmes et adolescentes et réduction de la mortalité et morbidité maternelles	Taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié	%	69%	80%	90%	National	MINSANTE	EDS MICS MINSANTE
%			AD	AD	AD	Par région			
Taux de naissances chez les adolescentes i.e. les femmes âgées de 15-24 ans		%	4 %	2%	1%	National	MINSANTE	EDS MICS RGPH MINSANTE	Périodique An
		%	AD	AD	AD	Par région			
Action 2.2. : Promotion du genre dans la lutte contre le VIH – SIDA et d'autres pandémies	Pourcentage de femmes de 15-49 ans connaissant les deux moyens de prévention de l'infection par le VIH	%	70%	85%	100%	National	MINSANTE ET TOUTES LES AUTRES ADMINISTRATIONS	EDS MICS	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Pourcentage de femmes de 15-49	%	64%	80%	100%	National	MINSANTE ET TOUTES LES	EDS MICS	Périodique

	ans qui connaissent les trois moyens de transmission du VIH de la mère à l'enfant	%	AD	AD	AD	Par région	AUTRES ADMINISTRATIONS		
Action 2.3. : Promotion de l'éducation des femmes et les adolescentes à la nutrition et aux pratiques familiales essentielles	Taux de fréquentation des formations sanitaires par les adolescentes et les femmes	%	AD	AD	AD	National	MINSANTE MINPROFF	MINSANTE	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Urbain			
		%	AD	AD	AD	rural			
	Nombre de séances tenues sur l'éducation nutritionnelle et les PFE	nb	804	1500	2500	National	MINSANTE MINPROFF MINEPAT	MINSANTE	Périodique An
		nb	AD	AD	AD	Par région			
	Nombre de personnes touchées par la sensibilisation sur les pratiques nutritionnelles et les PFE	nb	3 064 776	4 050 00	4 800 000	National	MINSANTE MINPROFF MINEPAT	MINSANTE	Périodique An
		nb	AD	AD	AD	Par région			
Programme 3: Renforcement de la contribution des femmes au développement socioéconomique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production	Taux de pauvreté des femmes	%	37,7%	32%	27%	National		ECAM	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
		%	AD	AD	AD	Urbain			
		%	AD	AD	AD	rural			
	Proportion des femmes ayant un emploi salarié	%	45,5%	75%	85%	National		EESI	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes chefs d'entreprises	%	37.20%	40%	50%	National	MINPMEESA	RGE MINPMEESA	An
			AD	AD	AD	Par région			
	Taux d'activité des femmes	%	48,9 %	75%	85%	National		EESI	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion d'employés de sexe féminin dans	%	37,3	41	50	National		EESI	

	le secteur moderne de l'économie dans public et privé formel								
Action 3.1. : Accès égalitaire et maintien des femmes et des hommes aux emplois de l'administration publique et du secteur privé	Proportion des femmes Immatriculées	%	AD	AD	AD	National	MINFOPRA	MINFOPRA	An
	Proportion des femmes recrutées dans la fonction publique	%	AD	AD	AD	National	MINFOPRA	MINFOPRA	An
	Proportion des femmes insérées dans le secteur privé formel	%	50	70	80	National	MINEFOP MINJEC MINAS MINAS MINADER MINEPIA	MINEFOP	An
%		AD	AD	AD	Par région				
Action 3.2. : Amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les segments des chaînes de secteurs productifs clés (agriculture, élevage, pêche)	Proportion de femmes exploitantes agricoles (informel)	%	27,3	34%	40%	National	MINADER MINEPAT	RGAE MINADER EESI	Périodique An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes exploitantes dans le domaine de l'élevage	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINEPAT	RGAE MINEPIA EESI	5 ans
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes exploitantes dans le domaine de la pêche	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINEPAT	RGAE MINEPIA EESI	5 ans
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion de femmes exploitantes dans le domaine des industries animales	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINEPAT	RGAE MINEPIA EESI	5 ans
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Revenu moyen	FCFA	AD	AD	AD	National		RGAE	5 ans

	des femmes rurales	FCFA				Par région		EDS EESI	
Action 3.3 : Amélioration de la rentabilité des opérations économiques des femmes œuvrant dans le secteur informel et dans l'entrepreneuriat	Proportion des femmes responsables des unités de production artisanale enregistrées dans les bureaux communaux d'artisanat	%	51,38%	70%	80%	National	MINPMEESA	EESI MINPMEESA	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine de l'agriculture	%	AD	AD	AD	National	MINADER MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINADER	Périodique An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine de l'élevage	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINEPIA	
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine de la pêche	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINEPIA	
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine des	%	AD	AD	AD	National	MINEPIA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINEPIA	
		%	AD	AD	AD	Par région			

	industries animales									
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un appui pour la création d'une AGR dans le domaine des PME	%	AD	AD	AD	National	MINPMEESA MINPROFF MINJEC MINEPAT	RGAE EESI MINPMEESA		
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Pourcentage de commerçants du secteur informel ayant migré vers le formel	%	AD	AD	AD	National	MINPMEESA MINPROFF	MINPMEESA	Périodique An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Action 3.4.: Élargissement du cadre et de l'offre de services de soutien aux activités économiques des femmes.	Nombre de mécanismes mis en place et fonctionnels	nb	0	3	5	National Par région Par commune	MINADER MINEPIA MINPROFF MINPMEESA MINCOMMERCE MINDCAF	MINPROFF	An
Action 3.5. : Promotion de l'accès équitable aux facteurs de production (ressources naturelles et foncières, monétaires, technologiques, infrastructures et équipements)	Proportion des femmes ayant accès aux ressources foncières	%	AD	AD	AD	National	MINADER MINEPIA MINDCAF MINPROFF	EDS RGPH MINDCAF	An	
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Proportion des femmes parmi les bénéficiaires d'un titre de propriété foncière (Concession, titre foncier)	%	AD	AD	AD	AD	National	MINADER MINEPIA MINPROFF MINDCAF	EDS RGPH MINDCAF	Périodique An
		%	AD	AD	AD	Par région				
	Proportion de femmes parmi les bénéficiaires d'un crédit bancaire ou tout autre service financier	%	AD	AD	AD	AD	National	MINFI MINEPIA MINADER	EDS ECAM FINSOPE RGPH RGAE	Périodique 5 ans
		%	AD	AD	AD	Par région				

	Proportion de femmes parmi les demandeurs d'intrants, équipements, technologies et infrastructures	%	AD	AD	AD	National Par région Par commune	MINADER MINEPIA MINPROFF MINEPAT		Périodique
	Proportion de femmes parmi les bénéficiaires d'intrants, équipements, technologies et infrastructures	%	AD	AD	AD	National	MINADER MINEPIA MINPROFF MINEPAT	ECAM EDS RGAE RGPH	Périodique
		%	AD	AD	AD	Par région			
Action 3.6. : Promotion du genre dans le développement et la mise en œuvre des investissements dans le secteur de l'eau résilient au climat	Nombre de lois, politiques, plans, programmes, stratégies et projets dans le secteur de l'eau du climat genre sensibles	nb	0	3	3	National Par région Par commune	MINEE MINEPDED MINT		An Périodique
	Nombre de comité genre, eau et climat mis en place et fonctionnels	nb	0	2	2				
	Nombre de femmes occupant des postes de responsabilité stratégiques dans le secteur de l'eau et de l'environnement	nb	6	8	10				
	Nombre d'initiatives endogènes sur l'eau et l'environnement portées par des femmes leaders	nb	AD	+2	+4				

Programme 4 : Promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits des hommes et des femmes sans discrimination et à l'élimination des Violences Basées sur le Genre (VBG)	Pourcentage de femmes victimes de violences depuis l'âge de 15 ans causées par une personne quelconque	%	Physique : 39%	Physique :	Physique :	National	MINJUSTICE MINPROFF MINAS OSC	EDS	
		%	Sexuelle : 13%	Sexuelle :	Sexuelle :				
		%	Psychologique: 28,8%	Psychologique	Psychologiques				
	Pourcentage de femmes victimes de violences au cours des 12 derniers mois	%	Physique : 18,4%	Physique :	Physique :				
		%	Sexuelle : 5,2%	Sexuelle :	Sexuelle :				
		%	Psychologique : 22,4%	Psychologique	Psychologiques				
Action 4.1. : Renforcement de l'arsenal juridique et effectivité d'application des textes juridiques garantissant les droits des femmes et des hommes	Pourcentage d'instruments internationaux et régionaux de protection des droits des femmes ratifiés	%	100%	100%	100%	National	MINJUSTICE MINPROFF		An
	Nombre de textes de lois genre sensible élaborés	nb	8	AD	AD	National	MINJUSTICE MINPROFF	MINJUSTICE	An
	Proportion d'instruments internationaux des droits des femmes mis en œuvre	%	AD	AD	AD		MINJUSTICE MINPROFF CS	CS	
Action 4.2. : Amélioration de l'accès aux services de justice en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes et du respect de leurs droits	proportion des acteurs de la chaîne judiciaire capacités sur les droits des femmes	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE SED DGSN	MINJUSTICE	An
	Proportion des femmes bénéficiaires d'assistance judiciaire	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	An
					Par région				

	Proportion des juridictions disposant des bureaux d'accueil pour les personnes vulnérables notamment les femmes victimes de VBG	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	
		%				Par région			
Action 4.3 : Vulgarisation des textes et renforcement des connaissances sur les droits et devoirs des femmes et des hommes	Pourcentage de la population sensibilisée sur les droits et devoirs des femmes et des hommes	%	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINJEC MINESEC MINESUP MINAS	MINPROFF	An
		%				Par région			
	Nombre de mécanismes communautaires mis en place pour promouvoir les droits des femmes	nb	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINAS	MINPROFF	An
Action 4.4 : Prévention, prise en charge et punition des violences basées sur le genre, de la traite des personnes et du trafic des migrants	Pourcentage des décisions de condamnation (emprisonnement, réparation et indemnisation), relatives aux VBG (physique, sexuelle et émotionnelle)	%	AD	50%	100%	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Pourcentage des décisions de condamnation (emprisonnement, réparation et indemnisation), relatives à la traite et au trafic des migrants (femmes et jeunes filles)	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE	MINJUSTICE	An

	Proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge médicale	%	AD	AD	AD	National	MINSANTE	EDS	5 ans	
		%	AD	AD	AD	Par région				
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge psychosociale	%	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINAS	EDS		
		%	AD	AD	AD	Par région				
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge juridique et judiciaire	%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE DGSN SED	EDS		
		%	AD	AD	AD	Par région				
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge économique	%	AD	AD	AD	National	MINPROFF MINAS	EDS		
		%	AD	AD	AD	Par région				
	proportion des survivantes bénéficiant d'une prise en charge holistique	%	AD	AD	AD		MINPROFF MINAS			
		%	AD	AD	AD					
	Action 4.5 : Lutte contre les fléaux sociaux émergents et protection spéciale des jeunes filles et garçons	Nombre de jeunes garçons et filles sensibilisés sur les fléaux sociaux émergents	nb	AD	+5000	+10000	National	MINPROFF MINAS MINESEC MINEDUB MIINESUP MINJEC	MINPROFF	An
			nb	AD	AD	AD	Par région			
Pourcentage des décisions de justice réprimant la violation des droits		%	AD	AD	AD	National	MINJUSTICE MINPROFF MINAS	MINJUSTICE	An	

	des jeunes garçons et filles de moins de 22 ans		AD	AD	AD	Par région			
<p>Programme 5: Renforcement de la participation et de la représentativité des femmes, des hommes, et des jeunes dans la gouvernance nationale, locale et communautaire et dans les sphères de décisions publique et politique</p>	Taux de représentativité des femmes aux postes électifs	%	-Assemblée Nationale : 33, 33 % -Sénat : 26% -maires : 10, 83% Conseillers municipaux :24% -Exécutifs Régionaux : 0% Conseillers régionaux : 22,88% -Chef de partis politiques : 4,46 %	-Assemblée Nationale : 40% -Sénat : 40% -Exécutifs communaux : 30% -Exécutifs Régionaux : 10% -Chef de partis politiques : 10%	-Assemblée Nationale : 50% -Sénat : 50% -Exécutifs communaux : 40% -Exécutifs Régionaux : 20% -Chef de partis politiques : 20%	National	MINAT ELECAM MINDEVVEL MINPROFF AN Sénat Régions Communes Partis politiques	MINAT ELECAM MINDEVVEL AN SÉNAT MINPROFF	Périodique
	Taux de représentativité des femmes aux postes nominatifs	%	-Gouvernement : 16,93% -Représentations Diplomatiques : AD -Forces de Défense et de Sécurité : AD Commandement Territorial : 7,6% -Administration judiciaire : 20, 23% -Postes stratégiques dans l'Administration : 29,01%	- Gouvernement : 20% - Représentations Diplomatiques : 10% -Forces de Défense et de Sécurité : 5% Commandement Territorial : 10% -Administration judiciaire : 25% -Postes stratégiques dans l'Administration :	- Gouvernement : 30% - Représentations Diplomatiques : 20% -Forces de Défense et de Sécurité : 10% Commandement Territorial : 15% -Administration judiciaire : 30% -Postes stratégiques dans l'Administration :	National	PRC SPM MINREX MINDEF MINAT MINDEVVEL MINPROFF MINJUSTICE	SPM MINREX MINDEF MINAT MINDEVVEL MINPROFF MINJUSTICE	Périodique An

			-Sociétés d'Etat : AD -SG de région : 10% -Public independant Conciliator : 50%	35% Sociétés d'Etat : 5% -SG de région : 30% -Public independant Conciliator : AD	40% Sociétés d'Etat : 10% -SG de région : 40% -Public independant Conciliator : AD				
Action 5.1. : Promotion de l'équilibre dans la représentation des femmes et des hommes dans les instances de décision, dans les postes électifs et administratifs au niveau national et dans les représentations diplomatiques du Cameroun	Existence d'un quota de représentativité des femmes dans les instances de décision aux niveaux national et local		Non	Oui	Oui	National	PRC SPM MINAT ELECAM MINDEVVEL MINPROFF AN SÉNAT	SPM	Périodique An
Action 5.2.: Promotion de la participation citoyenne des femmes et des hommes dans les instances décisionnelles aux niveaux familial, communautaire et local.	Taux de représentativité des femmes dans les instances décisionnelles de concertation aux niveaux des ménages, communautaire et local.	%	AD	Au moins 30%	Au moins 30%	National	MINDDEVEL MINPROFF MINJEC MINAT Régions Communes	EDS	An
		%	AD	AD	AD	local			
		%	AD	AD	AD	ménage			
	Nombre de cadre de dialogue mis en place par les femmes		AD	Au moins 20%	Au moins 30%	National Par région Par commune	MINDDEVEL MINPROFF Régions Communes	MINPROFF	An

Programme 6: Renforcement des mesures de protection et de résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires et la participation dans la construction de la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble	Proportion de femmes et filles bénéficiaires de la réponse humanitaire	%	13368 enfants réfugiés (7413 filles et 5955 garçons) 44796 enfants déplacés internes (28021 filles et 16775 garçons);	Au moins 50%	Au moins 80%		MINAT MINPROFF MINAS MINEPAT Acteurs humanitaires	MINAT	An
	Proportion de femmes participant dans les initiatives de paix et sécurité au niveau international, régional,	%		Au moins 30%	Au moins 30%	National	MINAT MINPROFF MINAS MINDEF DGSN CNDDR CNPBM MINEPAT MINREX	MINPROFF	An
Action 6.1. : Protection des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires	Nombre de femmes bénéficiaires des mesures de protection post catastrophe	nb	AD	+1000.000	+2000.000	National	MINAT MINPROFF MINAS MINEPAT Acteurs humanitaires	MINAT	An
		nb	AD	AD	AD	Par zone humanitaire			
Action 6.2. : Renforcement des moyens de subsistance pour la résilience des femmes et des hommes dans les crises humanitaires et sécuritaires	Nombre de femmes réfugiées, déplacées internes et retournées bénéficiaires d'un soutien pour le développement des AGR	nb	AD	+1000.000	+1000.000	National	MINAT MINPROFF MINAS MINJEC MINEPAT Acteurs humanitaires	MINAT	Périodique An
		nb	AD	AD	AD	Par zone humanitaire			
Action 6.3. : Promotion du genre dans les processus de réponse humanitaire, de prévention, de résolution des conflits et de construction de la paix.	Proportion de projets avec la Notation 3 du GAM	%	AD	80%	100%	National	Acteurs humanitaires	MINPROFF	Périodique An
		%	AD	AD	AD	Par région			
	Taux de mise en œuvre du PAN 1325		AD	Au moins 75%	Au moins 85%	National	MINPROFF	MINPROFF	An
Programme 7 :	Proportion de	%	AD	50%	100%	National	MINPROFF	MINPROFF	An

Renforcement du cadre institutionnel et institutionnalisation du genre comme un principe directeur de bonne gouvernance dans les politiques et réformes publiques	mécanismes de promotion du genre fonctionnels								
	Proportion de CTD disposant budget genre sensibles	%		CTD : 25%	CTD :50%	Par Région	MINFI MINEPAT MINPROFF MINDDEVEL	MINFI MINEPAT MINDDEVEL	
		%	AD	AD	AD	Par commune			
	Proportion de ministères sectoriels disposant de CDMT genre sensibles	%	AD	AD	AD	National	MINFI MINEPAT MINPROFF	MINFI MINEPAT	
	Proportion de ministères sectoriels disposant de PPA genre sensibles	%	AD	50%	100%	National	MINFI MINEPAT MINPROFF	MINFI	An
	Nombre de rapports genre élaborés et présentés au parlement	nb	1	5	10	National	MINFI MINEPAT MINPROFF Ministères pilotes Parlement	MINFI	An
Action 7.1. : Promotion du genre pour un changement de comportements en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes	Nombre de leaders conduisant des activités spécifiques sur le genre	nb	AD	AD	AD	National	MINPROFF OSC	MINPROFF MINAT	An
Action 7.2. : Soutien à l'institutionnalisation de la Budgétisation sensible au Genre dans toutes les administrations publiques au niveau national et local	Proportion d'administrations publiques intégrant l'approche BSG	%	AD	50%	100%	National	MINFI MINEPAT MINPROFF	MINFI	An
	Proportion des CTD intégrant l'approche BSG	%	AD	25%	50%	Par Région	MINFI MINEPAT MINPROFF MINDDEVEL	MINFI MINEPAT MINDDEVEL	An
		%	AD	AD	AD	Par commune			
Action 7.3. : Restructuration du dispositif	Proportion d'administrations publiques ayant un	%	AD	25%	50%	National	MINFOPRA MINPROFF	MINFOPRA	An

institutionnel en matière de genre	dispositif interne genre fonctionnel								
Action 7.4. : Accompagnement des administrations publiques nationales et locales en matière d'intégration du genre .	Proportion des stratégies sectorielles genre sensible	%	AD	50%	100%	National	MINPROFF	MINPROFF	An
Action 7.5. : Amélioration de la production et l'utilisation des statistiques de genre	Proportion d'indicateurs de la liste minimale des indicateurs de genre de l'Union Africaine disponibles et actualisés	%	AD	70%	100%	National	Système statistique National INS BUCREP MINPROFF	INS	An

MINDDEVEL

Programme budgétaire	Activités sensibles au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 098 - Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur décentralisation et développement local par actions et activités	Animation de l'action sociale en faveur des hommes et des femmes	Attribution des aides et secours ponctuels	20 000	F	SUPPORT
	Formation continue et amélioration des compétences des Hommes et des Femmes du MINDDEVEL	Toutes les taches	424 294	F	SUPPORT
Programme 099	Arrimage des CTD à la budgétisation par programme sensible au genre et à l'enfant	Accompagnement à la mise en œuvre du budget programme	13 500	F	7
TOTAL			457 794		

MINESEC

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 106 : Amélioration de la qualité de l'éducation et de la vie en milieu scolaire dans le sous-secteur des	Systématisation de l'encadrement et de la formation continue des Inspecteurs, des enseignants et des responsables administratifs	Toutes les taches	752 000	F	1

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
enseignements secondaires	Amélioration des apprentissages des élèves filles et garçons en Maths à travers le projet AIMS	Contribution du MINESEC relative à la formation des enseignants et enseignantes de mathématiques et à la sensibilisation des chefs d'établissement dans le cadre du partenariat MINESEC-AIMS	20 000	F	1
	Renforcement de l'encadrement et du suivi évaluation des personnels (enseignants, élèves professeurs, élèves maitres)	Toutes les taches	1 505 000	F	1
	Amélioration de l'accès au service d'orientation par les élèves filles et garçons	Production et diffusion de supports d'information scolaires et professionnelles par la DOVAS	26 000	F	1
	Lutte contre les déperditions en milieu scolaire	Toutes les taches	75 000	F	1
	Promotion de l'assistance scolaire chez les élèves filles et garçons	Toutes les taches	100 000	F	1
	Promotion de la sante scolaire	Toutes les taches	35 000	F	2
	Renforcement du culte d'excellence	Toutes les taches	70 000	F	1
Programme 107 : Gouvernance et appui institutionnel dans le	Actualisation des données statistiques et de la carte scolaire	Toutes les taches	85 000	F	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
sous secteur enseignements secondaires	Amélioration des conditions de travail dans les services centraux	Fêtes officielles et cérémonies	330 200	F	SUPPORT
	Élaboration des documents de budgétisation	Actualisation du CDMT	35 000	F	SUPPORT
		Elaboration du Projet de Performance (PPA)	17 000	F	SUPPORT
Programme 112 : Intensification de la professionnalisation et optimisation de la formation dans le sous secteur des enseignements secondaires	Construction et équipement des Lycées Professionnels	- Maîtrise d'œuvre des travaux de construction du Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yagoua	40 000	I	1
		Fonds de contrepartie - PADESCE	185 000	I	1
		Maitrise d'œuvre du projet de Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	40 000	I	1
		Construction et équipement du LP d'Ekounou, Fonds de contrepartie en taxes et douanes	190 000	I	1
		Construction et équipement du LP de Douala-Akwa, Fonds de contrepartie en dépenses réelles	300 000	I	1
		Fonds de contrepartie en taxes et douanes	200 000	I	1
		- Travaux de construction du Lycée Technique et	460 000	I	1

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		Professionnel Agricole de Yagoua			
		Construction du lycée technique et professionnel agricole de Lagdo	460 000	I	1
		Achèvement des travaux de construction et d'équipement du lycée technique de Ombé	219 000	I	1
	Mise en place des incubateurs de micro-entreprises dans les établissements secondaires techniques	toutes les taches	250 000	F	1
TOTAL			4 642 200		

MINEDUB

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	crédit programmé	nature	Axe PNG
Programme 101 : développement du préscolaire	Formation des enseignants aux techniques d'animation et de créativité	Toutes les taches	45 000	F	1
Programme 102 : Universalisation du cycle primaire	Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et	Toutes les taches	1 378 948	F	1

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	crédit programmé	nature	Axe PNG
	des établissements périscolaires de la commune				
	Construction et Equipement des salles de classe dans les EP	Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP) dans les ZEP	60 000	F	1
		Maitrise d'œuvre pour la construction de 04 écoles témoins	62 200	F	1
		Suivi des Projets d'Investissement Public (BIP) dans les ZEP	75 000	F	1
	Construction des écoles témoins	Toutes les taches	2 450 000	F	1
	Programme d'Appui à la Réforme de l'Education au Cameroun (PAREC)	Fonds de contrepartie en taxes et douanes	100 000	I	1
		Fonds de Contrepartie du programme PAREC	400 000	I	1
	Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les taches	9 152 993	F	1
	Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les taches	4 024 665	F	1

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	crédit programmé	nature	Axe PNG
	Equipement des Ecoles Publiques en kits de micro science	Toutes les taches	40 000	I	1
	Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les taches	266 350	F	1
	Promotion de la santé scolaire	Suivi de la santé des élèves et des personnels relevant du Ministère de l'Education de Base	10 500	F	2
		- Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire	25 000	F	4
	Création, conformément à la carte scolaire, la gestion, l'équipement, l'entretien et la maintenance des écoles maternelles et primaires et des établissements périscolaires de la commune	Toutes les taches	15 000	F	1
	Fidélisation du Personnel Affecté dans les Etablissements Scolaires en ZEP	Fidélisation des Enseignants à leurs Poste	500 000	F	1
	promotion de l'équité	Projet Education de Base avec l'appui de l'UNICEF	100 000	I	1
	éducation de la jeune fille	toutes les taches	220 000	F	1

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	crédit programmé	nature	Axe PNG
Programme 103 : Alphabétisation	Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de supervision pédagogique à la didactique des Langues Nationales	Développement des outils de Suivi-évaluation des activités des écoles expérimentales en langues nationales	56 000	F	1
	Mise en œuvre des stratégies de lutte contre l'analphabétisme	Renforcement des techniques innovants de promotion des langues nationales	10 500	F	1
Programme 104 : Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur éducation de base	Gestion Budgétaire	- Elaboration CDMT et document CEP	29 675	F	SUPPORT
		- élaboration RAP	15 000	F	SUPPORT
		Préparation de la participation du Cameroun à la 43 -ème session de la Conférence Générale de l'UNESCO	250 000	F	SUPPORT
		Opérationnalisation/Contextualisation de la Politique Nationale du Genre dans le sous-secteur de l'Education de Base	20 000	F	SUPPORT
		Atelier de relecture et de validation du Rapport Annuel de Performance(RAP) du MINEDUB	70 000	F	SUPPORT
		Atelier de relecture et de validation du Projet de Performance Annuel (PPA) du MINEDUB	70 000	F	SUPPORT
		Atelier de relecture et de validation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du MINEDUB	60 000	F	SUPPORT
		Mise en œuvre de la politique d'alimentation scolaire au MINEDUB	40 000	F	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	crédit programmé	nature	Axe PNG
		Conférence budgétaire	25 000	F	SUPPORT
	Traitement et production des outils d'aide à la décision	Saisie, codification, Apurement des données et production des rapports d'analyse et de l'annuaire statistique	100 000	F	SUPPORT
		Atelier de Partage des Résultats et Diffusion des Données Statistiques	10 000	F	SUPPORT
	Suivi/évaluation des grandes orientations concernant le MINEDUB dans les documents stratégiques nationaux et internationaux	- coordination, suivi et évaluation de l'agenda ODD4- éducation 2030 - MINEDUB	20 000	F	SUPPORT
	Collecte et traitement des données Statistiques	Toutes les taches	229 500	F	SUPPORT
	Pilotage et coordination DRH	Cartographie des postes de travail au Ministère de l'Education de Base	25 000	F	SUPPORT
	Prise en compte des dépenses communes	- Fête officielles et cérémonies	250 000	F	SUPPORT
TOTAL			20 206 331		

MINFI

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 034	Finalisation des projets de loi de Finances	Actualisation de la matrice de triangulation SND30-PNG-CSP	1 000	F	7

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		Accompagnement des administrations à la conduite des analyses situationnelles genre sectorielles	1 000	F	7
		- Elaboration de l'annexe budgétaire sensible au genre	4 090	F	7
	Elaboration des textes normatifs et outils méthodologiques relatifs à la réforme des finances publiques	Elaboration du référentiel des conférences budgétaires	2 327	F	7
	Elaboration de la circulaire présidentielle sur la préparation du budget	Toutes les taches	19 648	F	7
	Préparation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)	Toutes les taches	19 648	F	7
	Conférence de budgétisation	Arrimage du format du PPA sous le prisme du genre et élaboration du guide de rédaction des PPA	1 000	F	7
		Préparation des conférences budgétaires	5 200	F	7
		marquage informatique des dépenses sensibles au genre dans le cadre de l'élaboration des PPA	1 000	F	7
		Accompagnement des administrations à l'élaboration de leurs PPA 2025	6 910	F	7
	Cadrage macro-budgétaire	Toutes les taches	22 406	F	7
	Elaboration des RAP à annexer à la loi des règlements	Accompagnement des administrations dans le cadre de l'élaboration des RAP 2023"	18 011	F	7
		Organisation des conférences d'examen des RAP 2022		F	7

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		Arrimage du format du RAP sous le prisme du genre et élaboration du guide de rédaction des RAP		F	7
	Mission des Opérations d'ouverture et de clôture de l'exercice budgétaire	Lancement du budget pour le compte de l'exercice 2024	5 439	F	7
		Elaboration de la Circulaire d'exécution du budget 2025 en y insérant un volet relatif au genre	5 439	F	7
		Actualisation des manuels de références pour l'exécution du budget de l'exercice n+1 en y intégrant les aspects relatifs au genre	9 340	F	7
		Piloteage et animation des activités de la réforme des finances publiques "	- Suivi de la Feuille de route 2024 de la BSG	5 800	F
	Élaboration du plan de formation des administrations en BSG		1 000	F	7
	Comité interministériel de pilotage de la BSG		1 000	F	7
	Mise en œuvre du plan de formation des administrations en BSG		1 000	F	7
Programme-092	Programmation-budgétisation suivi	Elaboration du CDMT du MINFI	35 000	F	SUPPORT
		Analyse situationnelle genre du MINFI	106 412	F	SUPPORT
		Élaboration du PPA du MINFI	83 000	F	SUPPORT
	Suivi de l'exécution du budget du MINFI	- Suivi du palmarès genre au MINFI	75 000	F	SUPPORT
		Mobilisation du personnel MINFI pour l'organisation de la JIF 2025	50 000	F	SUPPORT
		Evaluation de la mise en œuvre des actions de la PNG relevant du MINFI	100 000	F	SUPPORT
		Étude sur la situation de référence de la représentativité féminine dans les postes de responsabilité	99 521	F	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		Elaboration du RAP	30 000	F	SUPPORT
	TOTAL		710 191		SUPPORT

MINEPIA

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 053 : développement des productions et des industries animales	Soutien des producteurs hommes et femmes de la filière bovine	Organisation de la Journée Mondiale du Lait	10 000	F	3
	Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes et agro-industries	PCP-ACEFA: Sécurité Alimentaire	1 616 917	F	3
	Développement de la production fourragère	Participation à la journée mondiale de l'alimentation	10 000	F	3
	Suivi et évaluation de la performance du programme	Organisation des mini comices	30 000	F	3
	Soutien et accompagnement des producteurs hommes et femmes ainsi que les agro- industries d'autres filières d'élevage	Renforcement des capacités des OP sur les techniques de production en élevage non conventionnel (coléoptères ou foss , termites)	5 000	F	3
Programme 059 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur élevage, pêches et industries animales	Actualisation des outils de planification et de programmation sensible à la BSGE	Actualisation des documents de planification (Revue des activités et CDMT)	5 000	F	SUPPORT
	Collecte et analyse des statistiques administratives	Elaboration et validation des notes de conjonctures et de l'annuaire statistique du sous-secteur EPIAH	3 000	F	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
	désagrégés du sous-secteur EPIAH par sexe et par Age				
	Réalisation des enquêtes spécifiques genre sensible dans le sous-secteur EPIAH	Réalisation du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage (RGAE)	10 000	F	SUPPORT
	Promotion de la sécurité sociale, de la vie associative et culturelle	Célébration de la journée internationale de la femme (JIF)	14 000	F	SUPPORT
	Promotion du genre et lutte contre les IST/VIH/SIDA/ COVID-19	Toutes les taches	26 000	F	SUPPORT
TOTAL			1 729 917		

MINEPAT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 019 : Planification stratégique et aménagement durable du territoire	Suivi de la mise en œuvre des programmes et projets de développement	- Acquisition de matériel au profit des GIC, ONG et Associations	100 000	I	3
		Mise en œuvre du Programme Agropoles (Ressources d'investissement)	357 500	I	3
		Contribution de l'Etat en taxes et droit de douane du PERIZ-MAÏS-MANIOC	300 000	I	3
		- Acquisition de matériel au profit des GIC, ONG et Associations	100 000	I	3
		Contribution de l'Etat en dépenses réelles pour la mise en œuvre du projet Filets Sociaux adaptatif	150 000	I	3
		Evaluation de l'impact et de la durabilité des interventions des programmes et projets de	25 000	I	3

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		développement sur les conditions de vie des populations à la base			
		Appui budgétaire aux Filets Sociaux	520 000	I	3
	Mise en œuvre du Projet composante "Planification Sociale"- UNICEF	Fonds de contrepartie en dépenses réelles du Projet composante "Planification Sociale"- UNICEF	70 000	I	3
	MiseenoeuvredelaSND30	MiseenoeuvreduComitéTechniquedeSuividelaSND30	150 000	F	3
	Production des outils techniques et des évidences empiriques sur les interrelations entre population et développement	Toutes les taches	850 000	F	3
	renforcement de la prise de conscience nationale sur les interrelations entre population et développement	Organisation des festivités marquant la Journée Mondiale de la Population	40 000	F	3
Programme 022 : Appui a la transformation structurelle pour l'accélération de la croissance	Centralisation des projets d'investissement public du Gouvernement	Toutes les taches	76 000	F	7
	Evaluation et audits de la dépense	Toutes les taches	104 061	F	7
	Préparation, élaboration et diffusion du budget d'investissement	Organisation des activités de préparation du budget d'investissement public	10 000	F	7
	Programmation des dépenses	Séminaire de lancement des activités de programmation des dépenses	20 261	F	7
		Accompagnement de toutes les administrations à l'élaboration des CDMT 2024-2026 (EPA CTD)	25 000	F	7
		Organisation des conférences élargies de programmation et de performance associée	40 000	F	7

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		Validation technique des" CDMT initiaux" 2024-2026 des administrations, des EPA et CTD	20 000	F	7
Programme 023 : Renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale	Mise en œuvre du Programme de Coopération Cameroun-UNICEF 2022-2026: Volet Nutrition	Contribution de l'Etat pour le Programme de Coopération Cameroun UNICEF 2022-2026 : Volet Nutrition	50 000	I	2
Programme 024 Gouvernance	Elaboration du Projet de Performance du MINEPAT	Toutes les taches	103 500	F	SUPPORT
	Animation de la chaine PPBS	Toutes les taches	86 500	F	SUPPORT
	Action sociale et renforcement de la solidarité	Toutes les taches	75 500	F	SUPPORT
	Organisation des réunions, des cérémonies officielles et autres participations	Participation à la célébration de la journée internationale de la femme	40 000	F	SUPPORT
TOTAL			3 313 322		

MINSANTE

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 045 : Prévention de la maladie	Acquisition et distribution des MILDA	Contribution de l' Etat au Programme National de Lutte contre le Paludisme	5 000 000	I	2
		Administration du TPI contre le paludisme aux femmes enceintes lors des consultations prénatales	10 000	F	2

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
	Offre du Conseil et du dépistage volontaire du VIH chez les jeunes et toute personne ignorant son statut sérologique	Toutes les taches	13 500	F	2
	Offre du Conseil, du dépistage volontaire chez les femmes enceintes (FEC) et les nouveau-nés exposés au VIH	Toutes les taches	11 938	F	2
	Renforcement de la prévention du diabète, de l'hypertension artérielle et des autres MCNT	Célébration de la journée mondiale de lutte contre l'Hypertension Artérielle (HTA)	4 000	F	2
		Célébration de la journée mondiale de lutte contre le diabète	4 000	F	2
	Renforcement des actions d'interventions précoces des mésusages des substances dépendogènes en milieux jeunes	Toutes les taches	11 100	F	2
Programme 046 : Promotion de la sante et nutrition	Commémoration des journées internationales de santé	Commémoration de la journée internationale de la lutte contre le trafic de la drogue	3 800	F	2
		Commémoration de la Journée Mondiale de Lutte contre le Paludisme au niveau Central et régional	10 000	F	2
		Commémoration de la journée internationale de lutte contre les fistules obstétricales	5 000	F	2
	Communication pour le changement de comportement	- Campagnes de sensibilisation 120 femmes leaders communautaires et traditionnels des régions de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est en vue de leur implication dans la lutte contre la mortalité maternelle néonatale et infanto-juvénile dans les régions du septentrion et de l'Est	10 000	F	2

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		Supervision de 20 radios communautaires du septentrion contractualisées dans le cadre de l'appui budgétaire C2D sur l'effectivité de la diffusion des messages en faveur de la LMMNI	5 000	F	2
		Organisation de l'atelier d'élaboration des messages en faveur de la lutte contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile	5 000	F	2
		Renforcement des capacités de 20 hommes et femmes de 15 médias locaux en communication pour la santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent	5 000	F	2
		Superviser les 20 médias locaux du septentrion et de l'Est dans le cadre de la contribution des médias de proximité à la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile contractualisées dans le cadre de l'appui budgétaire C2D sur l'effectivité de la diffusion des messages en faveur de la LMMN"	10 000	F	2
	Renforcement des capacités et du cadre de référence en santé mentale	Formation des prestataires des hommes et femmes sur le traitement de la toxicomanie les addictions y compris des risques infectieux	5 000	F	2
		Production de supports de Sensibilisation des jeunes garçons et filles ainsi que des hommes et femmes contre la consommation de l'alcool et du tabac	10 000	F	2
		Formation des prestataires de santé homme et femme non spécialistes à l'utilisation des algorithmes et module de santé mentale	5 000	F	2
		Dissémination de supports de Sensibilisation des jeunes garçons et filles ainsi que des hommes et femmes contre la consommation de l'alcool et du tabac	5 000	F	2
	Renforcement de l'offre de service en SRA de qualité	Toutes les taches	75 000	F	2

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
	Renforcer les comportements favorables à une nutrition saine diversifiée et sécurisée tout au long du cycle de vie	Toutes les taches	13 000	F	2
Programme 047 : Renforcement du système de sante	Renforcement de l'offre en infrastructure des FOSA de 4ème ; 5ème et 6èmes catégories : volet CSU	Contribution de l'Etat au projet d'élimination de la transmission du VIH et du sida de la mère a l'enfant (PESVISIDANE)	240 000	RIO	2
		Contribution de l'Etat au projet d'appui aux services de la santé de reproduction, phase II (PASS-SR)	52 000	RIO	2
		HD NKOLDONGO: Travaux de construction/extension	86 532	RIO	2
	Implémentation de la phase 1 de la CSU	Toutes les taches	35 612 351	F	2
Programme 048 : PRISE EN CHARGE DES CAS	Renforcement de la chaine d'approvisionnement en intrants pour la prise en charge du paludisme	Toutes les taches	54 107	F	2
	Prise en charge des personnes vivantes avec le VIH(PVVIH)	Toutes les taches hors FINEX	6 365 000	F	2
	Mise en œuvre des projets de financements innovants pour le renforcement du système de santé (volet mère-enfant)	Toutes les taches	44 000	F	2
Programme 049 : Gouvernance et pilotage stratégique du système de sante	Coordination des activités des services à tous les niveaux de la pyramide sanitaire	Suivi des comités de revue/comite de surveillance des décès maternels, périnataux et riposte (4 régions en 2024, 3 en 2025 et 3 en 2026)	5 000	F	SUPPORT
		Appui financier à la Fondation Chantal Biya	300 000	F	SUPPORT
		Organisation de 02 réunions statutaires des activités de la lutte contre le cancer	5 000	F	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
		Coordination des activités de lutte contre la drogue	15 000	F	SUPPORT
		Elaboration d'une politique nationale de lutte contre les cancers	5 000	F	SUPPORT
		- Supervision des activités de lutte contre les mutilations génitales féminines mises en œuvre par les acteurs de la lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile Dns les régions de l'Extrême-Nord et de l'Es	5 000	F	SUPPORT
		Appui à l'organisation de la campagne de sensibilisation digitale et médiatique sur les fistules obstétricales	5 000	F	SUPPORT
	Elaboration des documents de planification, et de programmation du MINSANTE"	Elaboration du CDMT initial	70 000	F	SUPPORT
		- Ajustement du CDMT initial du MINSANTE	20 000	F	SUPPORT
		- Production du CDMT final du MINSANTE	6 000	F	SUPPORT
	Centralisation des données du MINSANTE	Toutes les taches	182 292	F	SUPPORT
	Appui pour la contribution du Cameroun au Projet Access Cancer CMRROCHE:	Appui pour la contribution du Cameroun au Projet PF 2030 : pour la	10 000	FCP	SUPPORT
	Pour assurer la prise en charge globale des Cancers de la mère et de l'enfant	Planification familiale	15 000	F	SUPPORT
	Coordination et suivi de la gestion financière et Budgétaire du MINSANTE	Elaboration du Projet de Performance du MINSANTE	209 000	F	SUPPORT
		Elaboration du Rapport annuel de performance de l'exercice précédent	100 000	F	SUPPORT
	Développement des Systèmes de Financement (Y Compris Les Financements Innovants)	Provision pour les études (évaluation de l'impact des ressources transférées aux CTD, Stratégie de financement de la CSU, plan de financement de la promotion de l'industrie au Cameroun...)	200 000	F	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
	Promotion de la production et la valorisation des résultats de la recherche opérationnelle en santé humaine	Promotion de la recherche opérationnelle sur la lutte contre les maladies, la santé de la reproduction, la nutrition et de la vulgarisation résultats de recherche (dans les programmes de santé) des résultats	10 000	F	SUPPORT
TOTAL			48 837 620		

MINADER

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 184 : Production et productivité des filières agricoles	Soutien à la production de la filière manioc	Toutes les taches	300 000	I	3
	Appui en matériels et équipements agricoles	Toutes les taches	1 416 148	I	3
Programme 186 : Développement des infrastructures agricoles, rurales et mécanisation agricole	Développement des mécanismes d'accès aux crédits agricoles à travers l'appui au montage des plans d'affaire bancable pour les OP et interprofessions	Appui au financement des projets des jeunes : AFOP : FONDS C2D	971 348	I	3
		Appui au financement des projets des jeunes : AFOP : FONDS C2D	887 726	F	3
Programme 187 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur agriculture et développement rural	Préparation, élaboration et diffusion du budget du MINADER	Elaboration des documents de conférences budgétaires : UPEB	30 000	F	SUPPORT
		Elaboration des documents du CEPB-PA du MINADER : UPEB	30 000	F	SUPPORT
	Production et diffusion des statistiques sur l'agriculture	Réalisation du module complémentaire : RGAE	700 000	F	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
	Formation et renforcement des capacités du personne	Formation des agents hommes et femmes de la DRH sur le traitement des actes de carrière : DRH	5 000	F	SUPPORT
	Promotion du genre et lutte contre les IST/VIH/SIDA/COVID-19	Promotion du genre et lutte contre les maladies virales (IST/VIH SIDA) : DRH	5 000	F	SUPPORT
	Organisation et participation aux foires, fora et conférences	Célébration de la journée internationale de la Femme : DRH	8 000	F	SUPPORT
		Organisation des mini comices agricoles	40 000	F	SUPPORT
TOTAL			4 393 222		

MINAS

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
Programme 070 : Protection sociale de l'enfance	Assistance éducative aux enfants en situation de vulnérabilité	Toutes les taches	34 500	F	1
	Suivi et prise en charge des enfants victimes de traite, trafic, travail des enfants, des négligences et autres abus et exploitations	Fond de contrepartie en dépense réel du cadre de coopération MINAS- UNICEF	370 800	F	6
	Lutte contre la consommation de la drogue en milieu scolaire et extrascolaire	Toutes les taches	65 100	F	4
	Suivi et accompagnement des mineurs filles et garçons en conflits avec la loi	Toutes les taches	61 600	F	4
	Lutte contre le phénomène des enfants de la rue	Toutes les taches	163 000	F	4

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
	Assistance éducative des mineurs filles et garçons inadaptés sociaux	Toutes les taches	160 500	F	1
Programme 071 : protection sociale des groupes a vulnérabilités spécifiques et solidarité	Renforcement des mesures de promotion des hommes et femmes vivant avec un handicap	Toutes les taches	153 000	F	4
	Appui à l'éducation spéciale et à la prise en charge des hommes et femmes vivant avec un handicap	Sensibilisation des familles et des communautés pour la scolarisation de l'enfants handicapés	3 000	F	1
		Octrois des frais de participations aux examens et d'éducation spéciale aux enfants vulnérables	10 000	F	1
		Prise en charge holistique des pensionnaires du RIB de Buea	17 500	F	1
		Prise en charge holistique des pensionnaires du Bobine d'Or d'Ekounou	14 000	F	1
		Promotion de la participation des hommes et femmes issus des peuples autochtones à la vie publique et aux instances de prise de décisions	Toutes les taches	16 500	F
	Accompagnement psychosocial des personnes déplacées et réfugiées hommes et femmes du fait des crises sécuritaires	Toutes les taches	73 000	F	6
	Contrôle et suivi de la conformité sociale des projets et des populations impactées	Toutes les taches	252 500	F	6
	Gestion sociale des fléaux sociaux	Toutes les taches	32 000	F	6
	Mise en œuvre des programmes de transferts sociaux en faveur des hommes et femmes socialement	Toutes les taches	128 000	F	3

Programme budgétaire	Activité sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Nature	Axe PNG
	vulnérables et des structures d'encadrement des PSV				
Programme 179 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des affaires sociales	Planification opérationnelle	Toutes les taches	31 500	F	SUPPORT
	Planification stratégique	- Elaboration et production du rapport de revue des activités	6 000	F	SUPPORT
		Revue des travaux de planification et de budgétisation sensible au genre dans le sous-secteur des Affaires sociales	6 000	F	SUPPORT
	Elaboration/Actualisation des documents budgétaires	- Préparation du MINAS aux pré-conférences et conférences budgétaires et production des documents y afférents	12 000	F	SUPPORT
		Production du PPA	10 000	F	SUPPORT
		Production de la FTA	15 000	F	SUPPORT
		- Production du RAP	9 000	F	SUPPORT
	Suivi de la mise en œuvre de la SND30 et des politiques sectorielles	Suivi de la mise en œuvre de la Politique National Genre (PNG) au MINAS (Plan d'actions genre)	10 000	F	SUPPORT
	Assistance multiforme aux personnels féminins et masculins en difficultés	Toutes les taches	18 000	F	SUPPORT
Participation du MINAS aux journées Commémoratives	Organisation de la célébration de la Journée Internationale de la Femme au MINAS	19 000	F	SUPPORT	
TOTAL			1 691 500		

MINPROFF

Programme budgétaire	Activité/action sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Axe PNG
Programme 140 : Autonomisation économique des femmes	- Appui à l'insertion professionnelle des femmes et des filles	Toutes les taches hors salaire	447 100	3
	- Promotion du football féminin	Toutes les taches	60 000	3
	- Participation à l'entretien et à la gestion en tant que de besoin de centres de promotion et de réinsertion sociales (Formation des femmes et filles en entrepreneuriat et gestion des AGR)	Toutes les taches	1 032 450	3
	- Participation à l'entretien et à la gestion en tant que de besoin de centres de promotion et de réinsertion sociales (Construction, réhabilitation, sécurisation et équipement des CPFF)	Toutes les taches	846 700	3
	Optimisation de l'entrepreneuriat féminin	Toutes les taches	615 000	3
	Accompagnement à la migration du secteur informel vers le secteur formel	Toutes les taches	15 000	3
	Poursuite de la mise en œuvre du Projet "Autonomisation des femmes pour des économies résilientes et des communautés pacifiques dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua	Toutes les taches	25 000	3
	Accompagnement à la migration des OP féminines en coopératives	Toutes les taches	15 000	3
	Appui à la femme vivant en milieu rural	Toutes les taches	165000	3
	Facilitation de l'accès des femmes au foncier	Toutes les taches	35000	3
Programme 141 - Promotion du statut social de la femme et du genre	Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de la femme et de la fille	Toutes les taches hors salaire	112000	4
	- Suivi des engagements internationaux et régionaux ratifiés par le Cameroun en matière de promotion et protection des droits de la femme	Toutes les taches	323000	4

Programme budgétaire	Activité/action sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Axe PNG
	Renforcement de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre	Toutes les taches	70 000	4
	- Renforcement des capacités des femmes en politique	Toutes les taches	15 000	5
	Redynamisation et accompagnement du Réseau des Femmes Leaders pour la Transformation de l'Afrique, Chapitre du Cameroun	Toutes les taches	15 000	5
	Mise en œuvre du Plan d'action des Résolutions 1325 et connexes	Toutes les taches	30 000	6
	- Protection et développement des moyens de subsistances des femmes et des filles en contexte humanitaire	Toutes les taches	15 000	6
	- Intégration du genre dans la Planification et la Budgétisation	Toutes les taches	310 000	7
	Vulgarisation et suivi de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre	Toutes les taches	495 000	7
Programme 142 - Développement de la famille et protection des droits de l'enfant	Elaboration de documents stratégiques sur la promotion de la famille et des droits de l'enfant	Toutes les taches	30 000	4
	- Amélioration des connaissances sur la famille et l'enfant	Toutes les taches	35 000	4
	Soutien aux veuves	Toutes les taches	40 000	3
	Promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale au sein des familles et des communautés total	Toutes les taches	192 000	6
	Renforcement des capacités économiques et protection des familles démunies/vulnérables	Toutes les taches hors salaire	274 500	3
	Education à la vie maritale et familiale	Toutes les taches	88 000	4
	- Lutte contre la traite et le trafic des êtres humains et les migrations clandestines	Toutes les taches	5 000	6
	Mise en œuvre du plan sectoriel « Femmes-familles » de lutte contre le VIH/Sida et les IST	Toutes les taches	35 000	2

Programme budgétaire	Activité/action sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Axe PNG
	Mise en œuvre du plan opérationnel du MINPROFF de lutte contre la malnutrition	Toutes les taches	10 000	2
	- Mise en œuvre du Plan de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infanto-juvénile	Toutes les taches	20 000	2
	Mise en œuvre du programme d'Education Complète à la Sexualité (ESC)	Toutes les taches	15 000	2
	Mise en place des écoles des parents	Toutes les taches	105 000	4
	Résilience sociale des familles et des communautés face aux fléaux sociaux émergents	Toutes les taches	410 000	4
	Mobilisation communautaire pour la sante, les PFE et les Fistules Obstétricales	Toutes les taches	101 600	2
	Accompagnement des familles dans l'enregistrement des naissances	Toutes les taches	210 000	1
	- Suivi des engagements internationaux et régionaux souscrits par le Cameroun en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant	Toutes les taches	50 000	4
	- Mise en œuvre du programme de Parentalité Positive	Toutes les taches	15 000	4
	- Vulgarisation des instruments juridiques de promotion et de protection des droits de l'enfant	Toutes les taches	10 000	4
	Protection de la petite enfance (0-3 ans)	Toutes les taches	24 800	4
	Mise en œuvre du Plan d'Action National Multisectoriel pour mettre fin au mariage d'enfants	Toutes les taches	25 000	4
	Promotion et protection des droits de l'enfant à tous les niveaux	Toutes les taches	55 800	4
Programme 143 : Appui institutionnel et gouvernance	Planification et programmation des activités du ministère	Toutes les taches	65 000	SUPPORT
	Production des données statistiques pour le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de promotion et protection de la famille, de la femme et de l'enfant	Toutes les taches	20 000	SUPPORT

Programme budgétaire	Activité/action sensible au genre	Taches genres sensibles	Crédit programmé	Axe PNG
TOTAL			6 477 950	